



# Le point sur le commerce 2019

20<sup>e</sup>  
édition



# À propos de ce document

Ce rapport fournit un résumé détaillé des principaux développements survenus dans les activités commerciales du Canada au cours de l'année précédente.

Il décrit les événements qui ont marqué l'économie mondiale et les échanges commerciaux en 2018, ainsi que les points saillants de l'économie canadienne et ceux des économies et des régions partenaires les plus importantes.

Il présente un compte rendu de l'évolution du commerce des biens et des services du Canada, ainsi que des flux et des stocks d'investissement étranger direct et d'investissement direct du Canada à l'étranger.

Un chapitre spécial est consacré à l'effort de diversification des échanges commerciaux du Canada, son importance, son évolution et ses perspectives, de même qu'aux différentes dimensions de la diversification du commerce.

Il décrit notamment différentes voies possibles pour poursuivre la diversification, en résumant les nombreuses recherches et analyses entreprises au Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada et ailleurs.

## Droits d'auteurs

This document is also available in English under the title:  
*Canada's State of Trade 2019 – 20th Edition*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec :

Affaires Mondiales Canada  
125, promenade Sussex  
Ottawa ON K1A 0G2  
Canada

Site Web : [www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)

Courriel : [info@international.gc.ca](mailto:info@international.gc.ca)

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, représentée par  
Affaires mondiales Canada, 2019.

N° de cat. : FR2-8F

ISSN : 2562-833X



## Table des matières

---

Message du ministre .....	2
Sommaire.....	4
Section 1.0 Points saillants de la performance de l'économie mondiale .....	11
Chapitre 1.1 La performance économique mondiale .....	12
Aperçu mondial.....	14
Vue d'ensemble des régions et des pays sélectionnés.....	15
Aperçu des États-Unis.....	18
Prix mondiaux des matières premières .....	20
Chapitre 1.2 Performance commerciale mondiale .....	22
Aperçu du commerce international .....	24
Aperçu du commerce mondial des marchandises .....	26
Aperçu des échanges de services commerciaux.....	30
Chapitre 1.3 Performance mondiale des investissements.....	34
Aperçu de l'investissement étranger direct .....	36
Section 2.0 Points saillants de la performance du Canada .....	39
Chapitre 2.1 Performance économique du Canada.....	40
Aperçu national .....	42
Aperçu de l'industrie .....	49
Aperçu des provinces et des territoires .....	54
Perspectives d'avenir.....	56
Chapitre 2.2 Performance commerciale du Canada.....	60
Aperçu du commerce du Canada.....	62
Commerce des biens .....	64
Commerce des services .....	69

Chapitre 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada.....	74
IED entrant au Canada .....	77
Investissement direct du Canada à l'étranger .....	85
Section 3.0 Diversifier les exportations canadiennes .....	91
Chapitre 3.1 Que signifie la diversification du commerce .....	94
Pourquoi la diversification des exportations est-elle importante?.....	96
Les exportations canadiennes sont-elles diversifiées? .....	99
Objectif du Canada pour 2025 .....	104
Chapitre 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes? .....	108
Réduire les obstacles au commerce par des accords de libre-échange.....	110
Entrer tôt sur les marchés en croissance rapide.....	116
Diversifier par le biais des États-Unis .....	117
Observations d'Exportation et Développement Canada sur la diversification .....	119
Commerce numérique et diversification .....	121
PME et diversification des exportations .....	126
Des villes et non des pays.....	130
Chapitre 3.3 Nouvelles dimensions de la diversification des exportations .....	132
Entreprises exportatrices appartenant à des femmes .....	134
Entreprises exportatrices appartenant à des Autochtones .....	135
Conclusion .....	140
Bibliographie .....	141

## Acronymes et notes

---

\$CAN : Dollar canadien

\$US : Dollar américain

ACEUM : Accord  
Canada-États-Unis-Mexique

AECG : Accord économique  
et commercial global entre le Canada  
et l'Union européenne

ALE : Accord de libre-échange

ALECC : Accord de libre-échange  
Canada-Corée

ALECEU : Accord de libre-échange  
Canada-États-Unis

ALENA : Accord de libre-échange  
nord-américain

ANASE-5 : Malaisie, Indonésie,  
Philippines, Singapour, Thaïlande

BEC : Bureau de l'économiste en chef,  
Affaires mondiales Canada

CCCA : Conseil canadien pour le  
commerce autochtone

CES : Communauté des  
États indépendants

CNUCED : Conférence des  
Nations Unies sur le commerce  
et le développement

EDC : Exportation et  
développement Canada

EDI : Échange de données informatisé

EEA : Énoncé économique de l'automne

EPE : Enquête sur les perspectives  
des entreprises

É.-U. : États-Unis

F&A : Fusions et acquisitions

FMI : Fond monétaire international

GRM : Grande région métropolitaine

G\$ : Milliards de dollars

G\$US : Milliards de dollars américains

GUE : Guichet unique électronique

IA : Intelligence artificielle

IDCE : Investissement direct du Canada  
à l'étranger

IED : Investissement étranger direct

IHH : Index de Herfindahl-Hirschman

IPC : Indice des prix à la consommation

M\$ : Millions de dollars

OCDE : Organisation de coopération et  
de développement économiques

OMC : Organisation mondiale  
du commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

PEM : Perspectives  
de l'économie mondiale

PIB : Produit intérieur brut

PII : Pays investisseur immédiat

PIU : Pays investisseur ultime

PME : Petites et moyennes entreprises

PMI : Indice des gestionnaires  
en approvisionnement

p.p. : Point de pourcentage

PTPGP : Accord de Partenariat transpa-  
cifique global et progressiste

R-D : Recherche et développement

RdM : Reste du monde

R.-U. : Royaume-Uni

SCIAN : Système de classification des  
industries de l'Amérique du Nord

SH : Système harmonisé

TAD : Taux annuel désaisonnalisé

TIC : Technologies de l'information  
et des communications

UE : Union européenne

USA : États-Unis d'Amérique

USD : Dollar américain

WCS : Western Canada Select

WTI : West Texas Intermediate

Dans ce rapport, l'expression « RAS de Hong Kong » fait référence à la région administrative spéciale de Hong Kong, de la République populaire de Chine.

## Message du ministre



À titre de ministre de la Diversification du commerce international du Canada, je suis ravi de présenter la 20<sup>e</sup> édition annuelle du rapport sur le Commerce international de 2019.

Le commerce a été au centre de l'attention du monde au cours de l'année écoulée. À l'échelle mondiale, les tensions commerciales, les tarifs douaniers et l'incertitude qui plane sur de nombreuses économies se sont soldés par une croissance économique plus faible et un léger ralentissement de la croissance du commerce des marchandises l'an dernier. Cependant, malgré cette turbulence, les exportations et les importations du Canada ont toutes deux augmenté en 2018 et la valeur totale du commerce des biens et services a atteint le niveau record de **1,5 billion** de dollars.

L'expansion du commerce et de l'investissement signifie une plus grande croissance économique et davantage d'emplois bien rémunérés qui contribuent à renforcer la classe moyenne au Canada. Alors que les flux d'investissement du Canada à l'étranger ont fléchi, les entrées totales d'investissement étranger direct au pays ont bondi de **70 %**, à **55 milliards** de dollars.

Le présent rapport sur le Commerce international rend compte des efforts déployés par notre gouvernement pour développer et diversifier les échanges

et les investissements du Canada, et pour bâtir des ponts vers des marchés dynamiques. Bien que les États-Unis demeurent notre principal partenaire commercial, les échanges commerciaux avec les autres pays ont augmenté plus rapidement. Cela augure bien pour l'expansion de nos partenariats dans le monde.

La diversification à l'étranger signifie non seulement que nous devons intensifier nos efforts pour accroître le commerce avec toutes les régions, mais qu'il faut aussi tirer parti des occasions qu'offrent les secteurs émergents. Au pays même, la diversification signifie qu'il faut s'assurer que toutes les régions du Canada et tous les membres de la société sont en mesure de soutenir la concurrence et de réussir sur les marchés internationaux. Le Canada a ouvert la voie en matière de promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes par son engagement sur le plan international. Notre gouvernement joue également un rôle de premier plan en aidant davantage les

Autochtones, les membres de la communauté LGBTQ2+ et les jeunes à réussir dans l'économie d'aujourd'hui.

Le rapport sur le Commerce international de 2019 met en lumière les résultats obtenus par les entreprises exportatrices appartenant à des femmes et à des Autochtones : les chiffres sont très encourageants, les gains tirés du commerce se diffusant à l'ensemble du Canada, parmi tous les Canadiens.

Nous appuyons résolument le libre-échange comme moyen d'ouvrir des marchés étrangers aux biens et services canadiens, de développer les entreprises canadiennes, de créer des emplois bien rémunérés et de contribuer à la prospérité de la classe moyenne. Pour cette raison, nous travaillons en vue d'augmenter nos exportations outre-mer de **50 %** d'ici 2025.

Les données sur les petites et moyennes entreprises (PME) exportant des biens et des services hors du Canada sont celles qui laissent entrevoir le plus fort potentiel d'expansion. Dans le cadre de la stratégie de diversification du commerce du Canada, nous voulons aider les PME à évoluer sur les marchés internationaux et à mettre à profit les gains obtenus

dans le cadre des accords commerciaux conclus par le Canada sur le plan de l'accès aux marchés.

À l'heure actuelle, le Canada participe à 14 accords de libre-échange appliqués dans 51 pays, représentant un produit intérieur brut combiné de **52 billions \$US**. Lorsque l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) est entré en vigueur à la fin de l'année dernière, le Canada est devenu le seul pays du G7 ayant noué des liens de libre-échange avec tous les autres partenaires. Le présent rapport met en évidence les effets du PTPGP et de l'Accord économique et commercial global (AECG) conclu entre le Canada et l'Union européenne. Dans les deux cas, le rapport montre que les exportations canadiennes ont augmenté après leur entrée en vigueur.

Notre approche vise à faire en sorte que l'expansion du commerce et des investissements et notre stratégie de diversification des échanges commerciaux favorisent une croissance significative et durable pour les citoyens, les entreprises et les collectivités au Canada.

L'honorable Jim Carr, ministre de la Diversification du commerce international

## Sommaire

Après une période de croissance généralisée et synchronisée pendant toute l'année 2017 et jusqu'au début de 2018, l'économie mondiale a amorcé une détente. L'effet combiné des tensions commerciales mondiales et du ralentissement des forces cycliques a freiné l'activité économique. La décélération a été observée partout, même dans des pays comme la Chine et l'Inde. Les États-Unis ont constitué une exception notable, alors que les conditions tendues du marché du travail et une expansion à large assise ont stimulé l'économie.

Dans ce contexte de croissance économique plus faible, l'expansion des volumes d'échanges de marchandises a ralenti, tant sur les marchés développés que sur les marchés émergents. La valeur du commerce mondial des marchandises a augmenté de **10 %** en 2018, ce qui est légèrement inférieur à la hausse de **11 %** enregistrée l'année précédente. Cependant, les importations annuelles de marchandises à travers le monde ont augmenté plus rapidement qu'entre 2012 et 2016, et les importations mondiales de services commerciaux ont progressé de **7,4 %** en 2018, un taux légèrement supérieur d'un point de pourcentage par rapport à celui de 2017.

Ce contexte, auquel se sont ajoutées les tensions commerciales internationales, l'incertitude politique et les réformes fiscales aux États-Unis, a eu un impact majeur sur les flux d'investissement étranger direct (IED) dans le monde. En 2018, les flux d'IED ont reculé de **13 %**, les économies développées d'Europe enregistrant la plus forte baisse parmi les grandes régions, soit **55 %**.

Comme la plupart des autres grandes économies, le Canada a vu sa croissance ralentir à **1,9 %** en 2018, après une augmentation de **3 %** en 2017. Un facteur important a été le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages. Cette dernière a été freinée par l'endettement des ménages. L'investissement non résidentiel des entreprises a apporté une très modeste contribution positive à la croissance, tandis que l'investissement résidentiel a eu un effet négatif à ce chapitre en raison du resserrement des lignes directrices sur les prêts hypothécaires. Une accélération de la croissance des exportations réelles et une décélération des importations réelles ont permis au commerce d'apporter une contribution marginale à la croissance en 2018, après avoir freiné celle-ci en 2017. Le marché du

travail au Canada a continué d'afficher des conditions tendues, le taux de chômage annuel (5,8 %) affichant un des niveaux les plus bas depuis au moins 1976, tandis que l'inflation a atteint 2,3 % en 2018, le taux le plus élevé depuis 2011.

Au chapitre du commerce, les exportations de biens et services du Canada ont augmenté de 6,2 % en 2018, tandis que les importations s'accroissaient de 5,4 %. La valeur totale des échanges de biens et de services a atteint le niveau record de 1,5 billion de dollars. Les exportations de biens du Canada ont joué un rôle important dans cette progression, croissant de 6,5 % en 2018 pour atteindre 585 milliards de dollars. L'énergie a tracé la voie avec un gain de 14 milliards de dollars (15 %) à 111 milliards de dollars, suivie des biens de consommation (3,6 milliards de dollars) et des produits forestiers, de construction et d'emballage (3,4 milliards de dollars). Par destination, les exportations de biens vers les États-Unis ont augmenté de 5,4 % à 433 milliards de dollars en 2018. Toutefois, les exportations vers les destinations autres que les États-Unis ont grimpé encore plus rapidement, atteignant 153 milliards de dollars, une hausse de 9,8 %.

Les exportations de services canadiens ont poursuivi leur progression pour la neuvième année d'affilée, affichant un gain de 5,8 %, pour atteindre 121 milliards de dollars.

De façon similaire aux exportations, les importations de biens du Canada ont augmenté de 5,8 % pour s'établir à 607 milliards de dollars en 2018, avec des gains dans tous les secteurs, notamment ceux des minerais métalliques et minéraux, des produits énergétiques, et des aéronefs et autre matériel de transport. Au niveau régional, les importations de biens en provenance des États-Unis se sont accrues de 5,4 % pour atteindre 391 milliards de dollars en 2018, tandis que les importations en provenance d'autres sources que les États-Unis progressaient de 6,5 % pour monter à 216 milliards de dollars. Étant donné que les exportations de biens canadiens ont progressé à un taux plus élevé que les importations de biens au Canada, le déficit du commerce des biens s'est refermé de 2,7 milliards de dollars, à 22 milliards de dollars.

Les importations de services ont crû de 4,2 % pour s'établir à 146 milliards de dollars. Le Canada a continué d'enregistrer

un déficit dans ses échanges de services avec toutes les grandes régions du monde et avec la plupart de ses principaux partenaires commerciaux; près de la moitié de ce déficit est imputable aux États-Unis.

En 2018, les entrées totales d'IED au Canada ont bondi de **70 %**, atteignant **55 milliards** de dollars, à l'opposé du recul survenu dans la plupart des autres économies développées, en raison d'une augmentation de **24 milliards** de dollars de l'IED provenant de sources autres que les États-Unis. Les fortes entrées d'investissement dans le secteur manufacturier canadien (**+45 %**) ont compensé les baisses enregistrées dans le secteur du commerce et du transport (**-41 %**) et celui des finances et des assurances (**-13 %**).

En revanche, l'investissement direct canadien à l'étranger (l'IED du Canada vers d'autres pays) a reculé de **38 %** pour s'établir à **64 milliards** de dollars, ce qui est notamment dû à une réduction de **60 %** de l'investissement aux États-Unis. Les flux l'IED du Canada vers le reste du monde ont augmenté de **48 %**, ou **10 milliards** de dollars. Globalement, les investisseurs canadiens ont privilégié le secteur de l'énergie et des mines et celui de la fabrication, en hausse de **13** et **10 milliards** de dollars respectivement.

Pour l'avenir, la faiblesse persistante du secteur des ressources dans l'Ouest canadien, l'endettement élevé des ménages et les réactions hostiles au commerce et à la mondialisation sont des facteurs susceptibles de freiner la croissance de l'économie, du commerce et de l'investissement canadiens. La Banque du Canada

prévoit que la croissance économique se redressera au cours de la seconde moitié de 2019 et se maintiendra jusqu'en 2020.

Que la conjoncture mondiale soit stable ou incertaine, avoir de nombreuses destinations d'exportation ou de nombreux produits différents à exporter peut certes aider les entreprises canadiennes à prospérer en atténuant les risques et en leur permettant de tirer parti des occasions offertes par les marchés en forte croissance. Le présent rapport sur l'état du commerce examine la recherche effectuée par le Bureau de l'économiste en chef sur la diversification des échanges, tant au sens habituel que sous l'angle de la diversité des entreprises exportatrices. Il aborde également les résultats d'études menées par Exportation et développement Canada.

Pour ce qui est de la diversification géographique (les destinations d'exportation), le Canada pourrait se diversifier davantage puisque les exportations canadiennes sont considérées comme étant concentrées. En fait, le Canada arrive au quatrième rang des pays dont les exportations sont les plus concentrées sur un total de 113 pays, principalement en raison de la proportion élevée de ses exportations qui prennent la direction des États-Unis. Cela n'est guère étonnant compte tenu des liens commerciaux étroits qui existent entre le Canada et son voisin du Sud. Reconnaisant cette concentration élevée des exportations du pays, le gouvernement fédéral s'est fixé comme objectif d'accroître les exportations canadiennes vers les destinations d'outre-mer<sup>1</sup> de **50 %** d'ici

---

1 Outre-mer fait référence aux destinations autres que les États-Unis.

2025, soit à **284 milliards** de dollars. Pour atteindre ce but, le taux de croissance annuel moyen devra atteindre **5,2 %** à partir de 2017, ce qui est plus élevé que la tendance au cours des années récentes (2011-2017).

La conclusion d'accords de libre-échange (ALE) est un moyen que peut employer le gouvernement pour inciter les exportateurs canadiens à se diversifier en s'orientant vers de nouveaux marchés. Les ALE contribuent, en effet, à ouvrir des débouchés en abaissant les barrières commerciales telles que les tarifs douaniers, les quotas et les barrières non tarifaires. L'analyse montre que les exportations canadiennes augmentent après l'entrée en vigueur d'un ALE, en particulier pour les produits ayant bénéficié d'une plus forte baisse tarifaire. Bien que le Canada compte déjà une longue liste de partenaires d'ALE<sup>2</sup>, la signature de nouveaux accords et le renforcement des ALE actuels pourraient aider à diversifier davantage le commerce canadien, notamment dans les marchés émergents en croissance rapide.

Les résultats d'études préliminaires indiquent qu'une hausse d'un point de pourcentage du taux de croissance d'un marché d'importation s'est traduite par une augmentation du niveau des exportations canadiennes de **0,11 %**. De plus les résultats suggèrent un gain supplémentaire de **0,16 %** si le Canada était déjà actif sur ce marché avant qu'il ne connaisse une telle croissance. Cela dit, encourager les entreprises canadiennes à exporter d'abord vers des marchés émergents pourrait ne pas toujours convenir. Dans une large majorité, les nouveaux

exportateurs débutent par le marché américain et ne prennent de l'expansion sur d'autres marchés que subséquentement. Selon les estimations, **20 %** des entreprises exportant aux États-Unis prennent de l'expansion ou entrent sur de nouveaux marchés chaque année, en moyenne. Par conséquent, encourager les entreprises à explorer des marchés outre-mer pourrait nécessiter qu'ils passent d'abord l'épreuve du marché américain plus rapproché et plus familier. Incidemment, selon les prévisions, 16 villes américaines figureront parmi les 40 plus importantes agglomérations dans le monde en 2030, en termes d'occasions d'affaires que pourraient saisir les entreprises canadiennes.

Bien que certaines destinations existeront toujours dans l'avenir, la façon dont les entreprises vendent leurs biens et services se transforme avec l'avènement d'Internet et des technologies numériques. Les technologies numériques facilitent les transactions et abaissent les coûts, par exemple en optimisant la planification des itinéraires, en réduisant le temps de stockage et en améliorant les réseaux de distribution. De telles avancées raccourcissent les distances pour les exportateurs. En outre, Internet est de plus en plus utilisé pour la livraison transfrontalière de produits numériques.

---

2 Une fois que l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) aura été pleinement mis en œuvre, le Canada aura 14 ALE en vigueur avec 51 pays partenaires.

Encourager l'utilisation de ces technologies pourrait faire progresser la stratégie de diversification. Cela pourrait être particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises (PME). Même si elles représentaient plus de **99,8 %** des entreprises ayant des employés et **89 %** de tous les emplois du secteur privé, seulement **12 %** des PME exportaient des biens et services à l'extérieur du Canada. Les programmes gouvernementaux visant à aider les PME à évoluer sur les marchés internationaux offriraient une autre piste en vue d'atteindre l'objectif du Canada des exportations outre-mer en 2025.

Tel qu'indiqué précédemment, la diversité parmi les exportateurs mérite aussi notre attention. La diversification au niveau de la propriété des exportateurs canadiens est importante, car elle contribue à mieux diffuser les avantages du commerce à travers le Canada et parmi tous les Canadiens. Une dimension a trait aux entreprises exportatrices appartenant à des femmes. La recherche révèle que la proportion de PME exportatrices appartenant à des Canadiennes a doublé, passant de **7,4 %** de l'ensemble des PME exportatrices en 2011 à **15 %** en 2017. De plus, parmi les PME canadiennes appartenant à des femmes, la part des entreprises exportatrices est passée de **8,4 %** en 2014 à **11 %** en 2017.

L'autre dimension de la propriété qui a été examinée est celle des entreprises exportatrices appartenant à des Autochtones. Les résultats d'une enquête menée auprès d'entrepreneurs autochtones indiquent qu'en 2014, la proportion de PME exportatrices autochtones était deux fois plus élevée que celle

des PME exportatrices canadiennes non autochtones – **24 %** contre **12 %** respectivement. Bref, la diversité est déjà présente au sein de la communauté des exportateurs et cette diversité progresse lentement.

Ainsi, la diversification offre une protection contre les risques de chocs étrangers au Canada et permet aux entreprises canadiennes d'exploiter les possibilités offertes par les marchés en forte croissance. Il existe différentes voies pour parvenir à une plus grande diversification géographique. Parmi ces voies : recourir à des accords de libre-échange pour donner aux exportateurs canadiens un meilleur accès aux marchés étrangers; accéder tôt aux marchés en croissance rapide; utiliser le marché américain comme tremplin vers les marchés d'outre-mer; exploiter les technologies numériques; accroître la participation des PME au commerce international; enfin, mettre l'accent sur la croissance future des villes pour repérer de nouvelles occasions d'exportation. Par ailleurs, les gains du commerce pourraient être répartis plus uniformément au Canada, notamment grâce à la diversification de la propriété des entreprises exportatrices.







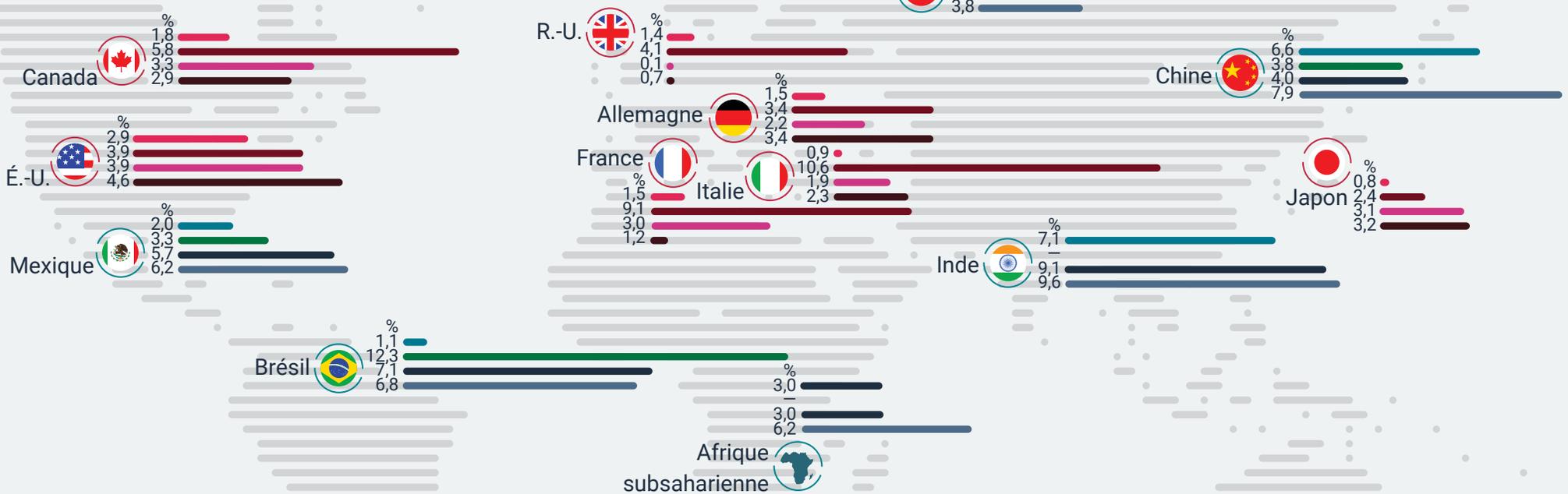
Points saillants de la performance  
de l'économie mondiale

## La performance économique mondiale

Tour  
d'horizon



Indicateurs économiques, 2018



Légende des indicateurs économiques, 2018



Économies avancées



Marchés émergents et économies en développement



Croissance du PIB (%)



Chômage (%)

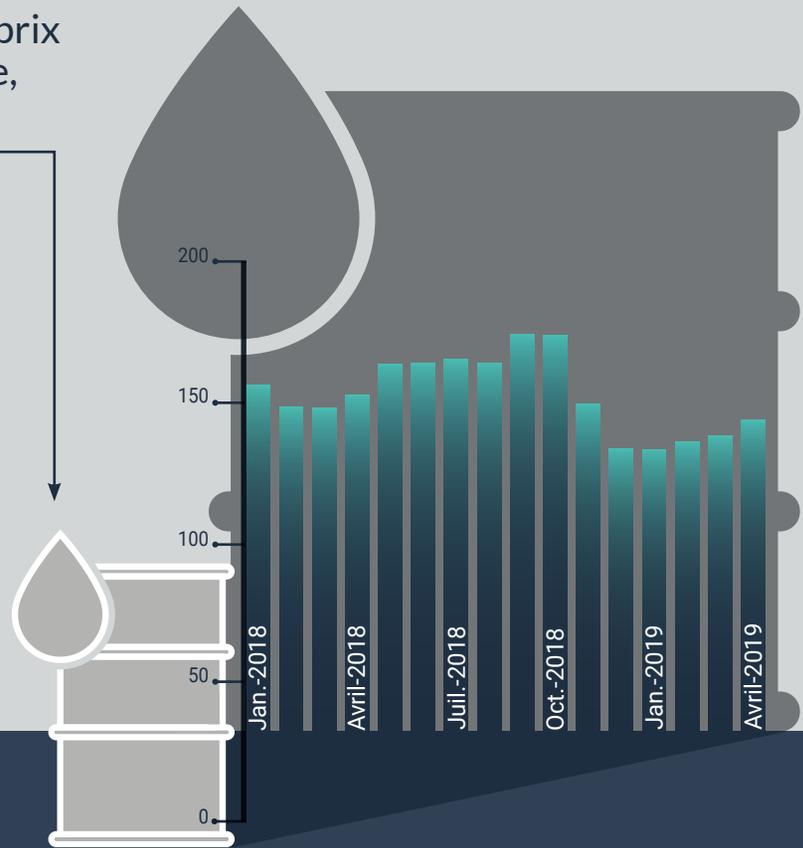


Croissance réelle des exportations (%)



Croissance réelle des importations (%)

Indice des prix de l'énergie, 2018

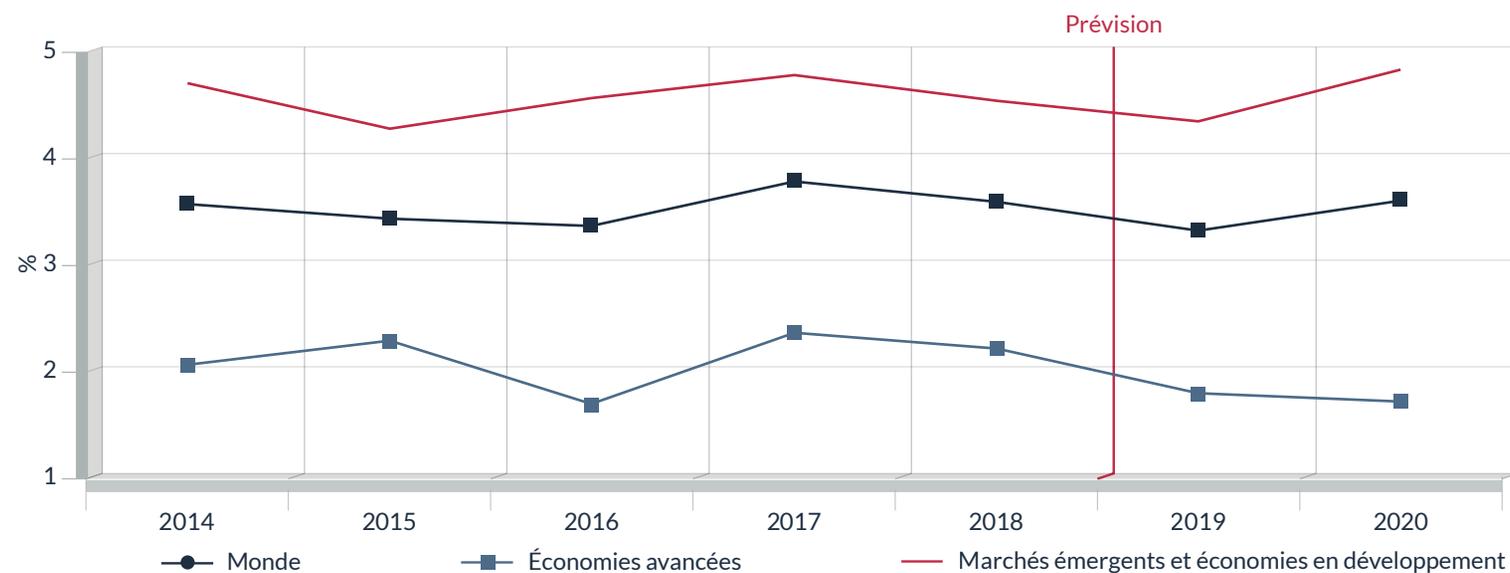


## Aperçu mondial

Après une hausse généralisée de la croissance cyclique qui a duré près de deux ans, l'économie mondiale a commencé à ralentir au second semestre de 2018, entraînant un léger recul de la croissance mondiale (3,6 %) par rapport à 2017 (3,8 %). La décélération survenue en 2018 s'est répartie à peu près également entre les économies avancées et les économies émergentes. L'aggravation des tensions commerciales, la

baisse de la confiance des entreprises, le resserrement des conditions financières, l'incertitude accrue entourant les politiques dans de nombreuses économies et l'affaiblissement des forces cycliques sont parmi les facteurs à l'origine du ralentissement des activités à l'échelle mondiale.

Figure 1 : Croissance économique mondiale



### Vue d'ensemble des régions et des pays sélectionnés

La croissance dans les principales économies avancées a ralenti en 2018, à l'exception des États-Unis. L'affaiblissement de la confiance des consommateurs et des entreprises tout au long de 2018, s'ajoutant à d'autres problèmes propres à certains pays, ont entraîné un ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (PIB) dans la zone euro, qui est passée de **2,4 %** en 2017 à **1,8 %** en 2018. L'économie allemande a progressé de **1,5 %** en 2018, contre **2,5 %** en 2017, alors que la faiblesse de la demande des principaux partenaires commerciaux et les retards liés aux nouvelles normes d'émissions de carburant pour les véhicules au diesel ont pesé sur l'activité économique. En Italie, un écart souverain élevé<sup>1</sup> a continué d'exercer une pression à la baisse sur l'économie, la croissance tombant à **0,9 %** en 2018, contre **1,6 %** en 2017. En France, les manifestations de rue contre la hausse des prix de l'essence et le coût de la vie élevé ont perturbé les ventes au détail et la croissance de la consommation, et la croissance économique a ralenti, passant de **2,2 %** en 2017 à **1,5 %** en 2018. L'incertitude entourant les négociations sur le Brexit a pesé sur le Royaume-Uni, où la croissance s'est affaiblie à **1,4 %** en 2018, contre **1,8 %** un an auparavant. Au Japon, la croissance économique a diminué à **0,8 %** en 2018, alors qu'elle avait atteint **1,9 %** en 2017. Soulignons, toutefois, que les États-Unis ont résisté à la tendance au ralentissement

de la croissance avec une progression de **2,9 %** en 2018, après un gain de **2,2 %** un an plus tôt. Un marché du travail serré, la forte croissance de la consommation et la stimulation engendrée par les réformes fiscales ont appuyé l'accélération de la croissance économique.

---

1 L'écart souverain est la différence entre le rendement des obligations gouvernementales à 10 ans d'un pays et le rendement de référence des titres sûrs dans la même région. En Europe, le pays de référence est l'Allemagne. Le rendement sur les titres de l'Italie est plus élevé que celui de l'Allemagne, traduisant le fait que les investisseurs jugent que l'Italie présente davantage de risques pour les placements.

## 1.1 La performance économique mondiale

Tableau 1 : Indicateurs économiques pour certaines régions et économies, 2018

	Croissance du PIB (%)	Chômage (%)	Croissance des exportations réelles* (%)	Croissance des importations réelles* (%)
<b>Économies avancées</b>	2,2	5,1	3,1	3,3
Canada	1,8	5,8	3,3	2,9
Japon	0,8	2,4	3,1	3,2
Royaume-Uni	1,4	4,1	0,1	0,7
États-Unis	2,9	3,9	3,9	4,6
<b>Zone euro</b>	1,8	8,2	3,1	3,0
France	1,5	9,1	3,0	1,2
Allemagne	1,5	3,4	2,2	3,4
Italie	0,9	10,6	1,9	2,3
<b>Marchés émergents et économies en développement</b>	4,5		4,3	5,6
Communauté des États indépendants	2,8		5,6	3,9
Russie	2,3	4,8	6,3	3,8
Asie émergente et en développement	6,4		5,5	8,5
Chine	6,6	3,8	4,0	7,9
Inde	7,1		9,1	9,6
ANASE-5	5,2		7,3	9,7
Europe émergente et en développement	3,6		6,5	2,6
Amérique latine et Caraïbes	1,0		3,0	4,3
Brésil	1,1	12,3	7,1	6,8
Mexique	2,0	3,3	5,7	6,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,4		-1,0	-0,6
Afrique sub-saharienne	3,0		3,0	6,2
Nigeria	1,9	22,6	-0,7	17,7
Afrique du Sud	0,8	27,1	1,4	2,5

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019; consultée le 20 juin 2019

\* Volume des exportations et des importations de biens et services

## 1.1 La performance économique mondiale

---

La croissance dans les marchés émergents et les économies en développement a aussi légèrement ralenti en 2018, passant à **4,5 %** contre **4,8 %** en 2017. En Chine, la croissance économique a fléchi à **6,6 %** en 2018, par rapport à **6,8 %** l'année précédente. Le ralentissement est imputable au resserrement de la réglementation, qui s'est traduit par une plus faible croissance de l'investissement en immobilisations, alors que le gouvernement s'efforçait de placer la croissance économique sur une trajectoire plus durable. La baisse des ventes d'automobiles et les mesures tarifaires adoptées par les États-Unis ont également pesé sur l'économie chinoise en 2018. L'Inde a connu un léger ralentissement de la croissance économique en 2018 (**7,1 %**) par rapport à 2017 (**7,2 %**). Le Mexique, troisième partenaire en importance du Canada pour le commerce des marchandises, a vu sa croissance économique ralentir légèrement en 2018, à **2,0 %**, contre **2,1 %** en 2017. À la fin de 2018, l'écart souverain du Mexique<sup>2</sup> a augmenté en raison de la morosité du climat économique lié à l'incertitude entourant les politiques de la nouvelle administration, qui a annulé la construction prévue d'un aéroport, outre le manque de clarté au sujet des réformes dans les secteurs de l'énergie et de l'éducation.

En avril 2019, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait que le ralentissement de la croissance dans le monde au deuxième semestre de 2018 se poursuivrait au premier semestre de 2019, avec une reprise de l'activité économique par la suite. Le FMI s'attend à ce que la croissance économique ralentisse à **3,3 %** en 2019, contre **3,6 %** en 2018, avant de revenir à **3,6 %** en 2020. Les perspectives reflètent l'affaiblissement des forces cycliques, un retour à une faible croissance potentielle dans les économies avancées ainsi qu'une reprise incertaine des marchés émergents. Les risques inhérents à cette prévision pointent vers le bas, alors que les tensions commerciales entre les États-Unis et divers partenaires commerciaux, l'incertitude entourant les négociations sur le Brexit, les pressions qui s'exercent sur les banques italiennes et d'autres problèmes géopolitiques pèsent lourdement sur les perspectives économiques. En revanche, devant les preuves qui s'accumulent d'un ralentissement de l'activité, plusieurs banques centrales ont laissé entrevoir une stratégie moins agressive de resserrement de la politique monétaire.

---

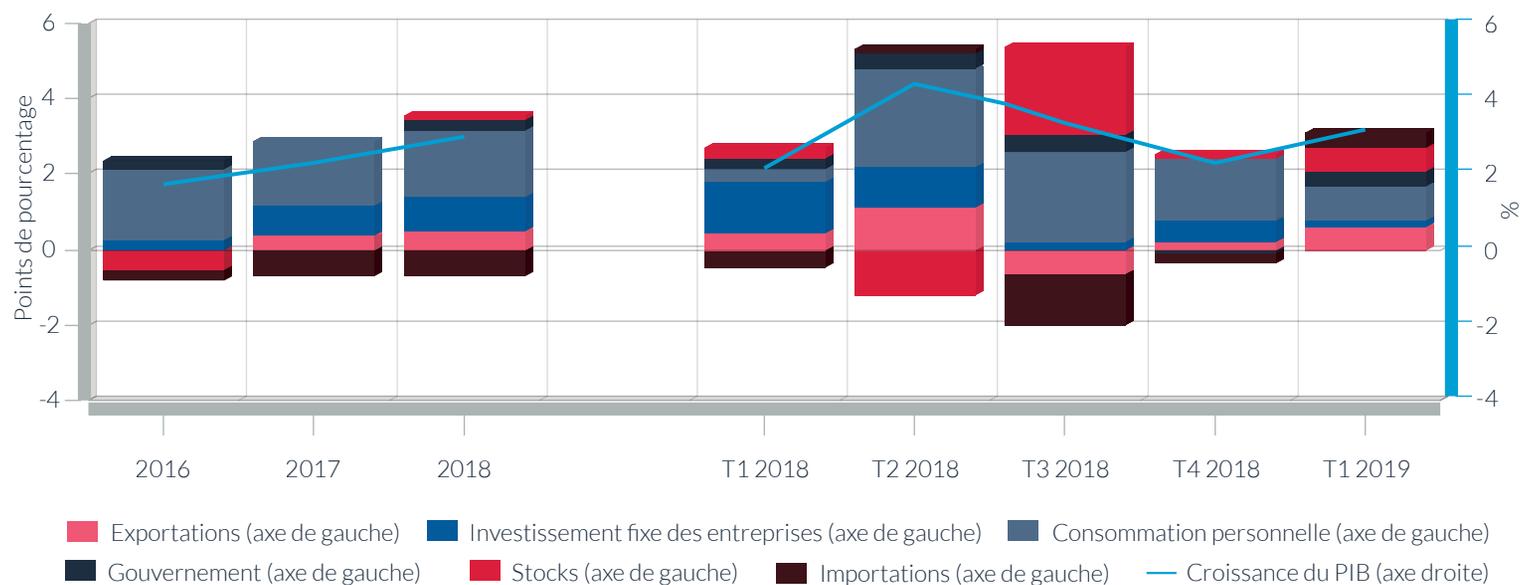
2 L'écart de rendement entre les obligations gouvernementales mexicaines et américaines (qui est le titre le plus sûr; voir la note 1).

## Aperçu des États-Unis

En 2018, alors que la croissance économique ralentissait dans de nombreuses économies avancées, elle s'est accélérée aux États-Unis par rapport à l'année précédente. L'expansion américaine a été généralisée : la consommation personnelle, l'investissement et les exportations ont tous contribué à la

croissance. Toutefois, à partir du second semestre de 2018, des signes de ralentissement de l'investissement se sont manifestés sous l'effet de l'incertitude accrue engendrée par la montée des tensions commerciales avec la Chine.

Figure 2 : Croissance du PIB aux États-Unis et contribution à la croissance du PIB



## 1.1 La performance économique mondiale

La consommation aux États-Unis a continué de s'appuyer sur un marché du travail serré (taux de chômage de **3,9 %** en 2018) et une légère hausse de la croissance des salaires (**3,0 %** en 2018). Selon les prévisions d'avril 2019 du FMI, la croissance de l'économie américaine devrait ralentir à **2,3 %** en 2019, puis à **1,9 %** en 2020. La baisse de la croissance reflète l'incidence négative des incertitudes commerciales et politiques, des forces cycliques à l'échelle mondiale et de la baisse progressive des effets positifs des mesures de stimulation budgétaires. En outre, la croissance économique américaine est exposée à divers

risques, notamment une nouvelle escalade des tensions commerciales avec la Chine et la lenteur du processus de ratification du nouvel Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (ACEUM). Les perspectives économiques pour les États-Unis provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, mai 2019) sont un peu plus positives, avec un taux de croissance de **2,8 %** en 2019 et de **2,3 %** en 2020. L'OCDE estime que le marché du travail robuste et l'augmentation des salaires soutiendront la croissance de la consommation.

Figure 3 : Performance de l'emploi aux États-Unis



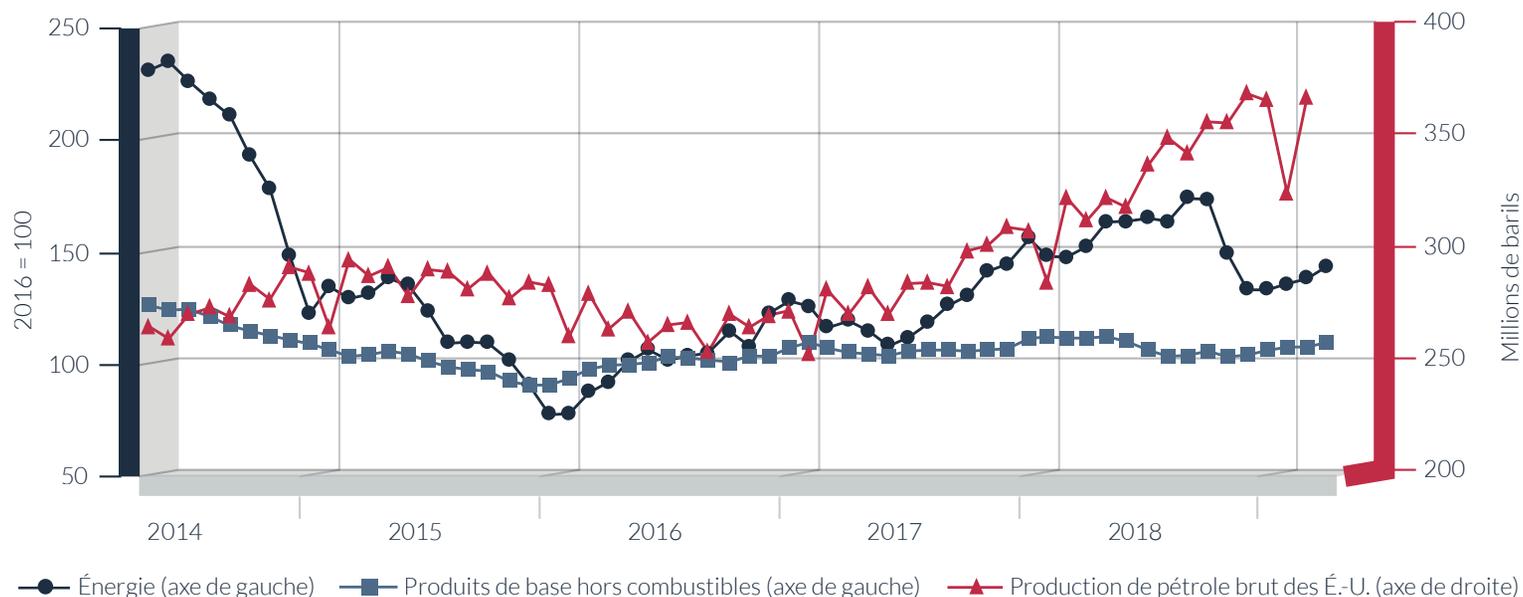
Sources : U.S Bureau of Labor Statistics et Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2018; consultées le 20 juin 2019

## Prix mondiaux des matières premières

Les prix mondiaux de l'énergie ont commencé à reculer vers la fin de 2018; l'indice des prix de l'énergie du FMI a chuté de **23 %** entre septembre et décembre 2018. Le ralentissement de la croissance mondiale, des facteurs liés à l'offre tels que la levée temporaire des sanctions imposées par les États-Unis sur les exportations de pétrole iranien vers certains pays, ainsi que la production record de pétrole brut aux États-Unis ont été les principales causes de la baisse observée. Le prix moyen

mensuel du pétrole brut West Texas Intermediate était de **70,75 \$US** le baril en octobre 2018, mais il a ensuite plongé à **49,52 \$US** le baril en décembre 2018. Au cours des derniers mois, les prix du pétrole brut ont remonté quelque peu (à **60,83 \$US** le baril en mai 2019), mais demeurent inférieurs à leur niveau d'octobre 2018. En excluant l'énergie, les prix des produits de base sont restés relativement stables.

Figure 4 : Indice des prix des produits de base



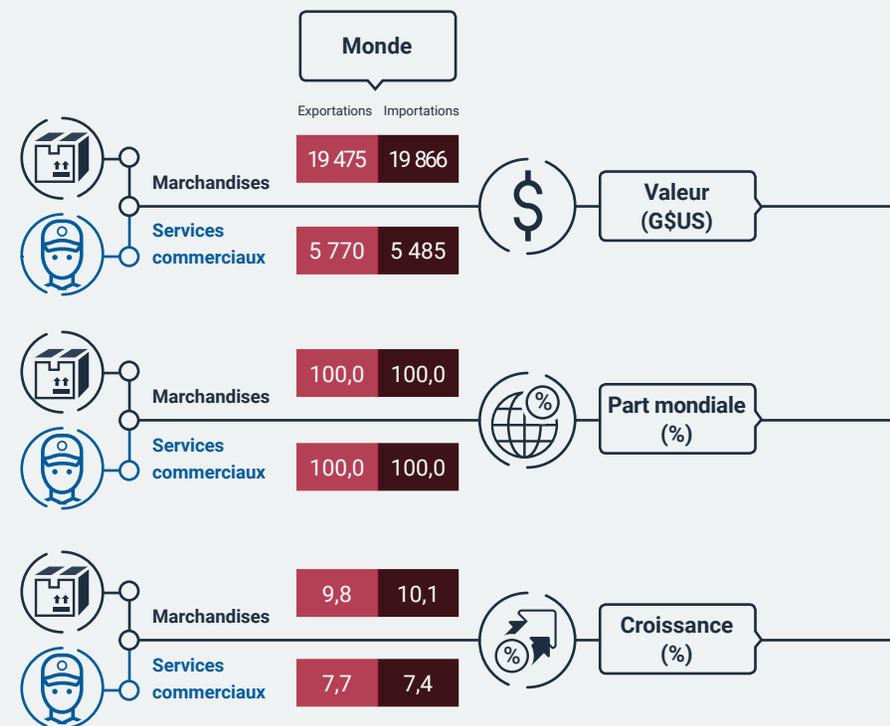
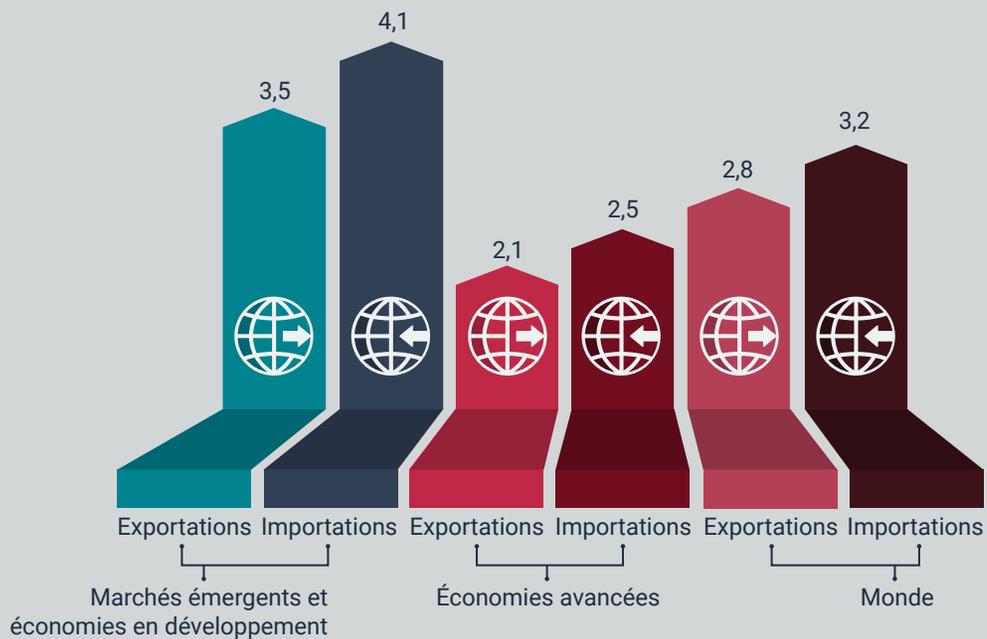
Sources : FMI, Primary Commodity Price System, et U.S Energy Information Administration; consultées le 20 juin 2019

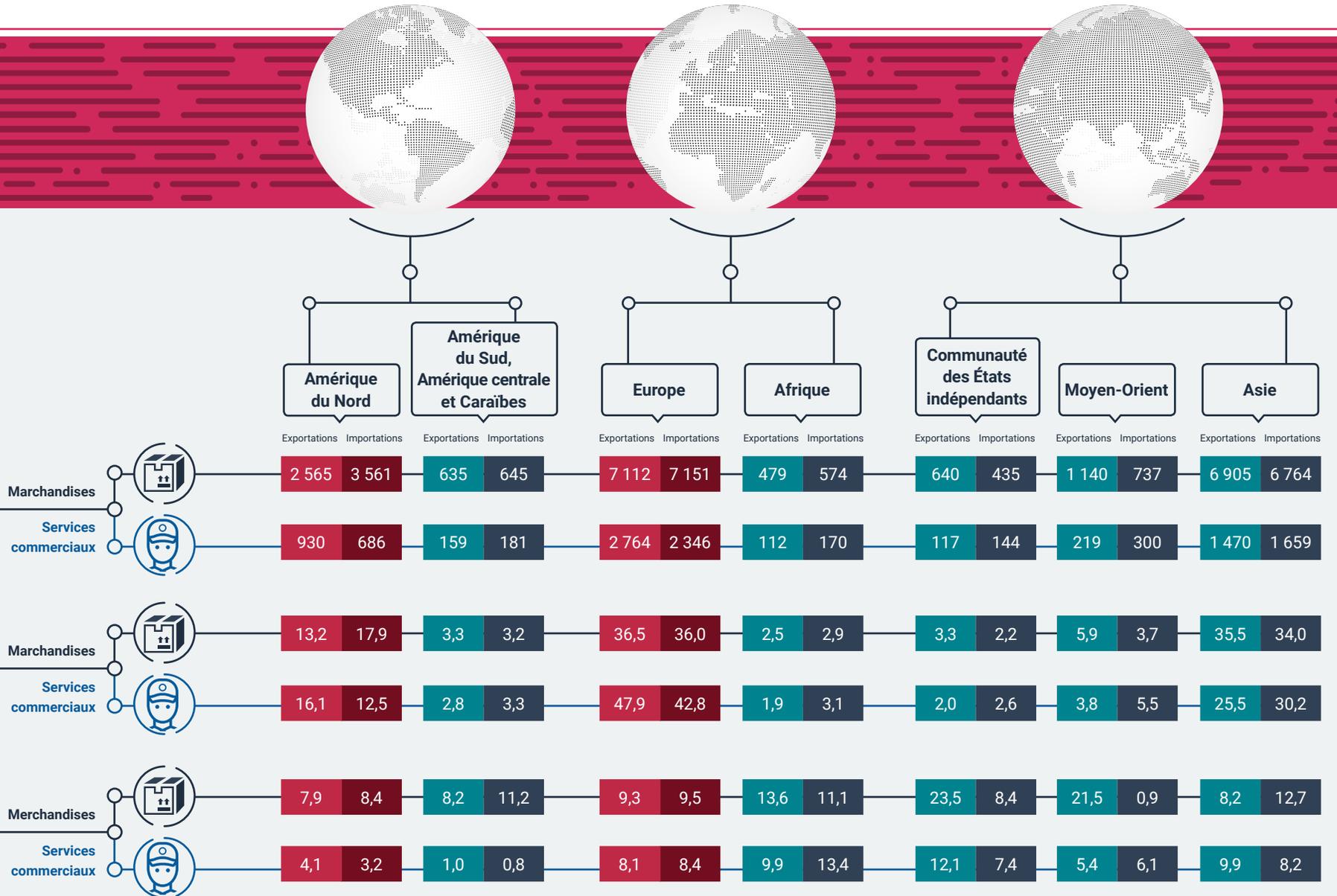


## Performance commerciale mondiale

Tour  
d'horizon

Croissance du volume des exportations  
et des importations de marchandises, 2018 (%)



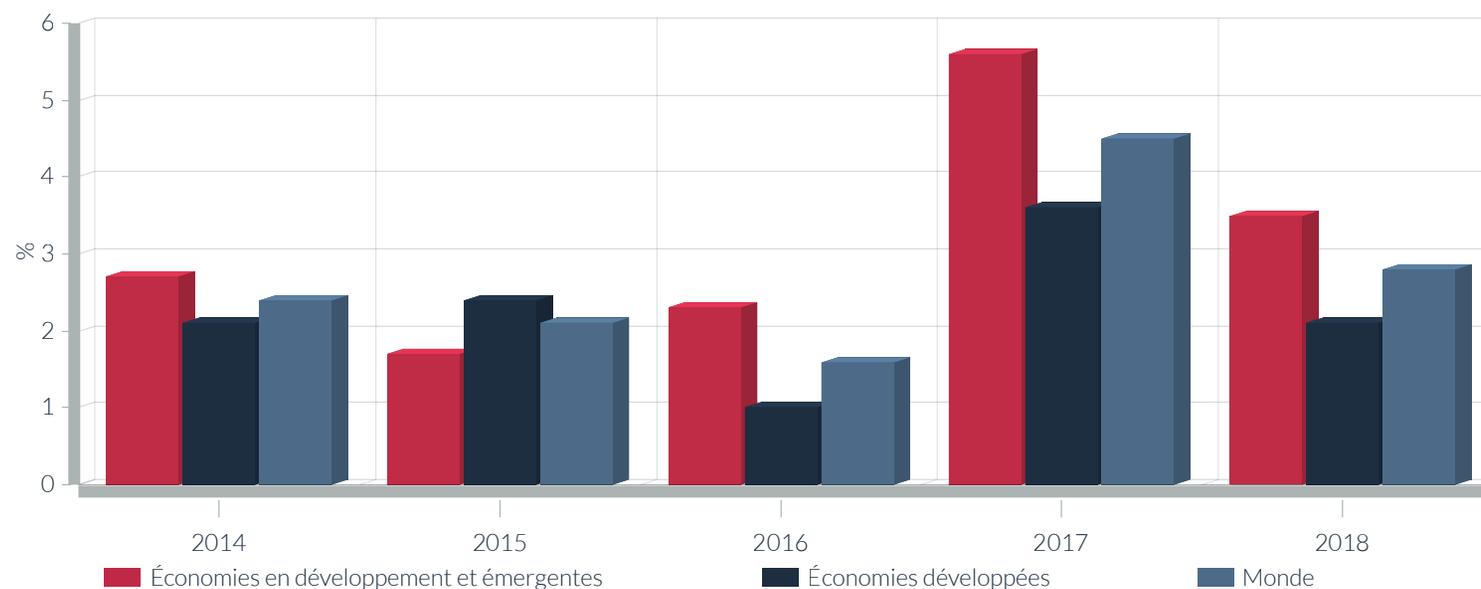


## Aperçu du commerce international

Avec le ralentissement de la croissance économique dans le monde en 2018, l'expansion du volume des exportations mondiales de marchandises a également fléchi, tant dans les économies développées que dans les marchés émergents.

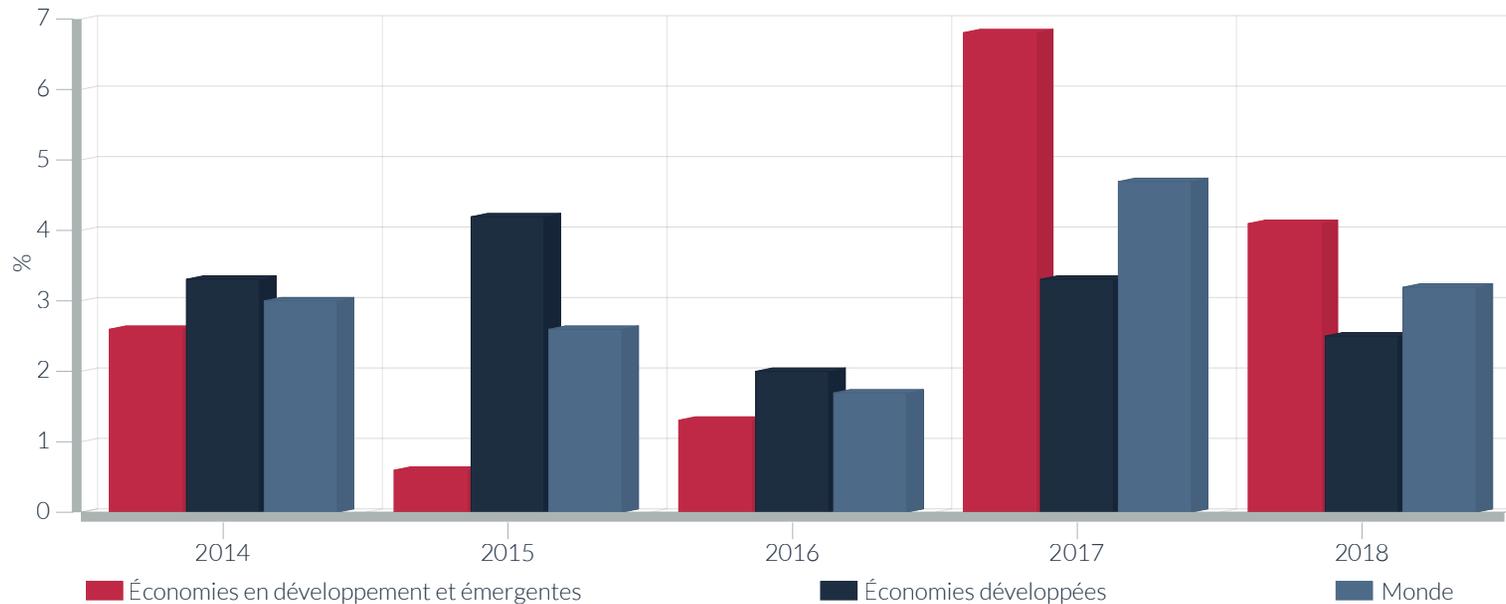
Depuis la récession de 2009, la croissance du volume des exportations des économies en développement et émergentes a été supérieure à celle des pays développés, sauf en 2015.

Figure 5 : Croissance du volume des exportations de marchandises



Comme pour les exportations, la croissance du volume des importations a aussi ralenti en 2018 dans les économies développées et les marchés émergents. Les volumes d'importation de marchandises ont augmenté plus rapidement dans les économies développées de 2014 à 2016, mais la tendance s'est inversée à partir de 2017.

Figure 6 : Croissance du volume des importations de marchandises



Source : Base de données de l'OMC; consultée le 21 juin 2019

## Aperçu du commerce mondial des marchandises

Les exportations mondiales de marchandises<sup>3</sup> ont augmenté de **9,8 %** en 2018 pour atteindre plus de **19 billions \$US**. Au niveau régional, les exportations de la Communauté des États indépendants (CEI) ont progressé le plus rapidement (**24 %**), suivie du Moyen-Orient (**21 %**). L'Amérique du Nord a affiché le plus faible taux de croissance des exportations de marchandises en 2018, à **7,9 %**. Parmi les grandes économies nord-américaines, le Mexique a enregistré le taux de croissance des exportations de marchandises le plus élevé, tandis que le Canada a eu le plus bas. En conséquence, les exportations mexicaines ont dépassé celles du Canada, et les deux pays ont changé de rang (du 12<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> pour le Canada, et du 13<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> pour le Mexique) parmi les plus gros exportateurs de marchandises vers le monde. L'autre changement au classement des principaux exportateurs de marchandises concerne la France, qui a surclassé la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong<sup>4</sup> pour prendre la 7<sup>e</sup> place.

3 Cette section traite de la valeur plutôt que du volume des échanges commerciaux. La valeur du commerce englobe simultanément les composantes volume et prix du commerce.

4 Région administrative spéciale



## 1.2 Performance commerciale mondiale

Tableau 2 : Exportations de marchandises par région et pour certains pays

	Exportations de marchandises, 2018				Rang 2017
	Valeur (G\$US)	Part (%)	Croissance (%)	Rang	
<b>Monde</b>	19 475	100,0	9,8		
<b>Amérique du Nord</b>	2 565	13,2	7,9		
Canada	450	2,3	6,9	13	12
États-Unis	1 664	8,5	7,6	2	2
Mexique	451	2,3	10,1	12	13
<b>Europe</b>	7 112	36,5	9,3		
Royaume-Uni	486	2,5	10,1	10	10
<b>Union européenne (27)</b>	6 448	33,1	9,4		
<b>Zone euro (19)</b>	4 986	25,6	9,2		
Belgique	467	2,4	8,4	11	11
France	582	3,0	8,7	7	8
Allemagne	1 561	8,0	7,8	3	3
Italie	547	2,8	7,7	9	9
Pays-Bas	723	3,7	10,8	5	5
<b>Communauté des États indépendants</b>	640	3,3	23,5		
Russie	444	2,3	25,6	14	15
<b>Moyen-Orient</b>	1 140	5,9	21,5		
<b>Asie</b>	6 905	35,5	8,2		
Chine	2 487	12,8	9,9	1	1
Hong Kong, RAS de	569	2,9	3,4	8	7
Inde	326	1,7	8,8	19	20
Japon	738	3,8	5,8	4	4
Corée, République de	605	3,1	5,4	6	6
<b>Amérique centrale, Amérique du Sud et Caraïbes</b>	635	3,3	8,2		
Brésil	240	1,2	10,0	27	25
<b>Afrique</b>	479	2,5	13,6		
Nigeria	61	0,3	36,4	50	52
Afrique du Sud	94	0,5	5,9	39	38

Source : Base de données de l'OMC; consultée le 21 juin 2019

## 1.2 Performance commerciale mondiale

---

Les importations mondiales de marchandises ont progressé de **10 %**<sup>5</sup> en 2018 pour s'établir à **20 billions \$US**, l'Asie venant en tête de la croissance avec un taux de **13 %**, suivie de la région de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, à **11 %** et de celle de l'Afrique (**11 %**). Les importations de marchandises en Amérique du Nord ont augmenté de **8,4 %**, le Mexique enregistrant la croissance la plus rapide (**10 %**) parmi les principales économies et le Canada, la plus faible (**6,1 %**). En conséquence, le Canada et le Mexique ont troqué leurs places au classement des

importateurs mondiaux de marchandises. Les autres mouvements parmi les principaux importateurs de marchandises touchent les Pays-Bas, qui sont passés devant la RAS de Hong Kong en 7<sup>e</sup> place, et l'Inde, qui a déclassé l'Italie au 10<sup>e</sup> rang.

---

5 Voir [🔗 Imports, Exports and Mirror Data with UN COMTRADE](#) pour une explication des divergences entre les importations et les exportations mondiales.



## 1.2 Performance commerciale mondiale

**Tableau 3 :** Importations de marchandises par région et pour certains pays

	Importations de marchandises, 2018				Rang 2017
	Valeur (G\$US)	Part (%)	Croissance (%)	Rang	
<b>Monde</b>	19 866	100,0	10,1		
<b>Amérique du Nord</b>	3 561	17,9	8,4		
<b>Canada</b>	469	2,4	6,1	13	12
<b>États-Unis</b>	2 614	13,2	8,5	1	1
<b>Mexique</b>	477	2,4	10,3	12	13
<b>Europe</b>	7 151	36,0	9,5		
<b>Royaume-Uni</b>	674	3,4	4,7	5	5
<b>Union européenne (27)</b>	6 466	32,5	10,4		
<b>Zone euro (19)</b>	4 727	23,8	10,9		
<b>Belgique</b>	450	2,3	10,1	14	14
<b>France</b>	673	3,4	8,7	6	6
<b>Allemagne</b>	1 286	6,5	10,6	3	3
<b>Italie</b>	501	2,5	10,5	11	10
<b>Pays-Bas</b>	646	3,3	12,4	7	8
<b>Communauté des États indépendants</b>	435	2,2	8,4		
<b>Russie</b>	249	1,3	4,6	22	20
<b>Moyen-Orient</b>	737	3,7	0,9		
<b>Asie</b>	6 764	34,0	12,7		
<b>Chine</b>	2 136	10,8	15,8	2	2
<b>Hong Kong, RAS de</b>	628	3,2	6,4	8	7
<b>Inde</b>	511	2,6	13,9	10	11
<b>Japon</b>	749	3,8	11,4	4	4
<b>Corée, République de</b>	535	2,7	11,9	9	9
<b>Amérique centrale, Amérique du Sud et Caraïbes</b>	645	3,2	11,2		
<b>Brésil</b>	189	0,9	19,8	28	29
<b>Afrique</b>	574	2,9	11,1		
<b>Nigeria</b>	42	0,2	33,9	59	63
<b>Afrique du Sud</b>	114	0,6	12,4	35	35

Source : Base de données de l'OMC; consultée le 21 juin 2019

## Aperçu des échanges de services commerciaux

À **7,7 %**, les exportations mondiales de services commerciaux ont connu une croissance légèrement inférieure à celle de **9,8 %** enregistrée du côté des exportations mondiales de marchandises en 2018. Par région, la Communauté des États indépendants a dominé la croissance des exportations de services commerciaux (**12 %**), suivie de l'Asie et de l'Afrique à **9,9 %** chacune. L'Amérique du Nord a été la deuxième région affichant la plus lente croissance (**4,1 %**), devant seulement l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (**1,0 %**). Les exportations de services commerciaux du Canada ont progressé de **5,6 %** en 2018 mais le pays a glissé

d'un rang pour occuper la 18<sup>e</sup> place parmi les principaux exportateurs de services commerciaux dans le monde. L'Inde et le Japon ont tous deux cédé une place au classement, alors que l'Irlande les a devancés en 7<sup>e</sup> place grâce à une forte croissance (**14 %**). La Chine et l'Inde, les deux plus grandes économies émergentes, ont connu une solide expansion de leurs exportations de services commerciaux en 2018, soit **17 %** et **11 %**, respectivement. Parmi les économies développées, les Pays-Bas ont accru leurs exportations de services commerciaux de **11 %** pour atteindre **241 milliards \$US**.



**Tableau 4 :** Exportations de services commerciaux par région et pour certains pays

	Exportations de services commerciaux, 2018				Rang 2017
	Valeur (G\$US)	Part (%)	Croissance (%)	Rang	
<b>Monde</b>	5 770	100,0	7,7		
<b>Amérique du Nord</b>	930	16,1	4,1		
<b>Canada</b>	92	1,6	5,6	18	17
<b>États-Unis</b>	808	14,0	3,8	1	1
<b>Mexique</b>	28	0,5	5,1	40	38
<b>Europe</b>	2 764	47,9	8,1		
<b>Belgique</b>	121	2,1	3,0	13	13
<b>France</b>	291	5,0	6,2	4	4
<b>Allemagne</b>	326	5,6	7,3	3	3
<b>Italie</b>	121	2,1	9,0	14	14
<b>Pays-Bas</b>	241	4,2	11,4	6	6
<b>Royaume-Uni</b>	373	6,5	5,6	2	2
<b>Communauté des États indépendants</b>	117	2,0	12,1		
<b>Russie</b>	64	1,1	12,3	26	26
<b>Moyen-Orient</b>	219	3,8	5,4		
<b>Asie</b>	1 470	25,5	9,9		
<b>Chine</b>	265	4,6	17,1	5	5
<b>Hong Kong, RAS de</b>	114	2,0	9,3	15	15
<b>Inde</b>	204	3,5	10,7	8	7
<b>Japon</b>	187	3,2	3,1	9	8
<b>Corée, République de</b>	95	1,7	10,4	17	18
<b>Amérique centrale, Amérique du Sud et Caraïbes</b>	159	2,8	1,0		
<b>Brésil</b>	33	0,6	-1,3	36	36
<b>Afrique</b>	112	1,9	9,9		
<b>Nigeria</b>	4	0,1	-4,3	85	81
<b>Afrique du Sud</b>	16	0,3	1,4	49	48

Source : Base de données de l'OMC; consultée le 21 juin 2019

Les importations mondiales de services commerciaux ont avancé de **7,4 %** en 2018, l'Afrique prenant la tête, avec un taux de **13 %**, et représentant **3,1 %** des importations mondiales de services commerciaux. En Amérique du Nord, les importations de services commerciaux ont augmenté de **3,2 %**, ce qui représente le deuxième taux de croissance régional le plus lent. Les États-Unis sont demeurés le principal importateur de services commerciaux, à **536 milliards \$US**. Les importations du Canada ont augmenté de **4,6 %**, laissant le pays au 14<sup>e</sup> rang des principaux importateurs de services commerciaux. Les grandes économies émergentes en croissance rapide que sont la Chine et l'Inde ont affiché une forte expansion de leurs importations de services commerciaux, soit **12 %** et **14 %**, respectivement. Parmi les économies développées, les Pays-Bas (**11 %**), le Royaume-Uni (**11 %**) et la Belgique (**12 %**) ont tous enregistré une croissance élevée de leurs importations de services commerciaux.



Tableau 5 : Importations de services commerciaux par région et pour certains pays

	Importations de services commerciaux, 2018				Rang 2017
	Valeur (G\$US)	Part (%)	Croissance (%)	Rang	
<b>Monde</b>	5 485	100,0	7,4		
<b>Amérique du Nord</b>	686	12,5	3,2		
<b>Canada</b>	112	2,0	4,6	14	14
<b>États-Unis</b>	536	9,8	3,0	1	1
<b>Mexique</b>	37	0,7	0,7	32	32
<b>Europe</b>	2 346	42,8	8,4		
<b>Belgique</b>	129	2,3	11,8	11	12
<b>France</b>	257	4,7	4,7	4	4
<b>Allemagne</b>	350	6,4	6,2	3	3
<b>Italie</b>	123	2,2	8,5	12	13
<b>Pays-Bas</b>	229	4,2	10,9	6	6
<b>Royaume-Uni</b>	230	4,2	10,9	5	5
<b>Communauté des États indépendants</b>	144	2,6	7,4		
<b>Russie</b>	93	1,7	6,8	16	16
<b>Moyen-Orient</b>	300	5,5	6,1		
<b>Asie</b>	1 659	30,2	8,2		
<b>Chine</b>	521	9,5	12,2	2	2
<b>Hong Kong, RAS de</b>	81	1,5	4,9	19	18
<b>Inde</b>	175	3,2	14,0	10	10
<b>Japon</b>	198	3,6	3,8	8	8
<b>Corée, République de</b>	123	2,2	2,1	13	11
<b>Amérique centrale, Amérique du Sud et Caraïbes</b>	181	3,3	0,8		
<b>Brésil</b>	66	1,2	-0,9	24	23
<b>Afrique</b>	170	3,1	13,4		
<b>Nigeria</b>	31	0,6	70,1	37	43
<b>Afrique du Sud</b>	16	0,3	2,2	50	49

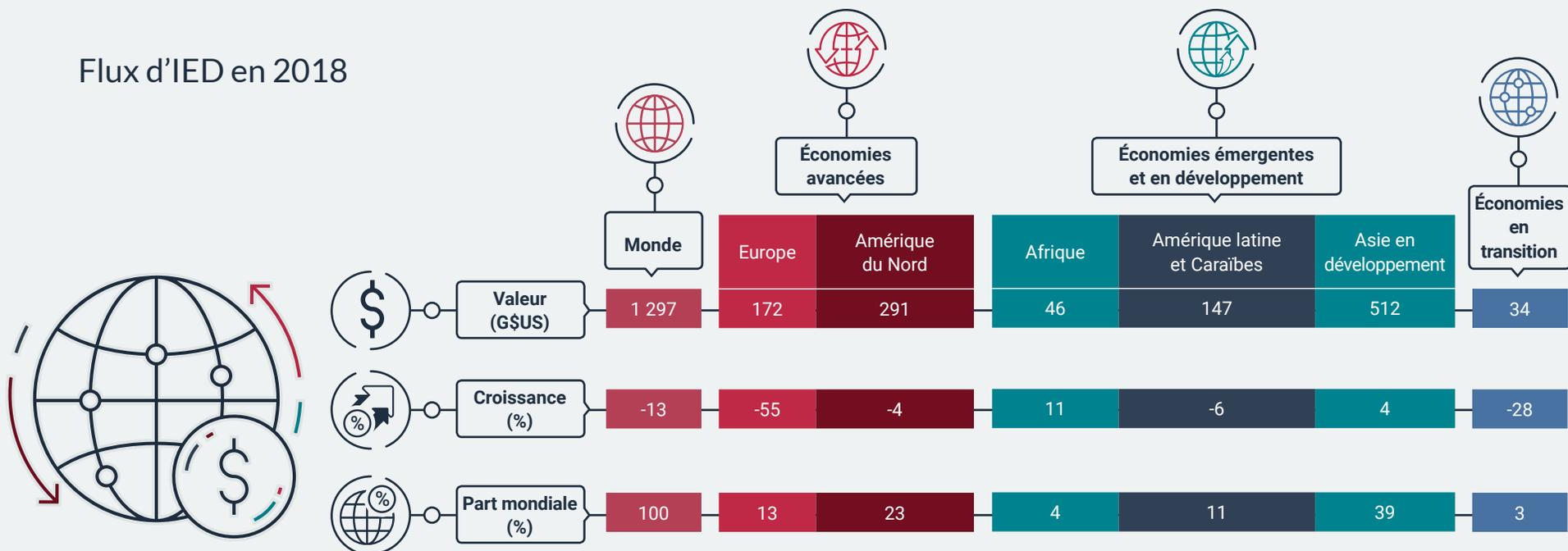
Source : Base de données de l'OMC; consultée le 21 juin 2019

## Performance mondiale des investissements

Tour  
d'horizon



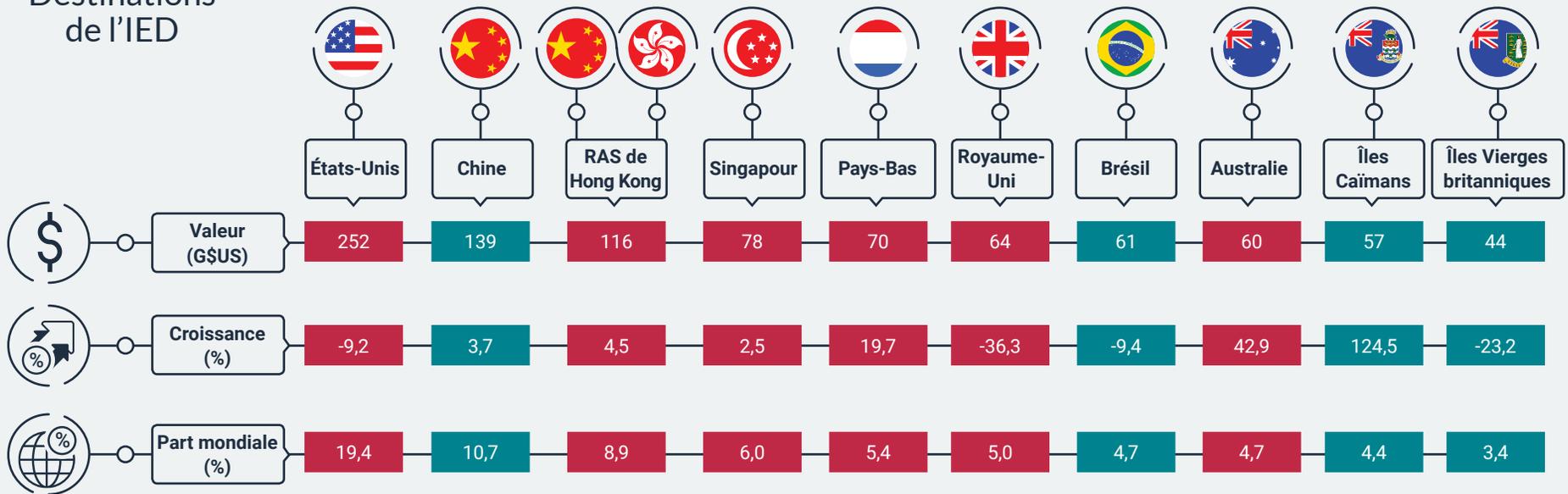
Flux d'IED en 2018





# TOP 10

## Destinations de l'IED



## Aperçu de l'investissement étranger direct

Les entrées mondiales d'investissement étranger direct (IED) ont diminué pour la troisième année d'affilée, passant de **1,5 billion \$US** en 2017 à **1,3 billion \$US** en 2018. Par conséquent, les entrées annuelles mondiales d'IED se situent près du creux atteint au lendemain de la crise financière mondiale de 2009.

Selon les estimations, les économies développées ont accueilli **557 milliards \$US** de nouvelles entrées d'IED en 2018, soit **43 %** des entrées mondiales d'IED. Cependant, ce niveau était inférieur de **27 %**, ou **202 milliards \$US**, à celui de l'année précédente. La quasi-totalité de la baisse est imputable aux pays européens, qui n'ont reçu que **172 milliards \$US**, une baisse sans précédent de **55 %**, principalement causée par les rapatriements importants de bénéfices non distribués des multinationales américaines après la promulgation de la *Tax Cuts and Jobs Act* par le gouvernement américain en 2017. Les entrées d'IED ont diminué pour la deuxième année consécutive dans les économies en transition (Europe du Sud-Est et Communauté des États indépendants), en baisse de **28 %** à environ **34 milliards \$US**, principalement en raison d'un recul de **49 %** observé en Russie.

En revanche, les entrées d'IED dans les pays en développement ont bien résisté; elles ont progressé de **2 %**, soit **15 milliards \$US**, pour atteindre un montant estimé à **706 milliards \$US**. Combinée à la forte baisse observée dans les économies développées, la part des économies en développement dans les flux mondiaux d'IED est passée de **46 %** en 2017 à **54 %** en 2018. L'Asie en développement (**+4 %**) et l'Afrique (**+11 %**) ont été les principales régions responsables de cette avancée, tandis qu'un recul en Amérique latine et dans les Caraïbes (**-6 %**) a partiellement annulé les gains.

Les États-Unis sont demeurés la première destination économique des entrées d'IED en 2018, en dépit d'un recul de **9,2 %**. La Chine (**+3,7 %**), la RAS de Hong Kong (**+4,5 %**) et Singapour (**+2,5 %**) ont fait des gains relativement modestes en 2018. Parmi les principales économies européennes, les Pays-Bas ont enregistré une augmentation de **20 %** des entrées d'IED, tandis que le Royaume-Uni a vu ses entrées d'IED chuter de **36 %** en 2018, ce qui est probablement attribuable à l'incertitude entourant les négociations sur le Brexit.

### 1.3 Performance mondiale des investissements

**Tableau 6 :** Entrées mondiales d'IED par grande région, 2017 et 2018 (estimations)

	2017 (G\$US)	2018 (G\$US)	Variation (%)	Part 2018 (%)
<b>Monde</b>	1 497	1 297	-13	100
<b>Économies développées</b>	759	557	-27	43
Europe	384	172	-55	13
Amérique du Nord	302	291	-4	23
<b>Économies en développement</b>	691	706	2	54
Afrique	41	46	11	4
Amérique latine et Caraïbes	155	147	-6	11
Asie en développement	493	512	4	39
<b>Économies en transition</b>	48	34	-28	3

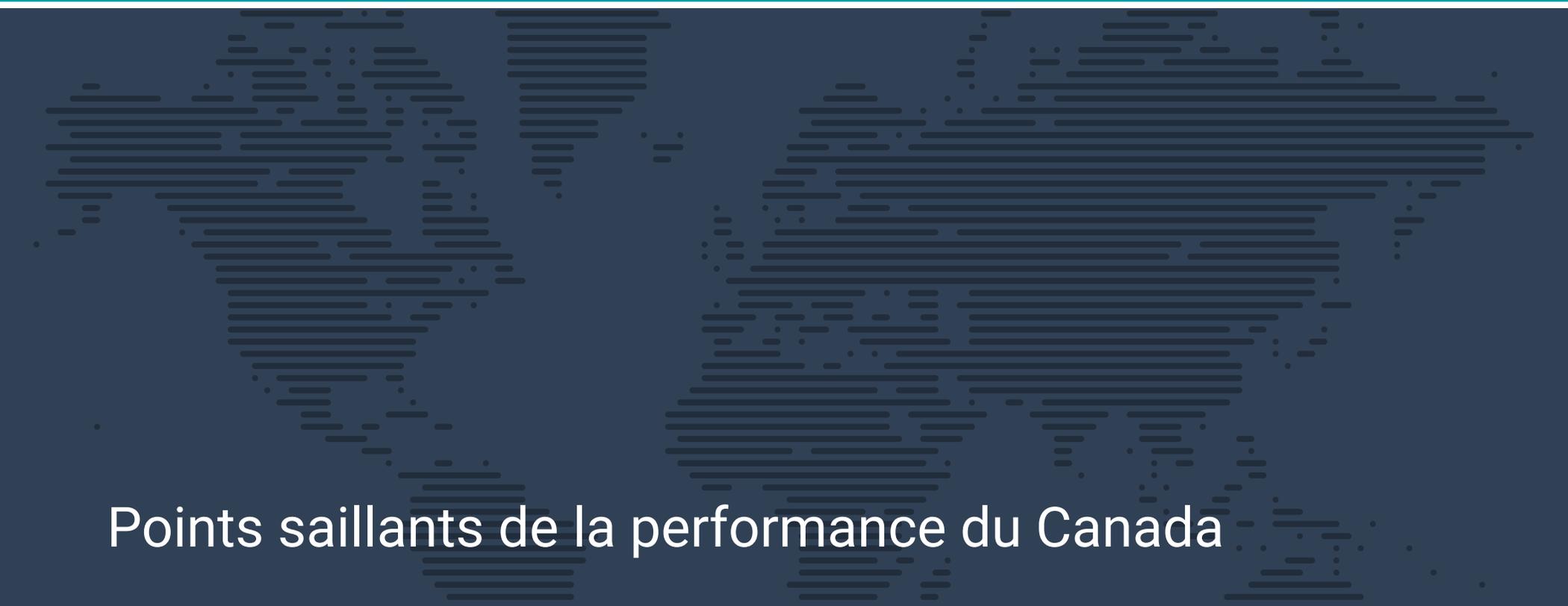
Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, juin 2019; consultée le 21 juin 2019

**Tableau 7 :** Entrées d'IED, 10 principales économies d'accueil

	2017 (G\$US)	2018 (G\$US)	Variation (%)	Part (%)
<b>Monde</b>	1 497	1 297	-13,4	100,0
États-Unis	277	252	-9,2	19,4
Chine	134	139	3,7	10,7
Hong Kong, RAS de	111	116	4,5	8,9
Singapour	76	78	2,5	6,0
Pays-Bas	58	70	19,7	5,4
Royaume-Uni	101	64	-36,3	5,0
Brésil	68	61	-9,4	4,7
Australie	42	60	42,9	4,7
Îles Caïmans	26	57	124,5	4,4
Îles Vierges britanniques	58	44	-23,2	3,4

Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, juin 2019; consultée le 21 juin 2019





## Points saillants de la performance du Canada

## Performance économique du Canada

Tour  
d'horizon



## Croissance du PIB, 2018

1,9 %  
Croissance annuelle



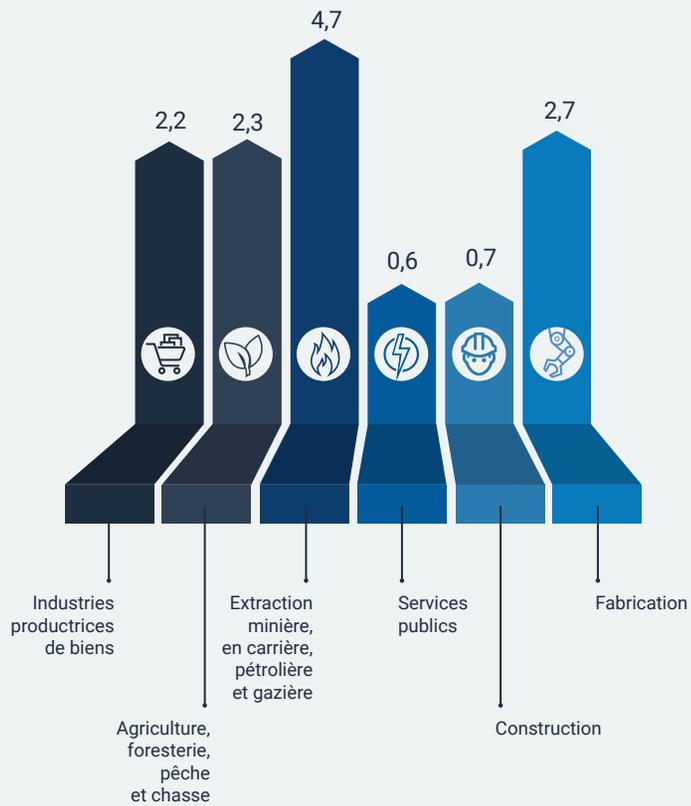
2,3 %  
Inflation  
au Canada  
en 2018

5,8 %

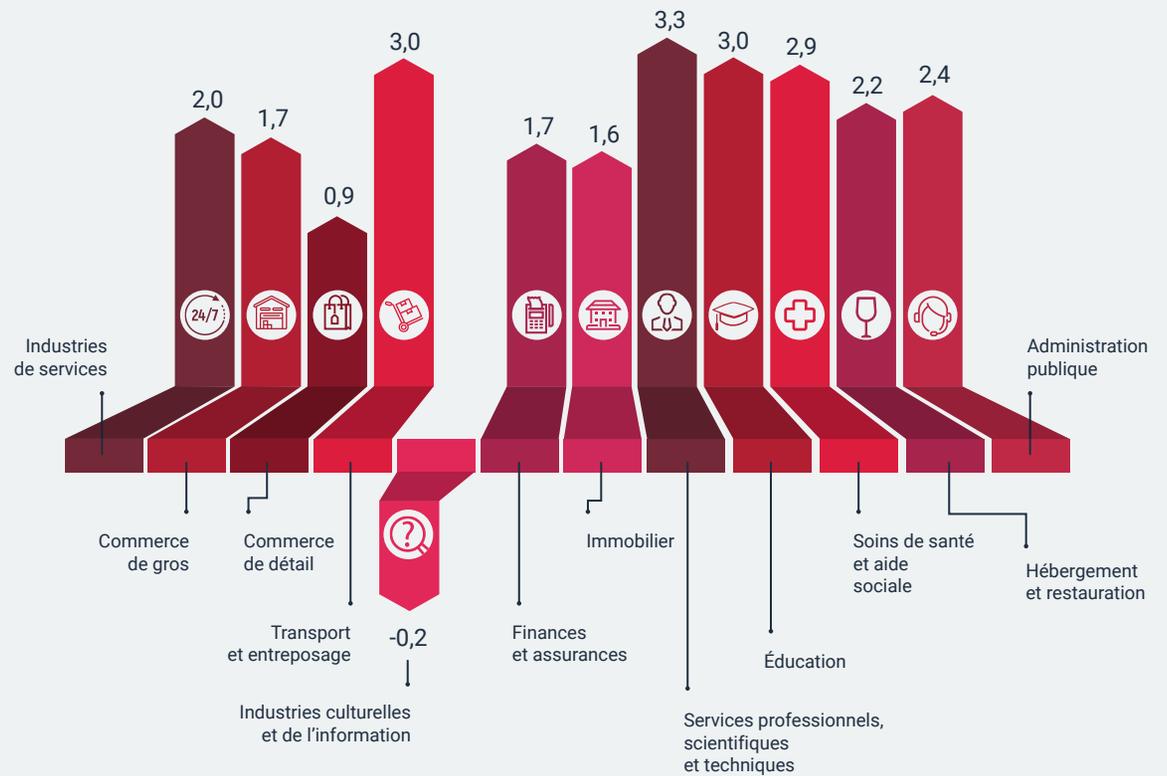
Taux de  
chômage annuel  
au Canada  
en 2018, le plus  
bas taux de  
chômage annuel  
enregistré  
depuis 1976



Croissance du PIB par secteur de biens en 2018 (%)



Croissance du PIB par secteur de services en 2018 (%)

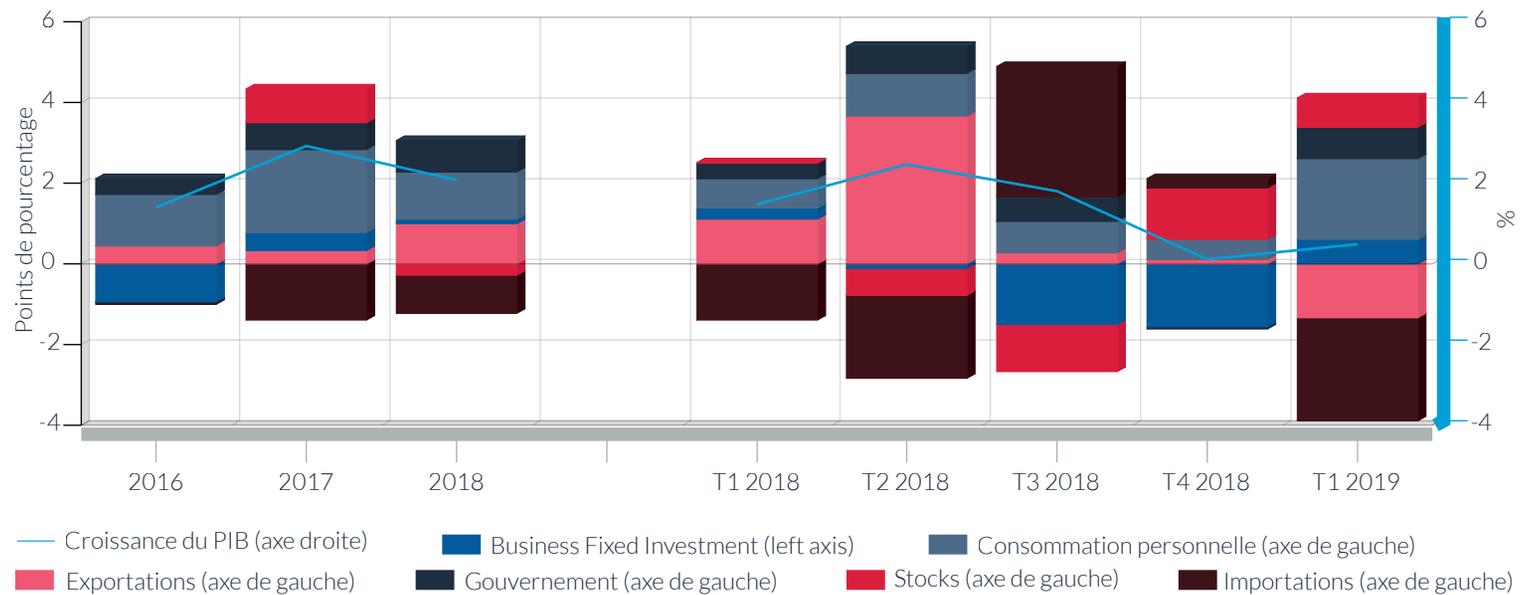


## Aperçu national

Après une expansion de 3 % en 2017, l'économie canadienne a connu une croissance plus modeste de 1,9 % en 2018. La consommation des ménages a été le principal moteur de la croissance, mais sa contribution est passée de 2,0 points de pourcentage en 2017 à 1,2 point de pourcentage en 2018. L'endettement élevé des ménages par rapport au revenu disponible a joué un rôle dans le ralentissement de la consommation des ménages. L'adoption de directives plus strictes en matière de financement hypothécaire a lourdement pesé sur le secteur du logement l'an dernier, alors que l'investissement dans la construction résidentielle a fléchi, contribuant négativement à la croissance. L'investissement non résidentiel des entreprises a fait une contribution positive à la croissance, mais celle-ci a été modeste, à 0,2 point de pourcentage. Le commerce, qui avait freiné la croissance en 2017, a apporté une contribution positive marginale à la croissance en 2018. Une accélération de la croissance des exportations réelles et une décélération des importations réelles se sont combinées pour rendre possible le redressement.

La production économique a augmenté de 1,5 % (désaisonnalisée au taux annuel) au premier trimestre de 2018, puis de 2,5 % au deuxième trimestre, avant de ralentir dans la seconde moitié de l'année (2,1 % au troisième trimestre et 0,3 % au quatrième trimestre). En raison du degré élevé d'incertitude qui règne sur la scène mondiale (Brexit, négociations entourant l'ALENA/ACEUM, différend tarifaire entre les États-Unis et la Chine, etc.), l'investissement non résidentiel des entreprises a été tiède, se soldant par un apport négatif à la croissance au cours des trois derniers trimestres de 2018.

Figure 7 : Croissance du PIB au Canada et contribution à la croissance du PIB

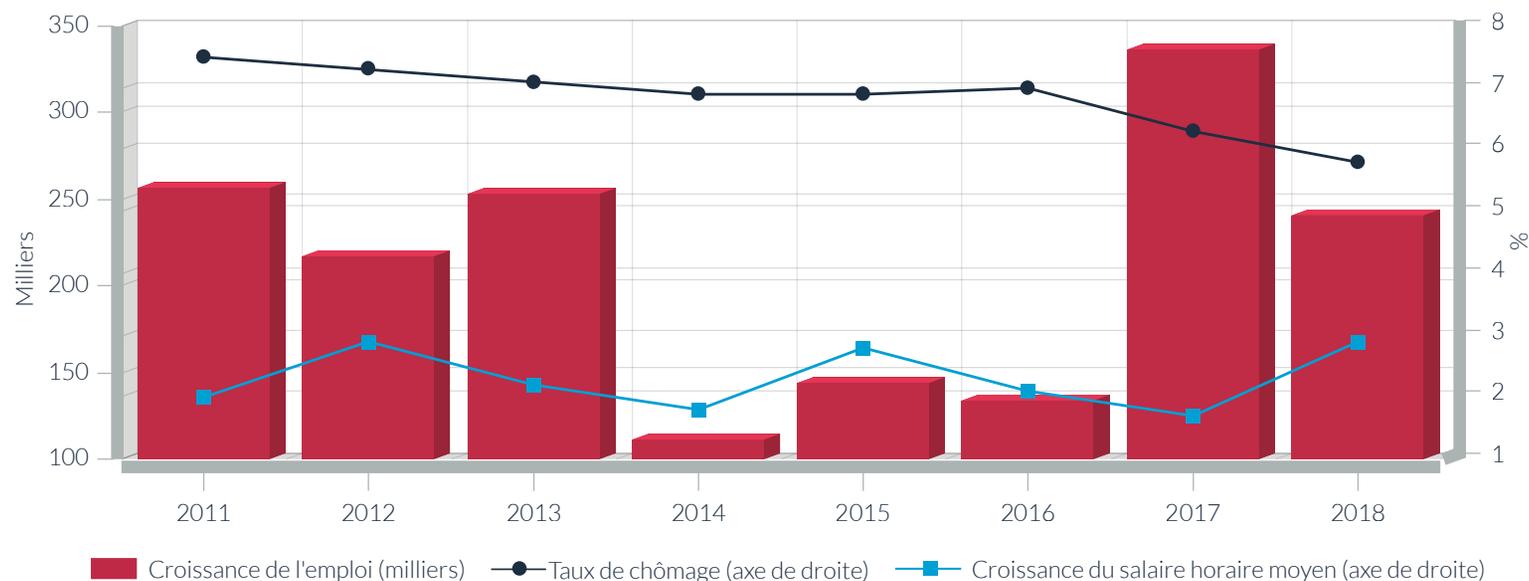


Source : Statistique Canada, tableaux 36-10-0104-01 et 36-10-0128-01; consultée le 21 juin 2019

Comme pour la croissance économique, il y a eu un ralentissement de la croissance de l'emploi au Canada en 2018, avec une hausse de **241 000 emplois**, comparativement aux **336 500 emplois** créés en 2017. Malgré la baisse du taux de croissance de l'emploi, le taux de chômage a reculé en 2018 pour s'établir en moyenne à **5,8 %**, le taux de chômage

annuel le plus bas enregistré depuis 1976 (il a même atteint **5,6 %** en novembre et décembre 2018, le plus faible taux mensuel jamais enregistré jusqu'à la fin de 2018). Parallèlement, les salaires horaires moyens ont augmenté de **2,9 %** en 2018, ce qui constitue le plus fort gain depuis 2012 (**2,9 %**), en réaction au resserrement du marché du travail.

Figure 8 : Performance de l'emploi au Canada



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0064-01 et 14-10-0327-01; consultée le 21 juin 2019

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a atteint **2,3 %** en 2018, le taux le plus élevé depuis 2011, mais demeurant néanmoins dans la fourchette cible d'inflation de **1 à 3 %** fixée par la Banque du Canada. La catégorie des transports (**4,7 %**) a été la principale source d'augmentation des prix, dominée par les sous-catégories de l'essence (**13 %**) et du transport aérien (**15 %**). Malgré ces hausses, les coûts de l'essence et de l'énergie<sup>6</sup> sont demeurés

légèrement moins élevés qu'en 2014, une année record. En excluant l'énergie, l'IPC a progressé de **1,9 %** l'an dernier.

<sup>6</sup> L'énergie englobe les catégories suivantes : électricité, gaz naturel, mazout et autres combustibles, essence, et carburant, pièces et accessoires pour véhicules de loisirs.

Tableau 8 : Variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (%)

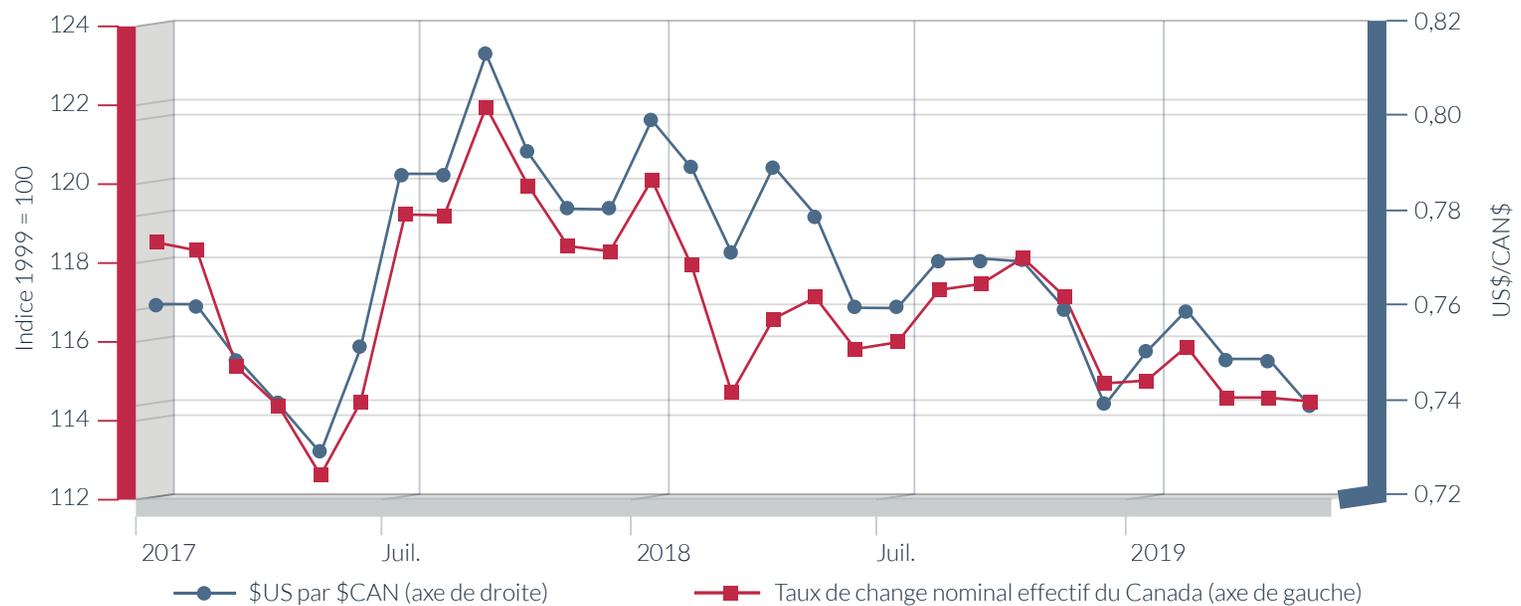
	2016	2017	2018
<b>Tous les articles</b>	1,4	1,6	2,3
<b>Aliments</b>	1,5	0,1	1,8
<b>Logement</b>	1,6	1,7	2,0
<b>Entretien des ménages</b>	1,7	0,2	1,1
<b>Vêtements et chaussures</b>	-0,2	-0,7	0,9
<b>Transport</b>	1,1	3,9	4,7
<b>Essence</b>	-6,0	11,8	12,6
<b>Transport aérien</b>	4,0	6,8	15,3
<b>Santé et soins personnels</b>	1,4	1,7	1,3
<b>Loisirs et éducation</b>	1,7	2,4	1,1
<b>Alcool et tabac</b>	3,2	2,7	4,2
<b>Tabulations spéciales</b>			
<b>Tous les articles sauf les aliments et l'énergie</b>	1,9	1,6	1,9
<b>Tous les articles sauf l'énergie</b>	1,8	1,3	1,9
<b>Énergie</b>	-3,0	5,3	6,7
<b>Tous les biens</b>	0,9	0,8	1,9
<b>Tous les services</b>	1,8	2,2	2,7

Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0005-01; consultée le 21 juin 2019

## 2.1 Performance économique du Canada

Sur une base annuelle moyenne, le dollar canadien est demeuré relativement stable en 2018, marquant une hausse de **0,2 %** par rapport à 2017. Cependant, sur une base mensuelle moyenne, le dollar canadien est engagé dans une tendance à la baisse depuis septembre 2017.

Figure 9 : Taux de change Canadien



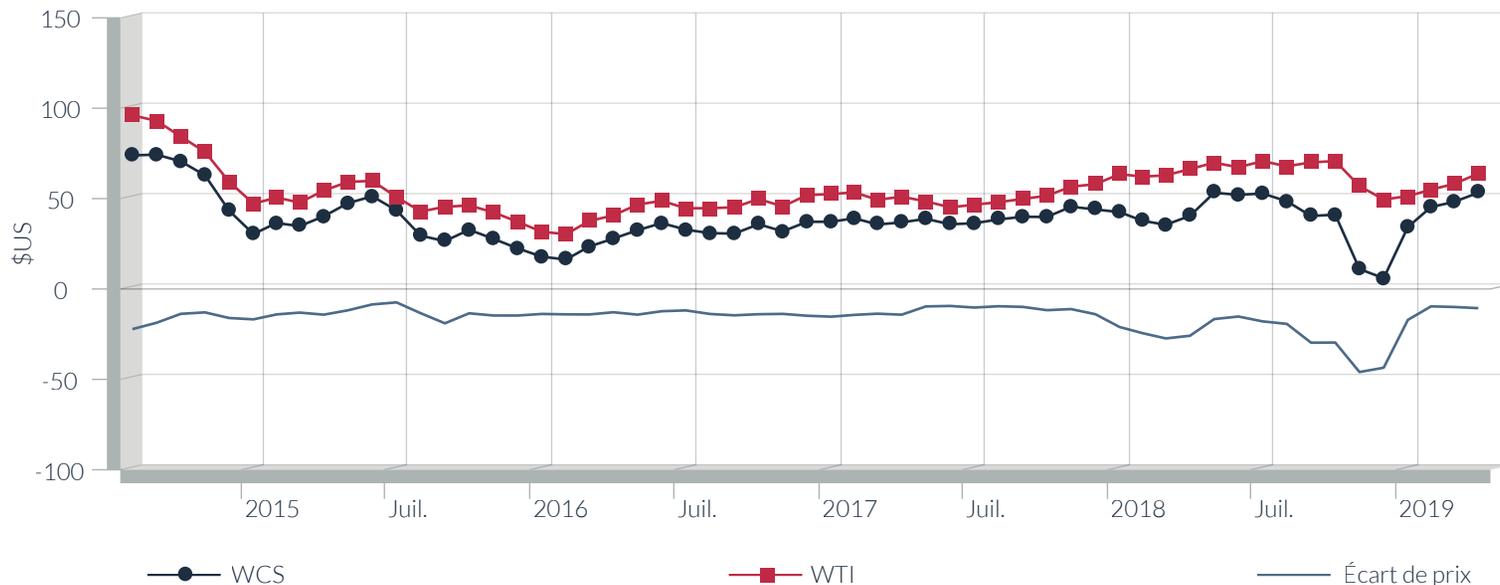
Source : Banque du Canada; consultée le 21 juin 2019

## 2.1 Performance économique du Canada

Le prix du pétrole brut est un sujet d'intérêt pour l'économie canadienne, plus particulièrement l'écart de prix entre le WTI, qui est représentatif du prix du pétrole brut américain, et le Western Canadian Select (WCS), qui est représentatif du prix du pétrole brut canadien. Le WCS est plus lourd que le WTI et nécessite par conséquent un raffinage accru. De ce fait, le WCS se négocie à un prix inférieur au WTI. En règle générale, l'écart de prix se situe entre **10 \$US** et **20 \$US** le baril. Cependant, en novembre 2018, l'écart de prix entre le WCS et

le WTI a bondi à **45,93 \$US** le baril, ce qui est bien au-dessus de la moyenne historique, principalement en raison d'une offre excédentaire et du manque de capacité d'exportation résultant d'un goulet d'étranglement dans le secteur des transports. Dans le but de résoudre ces problèmes et de soutenir le prix du WCS, le gouvernement de l'Alberta a mis en place des mesures obligatoires de réduction de la production de pétrole brut et il a indiqué publiquement son intention d'acquérir des locomotives et des wagons pour le transport du pétrole brut.

Figure 10 : Prix du pétrole, \$US par baril



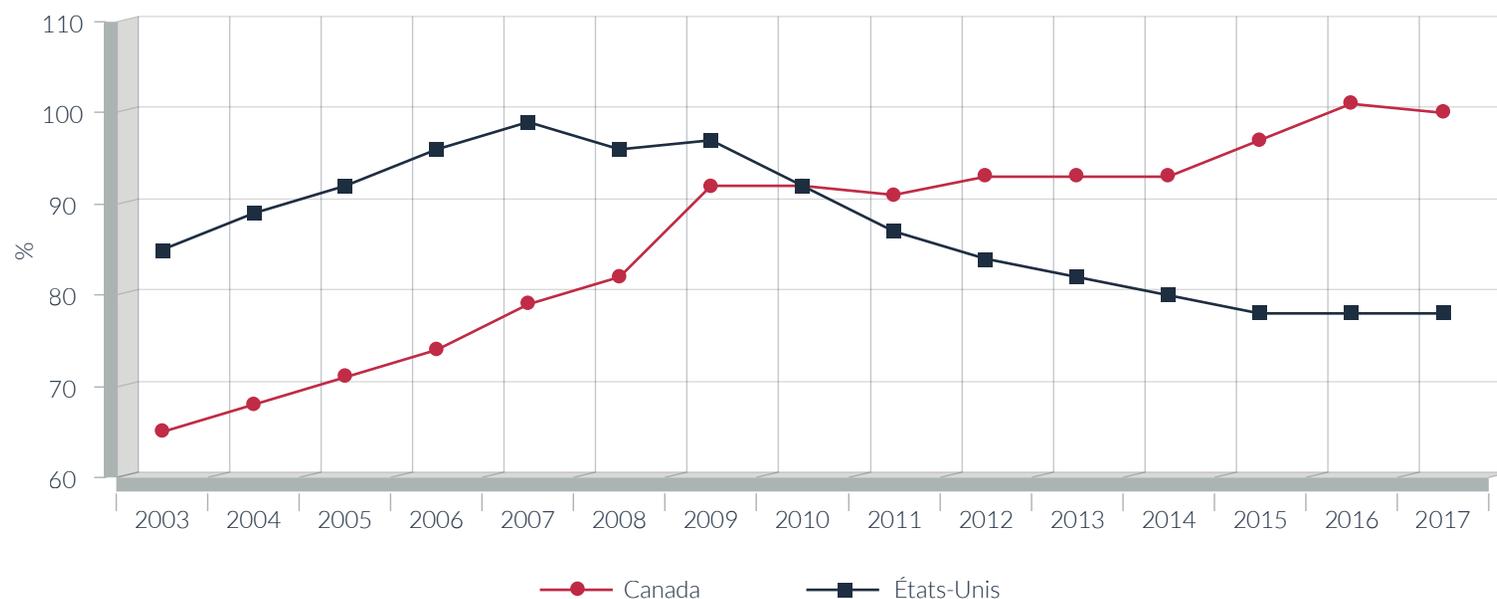
Source : Gouvernement de l'Alberta, Economic Dashboard; consultée le 21 juin 2019

## 2.1 Performance économique du Canada

Le niveau élevé d'endettement des ménages au Canada est un autre sujet d'actualité. Depuis la crise financière mondiale de 2009, les ménages canadiens se sont endettés davantage, portant le niveau de la dette des ménages à plus de 100 % du PIB en 2016 et 2017, les ménages canadiens n'ont pas suivi le mouvement et, en conséquence, le niveau d'endettement des ménages dépasse 100 % du PIB depuis le second trimestre de 2016.

En comparaison, les ménages américains ont réduit leur endettement depuis la crise financière mondiale de 2009, ramenant le ratio de la dette des ménages au PIB à 78 % en 2017. Un niveau d'endettement durablement élevé et croissant peut exercer des contraintes sur la consommation des ménages, qui est un moteur important de la croissance économique. Par contre, la vigueur persistante du marché du travail devrait atténuer en partie l'impact négatif de l'endettement des ménages.

Figure 11 : Endettement des ménages en pourcentage du PIB



### Aperçu de l'industrie

Les industries productrices de biens ont crû de **2,2 %** en 2018, soit un peu plus rapidement que les industries de services (**2,0 %**). Du côté des biens, l'extraction de pétrole et de gaz a progressé de **7,1 %** en 2018, et sa part du PIB est passée de **5,3 %** à **5,5 %**. La construction n'a avancé que de **0,7 %**, ce qui reflète le ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction de logements. Dans le secteur de la fabrication, les biens durables ont connu une croissance de **2,5 %** en 2018, en dépit d'un recul de **1,4 %** de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces. La croissance de la fabrication de biens non durables a été plus robuste, à **2,9 %**, mais le recul survenu dans la fabrication de produits du

pétrole et du charbon a hypothéqué en partie la croissance de ce sous-secteur. Dans le secteur des services, la croissance en 2018 a été stimulée par l'expansion des services professionnels, scientifiques et techniques (**3,3 %**), des services de transport et d'entreposage (**3,0 %**) et des services éducatifs (**3,0 %**). La progression des services immobiliers a ralenti pour s'établir à **1,6 %** en 2018, après une croissance de **2,5 %** un an plus tôt. Le secteur des technologies de l'information et des communications a continué de bien faire en 2018, affichant une croissance de **3,5 %**, qui est toutefois légèrement inférieure au taux de **4,0 %** enregistré en 2017.



Tableau 9 : Croissance du PIB et part par industrie

	Croissance du PIB (%)			Part du PIB (%)		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<b>Industries productrices de biens</b>	-1,2	4,5	2,2	29,4	29,8	29,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4,3	-0,2	2,3	2,1	2,1	2,1
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction pétrolière et gazière	-3,4	8,8	4,7	7,2	7,6	7,8
Extraction pétrolière et gazière	1,5	6,7	7,1	5,1	5,3	5,5
Services publics	1,2	3,4	0,6	2,2	2,2	2,2
Construction	-4,4	4,4	0,7	7,3	7,4	7,3
Construction résidentielle	2,9	4,2	0,9	2,6	2,7	2,6
Fabrication	0,7	3,8	2,7	10,3	10,4	10,5
Fabrication de biens durables	-0,8	4,0	2,5	5,5	5,6	5,6
Matériel de transport	-0,2	-2,6	1,0	1,5	1,4	1,4
Véhicules à moteur et pièces	2,4	-2,8	-1,4	0,9	0,9	0,8
Fabrication de biens non durables	2,5	3,5	2,9	4,8	4,8	4,9
Pétrole et charbon	-1,0	6,0	-3,0	0,6	0,6	0,6
Raffineries de pétrole	-0,9	5,1	-3,2	0,5	0,6	0,5
Produits chimiques	5,1	0,2	3,6	1,1	1,1	1,1
<b>Industries de services</b>	2,0	2,8	2,0	70,5	70,2	70,1
Commerce de gros	0,9	5,9	1,7	5,2	5,3	5,3
Commerce de détail	3,0	5,9	0,9	5,1	5,2	5,2
Transport et entreposage	2,9	4,6	3,0	4,4	4,5	4,5
Industries culturelles et de l'information	0,9	1,3	-0,2	3,1	3,1	3,0
Finances et assurances	4,1	3,1	1,7	6,6	6,6	6,6
Immobilier	3,0	2,5	1,6	12,8	12,7	12,7

## 2.1 Performance économique du Canada

	Croissance du PIB (%)			Part du PIB (%)		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,2	2,6	3,3	5,7	5,6	5,7
Éducation	1,6	1,3	3,0	5,4	5,3	5,3
Soins de santé et aide sociale	2,3	1,9	2,9	7,0	6,9	7,0
Hébergement et restauration	3,1	3,8	2,2	2,2	2,3	2,3
Administration publique	1,3	1,9	2,4	6,7	6,6	6,7
<b>Tabulations spéciales par industrie</b>						
Technologies de l'information et des communications	2,0	4,0	3,5	4,4	4,4	4,5
Énergie	-1,1	7,3	2,8	8,9	9,2	9,3
Cannabis	0,7	-0,9	20,0	0,3	0,3	0,3

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-06; consultée le 24-06-2019

Globalement, l'emploi a augmenté de **1,3 %** en 2018, avec une progression de **1,4 %** dans les industries productrices de biens et de **1,3 %** dans les industries de services. Du côté des biens, l'emploi dans les services publics a crû le plus rapidement (**9,2 %**), mais il ne représente toujours que **0,8 %** de l'emploi total. De même, les services publics ont enregistré le salaire horaire moyen le plus élevé (**41 \$**) et un bas taux de chômage sectoriel de **1,7 %**. L'emploi dans les secteurs de la foresterie, de la pêche, de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a progressé de **3,3 %** en 2018, mais il demeure inférieur au sommet touché en 2014 (**373 600 emplois**); ce secteur affichait le

taux de chômage le plus élevé et une hausse des salaires inférieure à la moyenne en dépit du fait qu'il est le deuxième secteur le mieux rémunéré en termes de salaire horaire moyen. La croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière a été modeste, à **0,2 %**, en 2018, mais le taux de chômage (**3,6 %**) et la croissance des salaires (**3,3 %**) y ont fait bonne figure. Du côté des services, le transport et l'entreposage ont mené la croissance de l'emploi avec un taux de **5,0 %**, sous-tendant un bas taux de chômage de **3,3 %**; cependant, la croissance des salaires était légèrement inférieure à la moyenne, à **2,7 %**.

Tableau 10 : Information sur l'emploi et les salaires, par industrie, 2018

Industrie	Emploi			Taux de chômage (%)	Salaire horaire	
	Employés (milliers)	Croissance (%)	Part (%)		Moyenne (\$)	Croissance (%)
<b>Industries productrices de biens</b>	3 929	1,4	21,1	4,9	28,74	2,6
Agriculture	277	-0,8	1,5	4,0	19,59	8,3
Foresterie, pêche, extraction minière, exploitation en carrière, pétrole et gaz	341	3,3	1,8	6,8	38,46	1,3
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction pétrolière et gazière	272	3,1	1,5	4,7		
Services publics	145	9,2	0,8	1,7	41,03	2,5
Construction	1 438	2,0	7,7	6,6	29,05	1,1
Fabrication	1 728	0,2	9,3	3,6	26,34	3,3
Biens durables	1 043	0,0	5,6	3,3		
Biens non durables	686	0,6	3,7	4,1		
<b>Industries de services</b>	14 729	1,3	78,9	3,2	26,44	3,0
Commerce de gros et de détail	2 795	-0,5	15,0	3,7	20,79	2,9
Commerce de gros	656	-2,5	3,5	2,6		
Commerce de détail	2 138	0,1	11,5	4,1		
Transport et entreposage	991	5,0	5,3	3,3	26,59	2,7
Finances, assurances et immobilier	1 174	0,2	6,3	1,8	31,08	3,6
Finances et assurances	829	-0,3	4,4	1,8		
Immobilier	345	1,5	1,8	2,1		

## 2.1 Performance économique du Canada

Industrie	Emploi			Taux de chômage (%)	Salaire horaire	
	Employés (milliers)	Croissance (%)	Part (%)		Moyenne (\$)	Croissance (%)
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 467	1,2	7,9	2,5	33,56	1,9
Services aux entreprises, services pour les bâtiments et autres services de soutien	777	2,7	4,2	5,6	20,91	7,4
Éducation	1 325	3,1	7,1	3,4	33,4	2,0
Soins de santé et aide sociale	2 407	1,0	12,9	1,6	27,51	1,3
Information, culture et loisirs	787	-0,3	4,2	4,8	24,9	2,6
Hébergement et restauration	1 235	2,0	6,6	5,4	15,9	5,7
Autres services	803	2,8	4,3	2,9	23,42	4,6
Administration publique	969	0,8	5,2	2,1	36,4	3,3
<b>Ensemble des industries</b>	<b>18 658</b>	<b>1,3</b>	<b>100,0</b>	<b>5,8</b>	<b>26,92</b>	<b>2,9</b>

Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0064-01 et 14-10-0023-01; consultée le 24-06-2019

## Aperçu des provinces et des territoires

Malgré le taux de chômage national le plus faible depuis 1976 (5,8 % en 2018), les disparités observées dans l'évolution régionale de l'emploi ont persisté en 2018. En dépit d'une solide croissance de l'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard (3,1 %) et en Nouvelle-Écosse (1,5 %), les provinces de l'Atlantique ont continué d'afficher un taux de chômage élevé et persistant en 2018 : Terre-Neuve-et-Labrador (14 %), Île-du-Prince-Édouard (9,4 %), Nouvelle-Écosse (7,5 %) et Nouveau-Brunswick (8,0 %). Le taux de chômage au Québec a inscrit un creux historique de 5,5 %, malgré le ralentissement de la croissance de l'emploi (0,9 %). En outre, l'augmentation des salaires a été la plus forte parmi les provinces, à 3,2 %. Une croissance soutenue de l'emploi (1,6 %) a contribué à abaisser à 5,6 % le taux de chômage en Ontario, le niveau le plus bas depuis 1989, et à soutenir une hausse des salaires de 2,9 %. En raison d'une faible croissance de l'emploi (0,6 %), le taux de chômage au Manitoba est passé de 5,4 % en 2017

à 6,0 % en 2018. La hausse des salaires dans cette province a été néanmoins solide, à 2,8 %. La croissance de l'emploi en Saskatchewan a été la deuxième plus faible parmi les provinces et les territoires, avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. De même, le taux de chômage en Alberta a été plus élevé que la moyenne nationale. La province a cependant enregistré le deuxième plus haut taux de croissance de l'emploi parmi les provinces et les territoires, et elle offrait la rémunération hebdomadaire moyenne la plus élevée. À un taux de 4,7 %, le chômage en Colombie-Britannique est le plus bas au pays (et à son niveau le plus bas depuis 2008); en revanche, la province a le taux d'inflation le plus élevé de toutes les provinces et territoires.

Tableau 11 : Emploi et inflation au niveau des provinces et des territoires

Provinces et territoires	Emploi		Taux de chômage (%)	Gains hebdomadaires		Inflation (%)
	Employés (milliers)	Croissance (%)		Moyenne (\$)	Croissance (%)	
<b>Canada</b>	18 658	1,3	5,8	1 001	2,6	2,3
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	225	0,5	13,8	1 038	0,3	1,6
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	76	3,1	9,4	841	2,3	2,3
<b>Nouvelle-Écosse</b>	456	1,5	7,5	871	1,2	2,2
<b>Nouveau-Brunswick</b>	354	0,3	8,0	911	2,8	2,1
<b>Québec</b>	4 262	0,9	5,5	932	3,2	1,7
<b>Ontario</b>	7 242	1,6	5,6	1 021	2,9	2,4
<b>Manitoba</b>	648	0,6	6,0	937	2,8	2,5
<b>Saskatchewan</b>	570	0,4	6,1	1 014	0,5	2,3
<b>Alberta</b>	2 331	1,9	6,6	1 148	1,7	2,4
<b>Colombie-Britannique</b>	2 494	1,1	4,7	969	2,7	2,7
<b>Yukon</b>	21	0,5	2,7	1 118	2,1	2,4
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>	21	0,5	7,3	1 420	1,5	2,3
<b>Nunavut</b>	14	0,7	14,1	1 376	3,2	3,0

Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0090-01, 14-10-0204-01 et 18-10-0005-01; consultée le 24 juin 2019

## Perspectives d'avenir

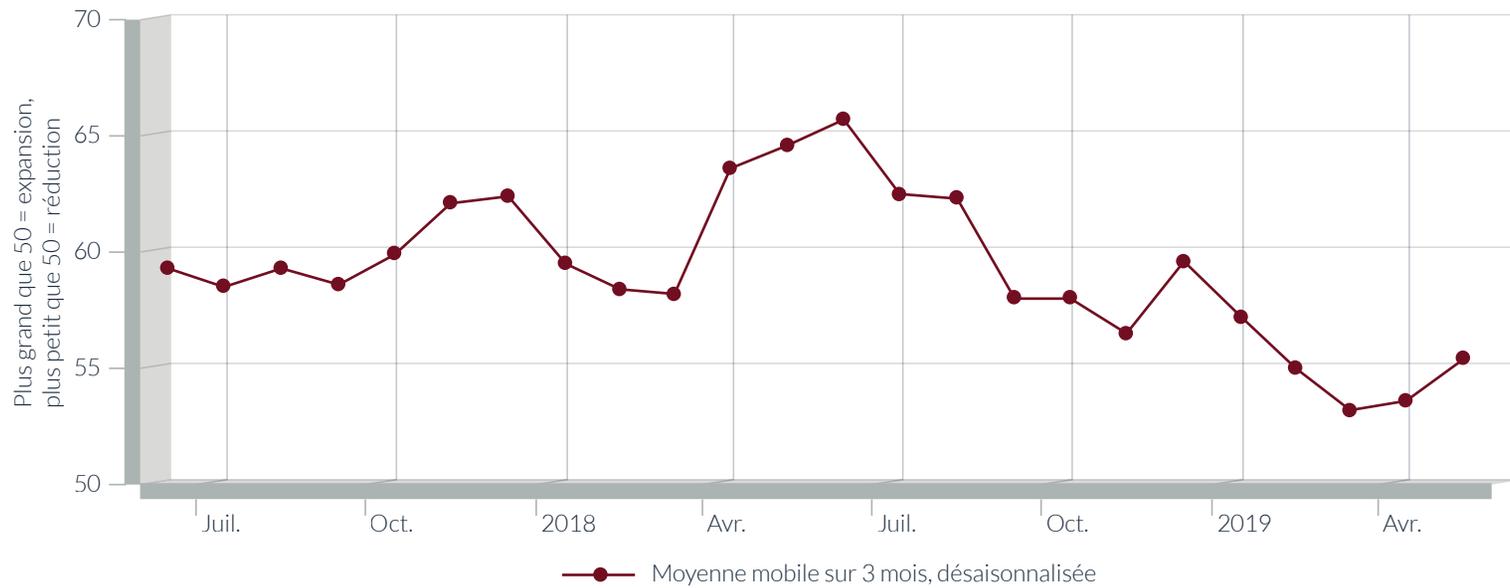
Conjointement au ralentissement de la croissance vers la fin de 2018, des indicateurs économiques prospectifs, tels que l'indice Ivey des gestionnaires en approvisionnement (PMI) et l'indicateur de l'*Enquête sur les perspectives des entreprises* de la Banque du Canada (EPE), font ressortir un assombrissement du climat économique chez les entreprises canadiennes. L'indice PMI, qui mesure la variation mensuelle du sentiment économique parmi un panel de gestionnaires en approvisionnement de toutes les régions du Canada, a suivi une tendance à la baisse pour s'établir à **50,6** en février 2019; cela signifie que les entreprises ayant une perspective positive demeurent plus nombreuses que les entreprises avec une perspective négative, mais l'écart s'est rétréci<sup>7</sup>. Au cours des derniers mois, l'indice PMI s'est légèrement amélioré pour atteindre **55,9** en mai 2019, mais les attentes au cours des cinq premiers mois de 2019 sont demeurées inférieures à celles de la même période l'an dernier. Un autre signe de la détérioration du climat des affaires ressort de l'indicateur EPE de la Banque du Canada, qui

a reculé depuis le second semestre de 2018 et est passé d'un niveau positif à un niveau négatif. Les réponses à plusieurs questions de l'édition du printemps 2019 de l'EPE étaient inférieures aux moyennes historiques. La dernière édition de l'EPE (été 2019) laisse entrevoir une légère amélioration du climat des affaires, mais la faiblesse liée à l'industrie pétrolière dans l'Ouest canadien et les tensions commerciales dans le monde continuent d'assombrir les perspectives d'avenir.

---

7 Indice PMI Ivey : une valeur de 50 signifie une perspective neutre; une valeur supérieure à 50 signifie qu'un plus grand nombre d'entreprises ont une perspective positive qu'une perspective négative; une valeur inférieure à 50 signifie qu'un plus grand nombre d'entreprises ont une perspective négative qu'une perspective positive.

Figure 12 : Indice Ivey des gestionnaires en approvisionnement



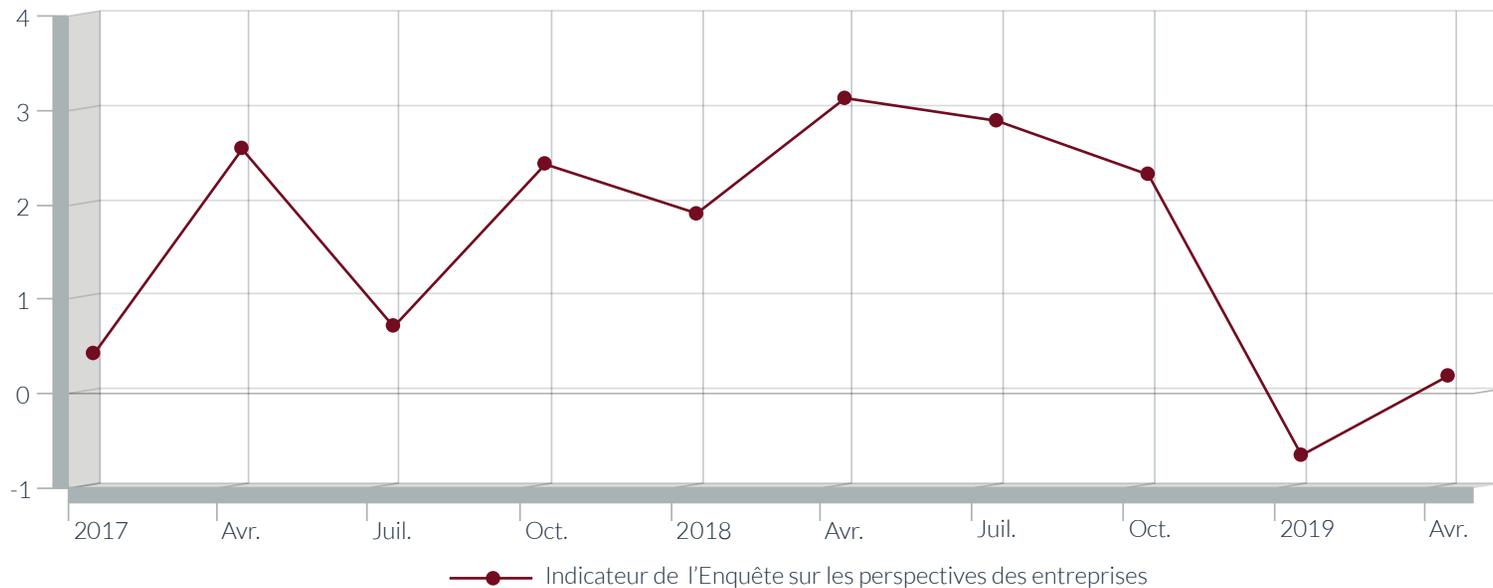
Source : Ivey Business School; consultée le 24 juin 2019

## 2.1 Performance économique du Canada

La morosité de la conjoncture économique a persisté jusqu'au début de 2019, mais la Banque du Canada s'attend à une reprise de l'activité plus tard en 2019, ce qui devrait se traduire par une croissance de l'économie de **1,2 %** pour l'année. Les effets négatifs des faibles prix du pétrole, des changements apportés à la politique du logement et des hausses des taux d'emprunt au cours de 2017-2018 devraient s'estomper plus tard en 2019. La reprise de l'activité économique devrait se poursuivre jusqu'en 2020, soutenant une croissance de l'économie canadienne de **2,1 %**.

Les tensions commerciales mondiales, par exemple entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux, et les tensions entre les parties au Brexit sont une source de grande incertitude dans les prévisions économiques, car si elles devaient persister ou s'envenimer, ces tensions pourraient freiner la demande étrangère, perturber les chaînes de valeur mondiales, miner la confiance des entreprises et déprimer les prix des produits de base. Par contre, si ces tensions commerciales se résorbent, l'activité économique pourrait être plus forte que prévu.

Figure 13 : Indicateur de l'Enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada



Source : Banque du Canada, *Enquête sur les perspectives des entreprises*, printemps 2019; consultée le 28 juin 2019

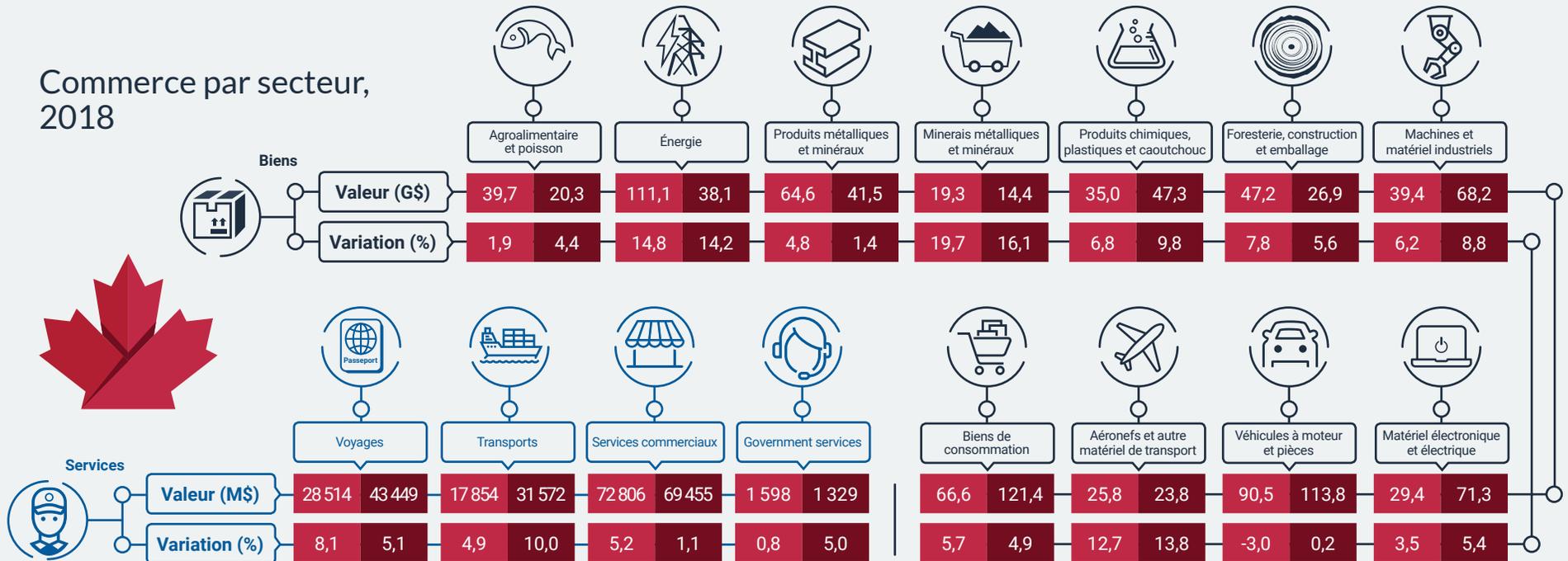


## Performance commerciale du Canada

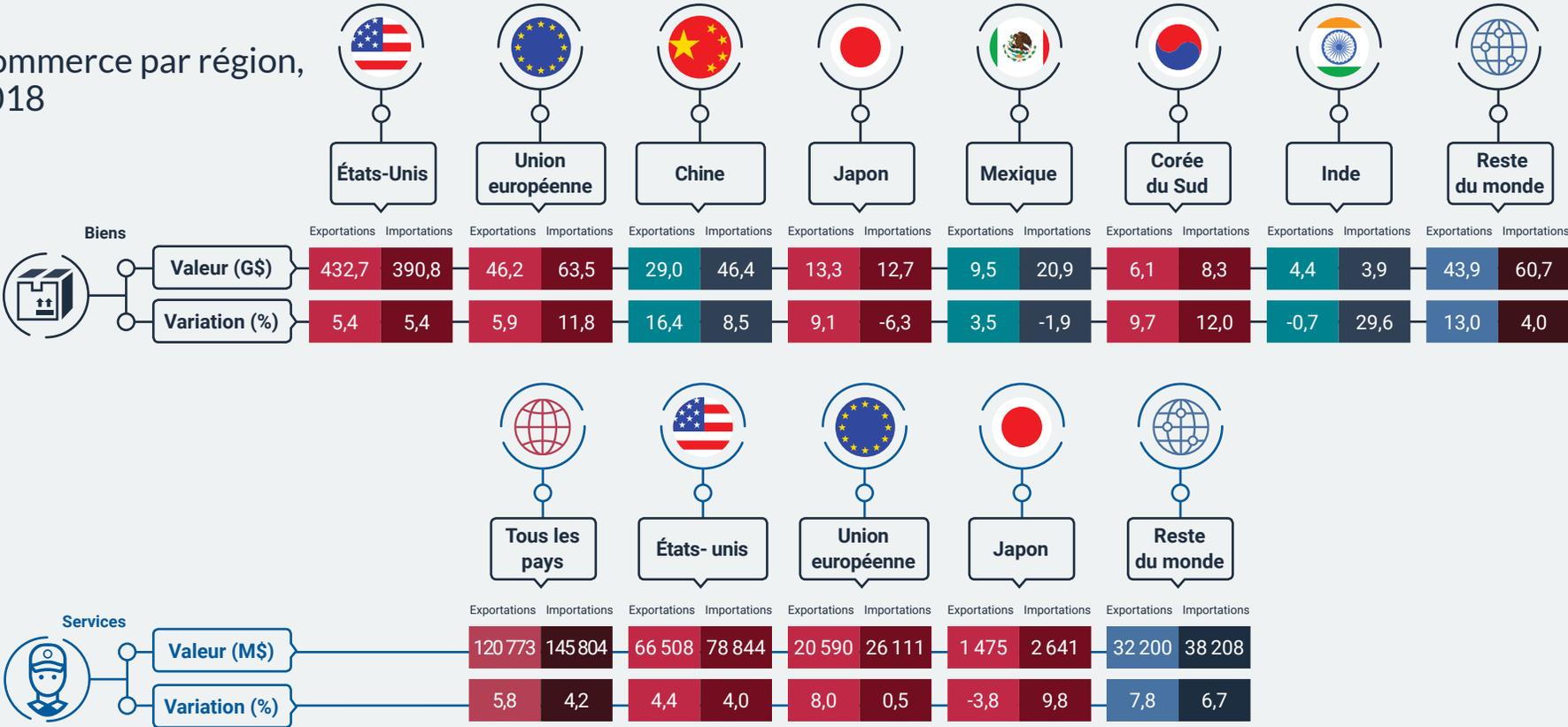
Tour d'horizon



### Commerce par secteur, 2018



# Commerce par région, 2018



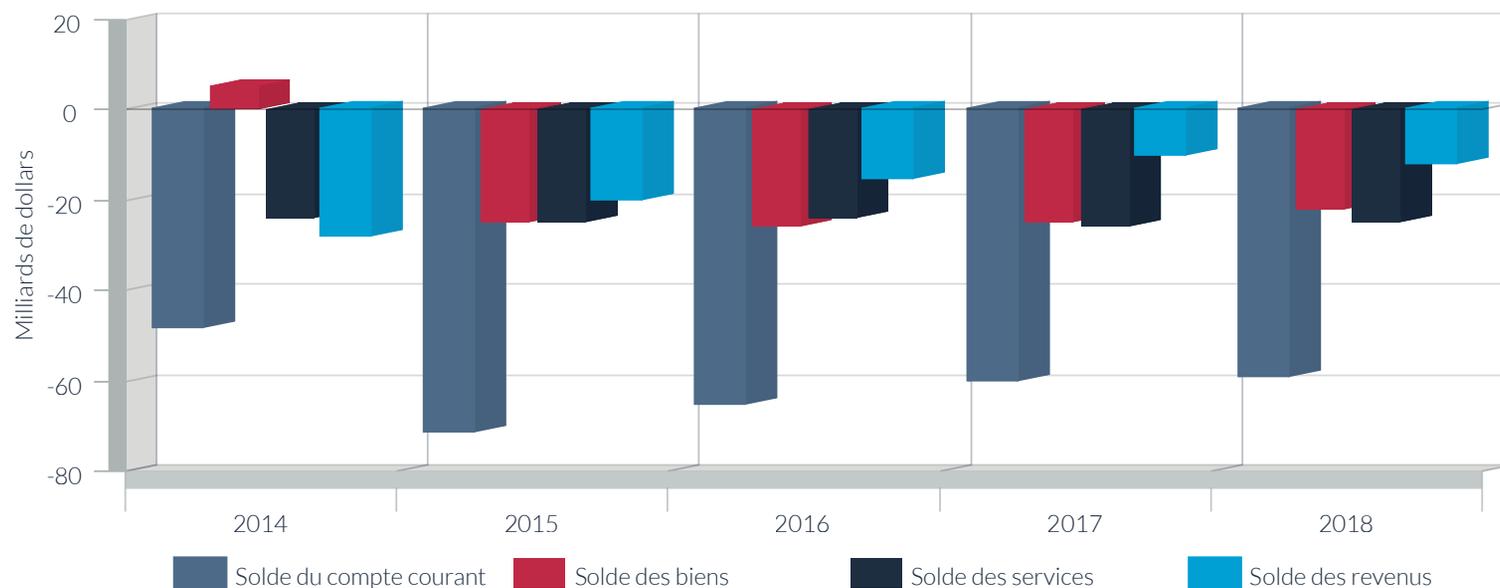
## Aperçu du commerce du Canada

Le solde du compte courant du Canada<sup>8</sup> a enregistré un déficit de **59 milliards** de dollars en 2018. Ce montant était inférieur de **1,6 milliard** de dollars au déficit de 2017. Cette baisse du déficit commercial est principalement due à un recul de **2,7 milliards** de dollars du déficit du commerce des biens. Toutefois, ces gains ont été partiellement compensés par le

déficit du solde du compte des revenus et les mouvements sans direction de la balance du commerce des services.

<sup>8</sup> Le solde du compte courant est une mesure nette des flux de biens et services, de revenus de placements, et de transferts.

Figure 14 : Solde et composantes du compte courant du Canada



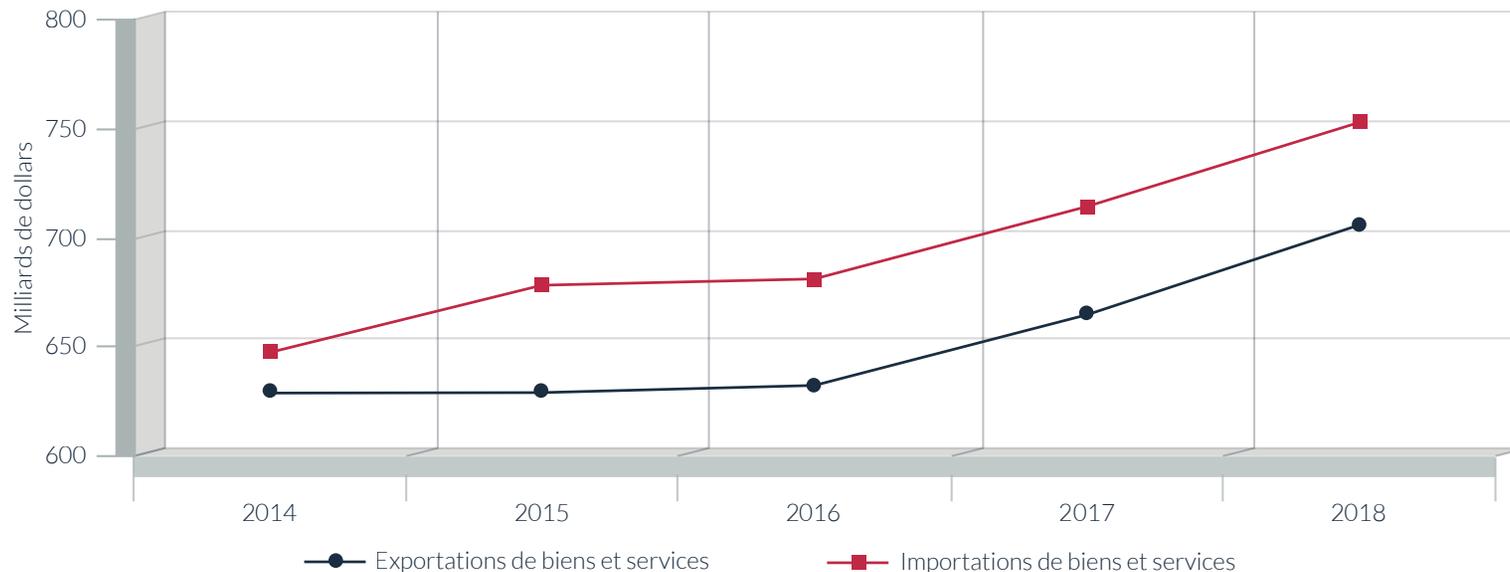
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0014-01; consultée le 24 juin 2019

En 2018, les exportations de biens et services du Canada vers le monde ont augmenté de **6,2 %** soit de **41 milliards** de dollars, pour atteindre **706 milliards** de dollars, tandis que les importations progressaient de **5,4 %**, ou **39 milliards** de dollars, à **753 milliards** de dollars. Comme les exportations et les importations étaient en hausse, la valeur totale du commerce des biens et services a atteint le niveau record de **1,5 billion** de dollars, soit **66 %** du PIB. Dans l'ensemble, les prix à l'exportation ont augmenté de **2,9 %**, tandis que les prix

à l'importation progressaient de **2,4 %**; les termes de l'échange du Canada<sup>9</sup> se sont donc améliorés pour la deuxième année de suite, à **94,5**, un gain de **0,4 point de pourcentage** sur l'année précédente.

<sup>9</sup> Les termes de l'échange mesurent le montant d'importation que chaque exportation permet d'acheter. Il est calculé en divisant le prix des exportations par le prix des importations et en multipliant le résultat par 100.

Figure 15 : Commerce canadien de biens et services



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01; consultée le 24 juin 2019

## Commerce des biens

Les exportations de biens canadiens<sup>10</sup> ont poursuivi leur progression en 2018 avec une hausse de **6,5 %** pour atteindre **585 milliards** de dollars. Les prix à l'exportation ont augmenté de **2,2 %** et les volumes d'exportation, de **4,1 %**<sup>11</sup>. Parallèlement, les importations de biens au Canada ont avancé de **5,8 %**, à **607 milliards** de dollars, tandis que les prix à l'importation et les volumes importés augmentaient de **2,4 %** et **3,3 %**, respectivement. En conséquence, le commerce total des biens a atteint la somme record de **1,2 billion** de dollars. En outre, comme les exportations ont dépassé les importations en 2018, le déficit du commerce des biens du Canada a été réduit de **2,7 milliards** de dollars pour s'établir à **22 milliards** de dollars.

### Exportations

Les exportations de biens canadiens ont augmenté pour la deuxième année consécutive en 2018, avec des gains dans tous les secteurs, sauf celui des véhicules automobiles et des pièces. Les exportations d'énergie ont progressé de **14 milliards** de dollars, soit **15 %**, pour atteindre **111 milliards** de dollars, suivies des exportations de biens de consommation (**+3,6 milliards** de dollars) et des produits forestiers, des matériaux de construction et des produits d'emballage (**+3,4 milliards** de dollars). Contrairement à l'année précédente, la croissance des exportations canadiennes s'est appuyée sur une augmentation des volumes plutôt que des prix à l'exportation, les volumes exportés ayant été **4,1 %** plus élevés par rapport à une hausse des prix de **2,2 %**. Des augmentations

notables des volumes exportés ont été observées pour les minerais métalliques et les minéraux (**+17 %**), les avions et autre matériel de transport (**+12 %**) et les produits énergétiques (**+8,2 %**). Du côté des prix, les prix des produits forestiers, des matériaux de construction et des produits d'emballage ont augmenté de **9,7 %**. Cependant, la hausse des prix de l'énergie a ralenti, passant de **22 %** en 2017 à **6,2 %** en 2018. Le pétrole brut, principal produit dans cette catégorie, a connu de fortes fluctuations de prix : son prix moyen a régulièrement augmenté au cours des cinq premiers mois de 2018, il a ensuite légèrement baissé jusqu'en octobre, puis a chuté brusquement en novembre<sup>12</sup>. Les autres secteurs ayant connu de fortes hausses de prix sont les produits métalliques et minéraux (**+5,9 %**) et les produits chimiques, les plastiques et le caoutchouc (**+5,4 %**). Les exportations de véhicules automobiles et de pièces ont reculé de **2,8 milliards** de dollars, soit **3,0 %**, en 2018, en raison principalement d'une baisse de **3,1 %** des prix à l'exportation.

---

10 Le commerce international des biens est présenté sur la base de la balance des paiements. Pour une analyse plus détaillée du commerce des marchandises, qui est déclaré sur une base douanière, voir [Faits saillants du commerce des marchandises 2018](#).

11 Les prix ont été mesurés à l'aide de l'indice à pondération courante de Paasche, et les volumes à l'aide de l'indice à pondération fixe de Laspeyres.

12 Sur la base des prix du Western Canada Select (WCS).

Par destination, les exportations de biens aux États-Unis ont progressé de **5,4 %**, soit **22 milliards** de dollars, pour s'établir à **433 milliards** de dollars en 2018. Toutefois, les exportations de biens vers les destinations autres que les États-Unis ont augmenté encore plus rapidement pour toucher **153 milliards** de dollars, une avancée de **9,8 %** (**14 milliards** de dollars). En conséquence, les exportations de biens du Canada ont continué de se diversifier hors des États-Unis. Parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada autres que les États-Unis, la Chine est celui dont les exportations ont enregistré le taux de croissance le plus élevé (**+16 %**), suivie de la Corée du Sud (**+9,7 %**) et du Japon (**+9,1 %**). Les exportations de biens vers l'Union européenne ont augmenté légèrement (**+5,9 %**), mais les exportations vers les Pays-Bas et l'Italie étaient en forte expansion, de **51 %** et **33 %**, respectivement. Cependant, en raison du recul des exportations d'or, ces gains importants ont été partiellement compensés par la baisse des exportations vers le Royaume-Uni (**-9,7 %**).



Tableau 12 : Exportations de biens, 2018

	Valeur des exportations, 2018 (G\$)	Variation en valeur (%)	Variation en volume (%)	Variation de prix (%)
<b>Total</b>	585,3	6,5	4,1	2,2
<b>Par produit</b>				
Agroalimentaire et poisson	39,7	1,9	2,5	-0,7
Énergie	111,1	14,8	8,2	6,2
Minerais et minéraux métalliques	19,3	19,7	17,2	2,1
Produits métalliques et minéraux	64,6	4,8	-1,0	5,9
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	35,0	6,8	1,4	5,4
Foresterie, construction et emballage	47,2	7,8	-1,7	9,7
Machines et matériel industriels	39,4	6,2	4,9	1,2
Matériel électrique et électronique	29,4	3,5	3,5	0,1
Véhicules à moteur et pièces	90,5	-3,0	0,2	-3,1
Aéronefs et autre matériel de transport	25,8	12,7	11,8	0,8
Biens de consommation	66,6	5,7	4,2	1,4
<b>Par région et pays</b>				
États-Unis	432,7	5,4		
Union européenne	46,2	5,9		
Chine	29,0	16,4		
Japon	13,3	9,1		
Mexique	9,5	3,5		
Corée du Sud	6,1	9,7		
Inde	4,4	-0,7		
Reste du monde	43,9	13,0		

Source : Statistique Canada, tableaux 36-10-0020-01, 12-10-0126-01 et 36-10-0023-01; consultée le 24 juin 2019

### Importations

Les importations de biens du Canada ont progressé de **5,8 %**, ou **33 milliards** de dollars, pour atteindre **607 milliards** de dollars en 2018. Les importations étaient en hausse dans tous les secteurs, mais surtout ceux des minerais métalliques, des produits énergétiques et des aéronefs et autre matériel de transport, qui ont tous inscrit des taux de croissance à deux chiffres. Les volumes ont augmenté de **3,3 %**, sous l'impulsion des minerais et minéraux métalliques (**+13 %**) et des aéronefs et autre matériel de transport (**+12 %**), tandis que les volumes de produits métalliques et minéraux exportés régressaient de **12 %**. Parallèlement, les prix à l'importation augmentaient de **2,4 %** en raison de la hausse des prix des produits métalliques et minéraux (**+15 %**) et des produits énergétiques (**+11 %**).

Au niveau régional, les importations en provenance des États-Unis ont augmenté de **5,4 %** pour s'établir à **391 milliards** de dollars en 2018, tandis que les importations en provenance d'autres sources que les États-Unis progressaient de **6,5 %**, à **216 milliards** de dollars. Parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada autres que les États-Unis, les importations en provenance de l'Inde ont connu l'essor le plus marqué (**30 %**) en 2018, suivies des importations en provenance de la Corée du Sud (**+12 %**) et de l'UE (**+12 %**).



Tableau 13 : Importations de biens, 2018

	Valeur des importations, 2018 (G\$)	Variation en valeur (%)	Variation en volume (%)	Variation de prix (%)
<b>Total</b>	607,2	5,8	3,3	2,4
<b>Par produit</b>				
Agroalimentaire et poisson	20,3	4,4	6,5	-2,0
Énergie	38,1	14,2	2,9	11,0
Minerais et minéraux métalliques	14,4	16,1	13,1	2,6
Produits métalliques et minéraux	41,5	1,4	-11,9	15,2
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	47,3	9,8	1,6	8,1
Foresterie, construction et emballage	26,9	5,6	1,1	4,4
Machines et matériel industriels	68,2	8,8	7,4	1,3
Matériel électrique et électronique	71,3	5,4	7,8	-2,2
Véhicules à moteur	113,8	0,2	2,3	-2,1
Aéronefs et autre matériel de transport	23,8	13,8	12,4	1,2
Biens de consommation	121,4	4,9	3,8	1,1
<b>Par région et pays</b>				
États-Unis	390,8	5,4		
Union européenne	63,5	11,8		
Chine	46,4	8,5		
Japon	12,7	-6,3		
Mexique	20,9	-1,9		
Corée du Sud	8,3	12,0		
Inde	3,9	29,6		
Reste du monde	60,7	4,0		

Source : Statistique Canada, tableaux 36-10-0020-01, 12-10-0126-01 et 36-10-0023-01; consultée le 24 juin 2019

### Commerce des services

En 2018, les exportations canadiennes de services ont crû pour la neuvième année consécutive, avec un gain de **5,8 %** (**6,6 milliards** de dollars), pour atteindre **121 milliards** de dollars, tandis que les importations de services augmentaient de **4,2 %** soit **5,8 milliards** de dollars, à **146 milliards** de dollars. Les exportations de services ayant fait légèrement mieux que les importations de services, le déficit du commerce des services a fléchi de **743 millions** de dollars, à **25 milliards** de dollars, en 2018. Néanmoins, le Canada a continué à enregistrer un déficit dans ses échanges de services avec toutes les grandes régions et la plupart de ses principaux partenaires commerciaux; près de la moitié de ce déficit est imputable aux États-Unis.

#### Par secteur

Les services de voyage représentaient près du quart des exportations de services en 2018 et constituaient à nouveau le secteur enregistrant la croissance la plus rapide, avec un gain de **8,1 %**, pour atteindre **29 milliards** de dollars. Les exportations de voyages personnels ont été derrière toute la progression de ce secteur (**+9,9 %**), tandis que les voyages d'affaires étaient en recul (**-3,6 %**). Les exportations de services de transport ont connu une augmentation modérée, soit de **4,9 %**, à **18 milliards** de dollars, le transport par eau avançant plus rapidement que le transport aérien.

Les exportations de services commerciaux ont continué d'être la composante centrale des exportations de services, représentant plus de **60 %** du total. Contrairement à l'année

précédente, les exportations de services commerciaux ont légèrement augmenté en 2018 (**5,2 %**, soit **3,6 milliards** de dollars) pour atteindre **73 milliards** de dollars. Les gains ont été dominés par les services techniques, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (**1,2 milliard** de dollars, soit **10 %**), les services financiers (**1 milliard** de dollars, soit **10 %**) et les services de télécommunications, d'informatique et d'information (**879 millions** de dollars, soit **8,3 %**), tandis que la baisse de **1,2 milliard** de dollars des exportations de services professionnels et de conseil en gestion a annulé en partie cette progression.

Du côté des importations, les importations de voyages ont augmenté de **5,1 %** pour s'établir à **43 milliards** de dollars, les importations de voyages d'affaires et de voyages personnels augmentant à peu près au même rythme. Les importations de services de transport ont gagné **2,9 milliards** de dollars (**10 %**) en 2018, près des deux tiers de l'augmentation provenant du transport par eau. Les importations de services commerciaux ont progressé beaucoup plus lentement que les exportations des mêmes services avec une hausse de **1,1 %**, à **69 milliards** de dollars. Les importations de services financiers ont diminué de **7,3 %**, ou **895 millions** de dollars, tandis que deux sous-secteurs plus modestes ont enregistré un taux de croissance à deux chiffres : les services de recherche et développement (**+29 %**) et les services personnels, culturels et récréatifs (**+12 %**). Les autres grands sous-secteurs n'ont enregistré que des variations mineures en 2018.

Tableau 14 : Commerce des services du Canada par secteur, 2018

	Exportations, 2018 (M\$)	Variation (%)	Importations, 2018 (M\$)	Variation (%)
<b>Ensemble des services</b>	120 773	5,8	145 804	4,2
<b>Voyages</b>	28 514	8,1	43 449	5,1
<b>Voyages d'affaires</b>	3 464	-3,6	5 434	5,4
<b>Voyages personnels</b>	25 052	9,9	38 016	5,1
<b>Transports</b>	17 854	4,9	31 572	10,0
<b>Transport maritime</b>	3 768	9,2	14 455	14,5
<b>Transport aérien</b>	8 388	5,9	12 720	6,5
<b>Transport terrestre et autre</b>	5 700	0,7	4 396	6,0
<b>Services commerciaux</b>	72 806	5,2	69 455	1,1
<b>Services d'entretien et de réparation</b>	2 510	26,3	986	3,6
<b>Services de construction</b>	300	8,7	294	6,9
<b>Services d'assurances</b>	2 168	10,3	5 394	9,0
<b>Services financiers</b>	10 839	10,3	11 410	-7,3
<b>Services de télécommunications, d'informatique et d'information</b>	11 471	8,3	6 239	-0,1
<b>Frais d'utilisation de la propriété intellectuelle</b>	6 270	12,5	15 317	-0,8
<b>Services professionnels et de conseil en gestion</b>	16 050	-6,9	14 479	2,6
<b>Services de recherche et développement</b>	6 759	0,3	1 612	28,5
<b>Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises</b>	12 918	10,1	10 258	2,3
<b>Services personnels, culturels et récréatifs</b>	3 522	7,3	3 468	11,5
<b>Services gouvernementaux</b>	1 598	0,8	1 329	5,0

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0021-01; consultée le 24 juin 2019

### Par région

L'augmentation globale de la valeur des exportations de services provient principalement d'une progression de **2,8 milliards** de dollars (**4,4 %**) des exportations de services aux États-Unis. La hausse des exportations de services commerciaux explique près de **65 %** des gains faits dans ce secteur aux États-Unis, suivie des exportations de services de voyage. Les importations canadiennes de services en provenance des États-Unis ont elles-mêmes augmenté de **3,1 milliards** de dollars (**4,0 %**) pour atteindre **79 milliards** de dollars, principalement en raison d'une hausse des importations de services de voyage (**1,6 milliard** de dollars, ou **7,5 %**) et de services de transport (**1,2 milliard** de dollars, ou **11 %**). En raison de ces mouvements compensatoires, le déficit du commerce des services avec les États-Unis ne s'est creusé que légèrement en 2018 pour s'établir à **123 milliards** de dollars.

Les échanges de services avec l'UE ont enregistré une hausse marquée, les exportations canadiennes augmentant de **1,5 milliard** de dollars, soit **8,0 %**, pour atteindre **21 milliards** de dollars. La majeure partie de la hausse provient des services commerciaux, qui ont progressé de **1,2 milliard** de dollars. Simultanément, les importations de services ont avancé légèrement, soit de **0,5 %** ou **131 millions** de dollars, à **26 milliards** de dollars.

Une diminution des exportations de services et une augmentation des importations de services ont eu pour effet de creuser le déficit du commerce des services avec le Japon, qui a atteint **1,2 milliard** de dollars. L'essentiel des mouvements du côté des exportations comme du côté des importations s'est produit dans les services de voyage.

En 2018, les exportations de services vers le reste du monde (RdM) ont augmenté de **7,8 %** pour atteindre **32 milliards** de dollars, principalement en raison d'une expansion des exportations de services de voyage. Cependant, les exportations totales de services ont diminué vers l'Australie (**-15 %**), la Corée du Sud (**-15 %**), le Mexique (**-7,1 %**) et la Chine (**-1,8 %**). Du côté des importations, les importations de services provenant du RdM ont avancé de **6,7 %** pour représenter **38 milliards** de dollars, notamment sous l'effet d'une progression de **1,3 milliard** de dollars des importations de services de transport.

Tableau 15 : Commerce des services par région, 2018

	Exportations (M\$)	Variation (%)	Importations (M\$)	Variation (%)	Solde (M\$)	Variation (M\$)
<b>Ensemble des pays</b>	120 773	5,8	145 804	4,2	-25 031	742
<b>Voyages</b>	28 515	8,1	43 450	5,1	-14 934	11
<b>Transports</b>	17 854	4,9	31 571	9,9	-13 717	-2 030
<b>Services commerciaux</b>	72 805	5,2	69 455	1,1	3 350	2 811
<b>Services gouvernementaux</b>	1 598	0,8	1 328	4,9	270	-50
<b>États-Unis</b>	66 508	4,4	78 844	4,0	-12 336	-279
<b>Voyages</b>	11 096	8,1	23 318	7,5	-12 222	-795
<b>Transports</b>	8 322	2,0	11 274	11,5	-2 952	-997
<b>Services commerciaux</b>	46 661	3,9	43 759	0,6	2 902	1 513
<b>Services gouvernementaux</b>	428	3,4	493	3,1	-64	0
<b>UE</b>	20 590	8,0	26 111	0,5	-5 520	1 404
<b>Voyages</b>	3 764	2,1	6 672	-3,9	-2 908	347
<b>Transports</b>	4 069	6,1	5 749	8,6	-1 680	-220
<b>Services commerciaux</b>	12 519	10,8	13 394	-0,6	-875	1 299
<b>Services gouvernementaux</b>	239	1,3	296	9,2	-57	-21
<b>Japon</b>	1 475	-3,8	2 641	9,8	-1 166	-294
<b>Voyages</b>	435	-16,3	605	146,9	-170	-444
<b>Transports</b>	568	2,7	822	-6,4	-254	71
<b>Services commerciaux</b>	441	2,3	1 193	-5,5	-752	79
<b>Services gouvernementaux</b>	32	3,2	22	0,0	10	1
<b>Reste du monde</b>	32 200	7,8	38 208	6,7	-6 009	-89
<b>Voyages</b>	13 220	11,0	12 855	3,2	366	903
<b>Transports</b>	4 895	9,2	13 726	10,4	-8 831	-884
<b>Services commerciaux</b>	13 184	4,9	11 109	6,6	2 075	-80
<b>Services gouvernementaux</b>	899	-0,7	517	4,4	381	-30

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0014-01; consultée le 24 juin 2019

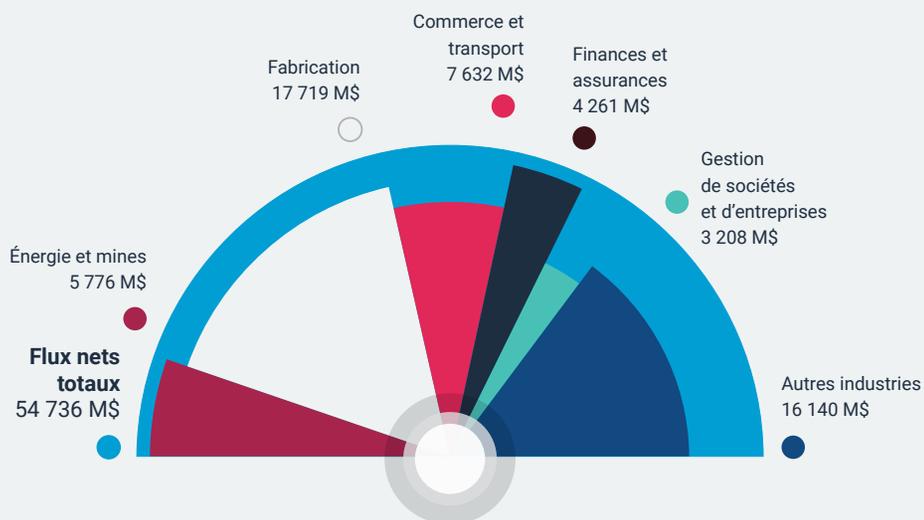


## Performance de l'investissement étranger direct du Canada

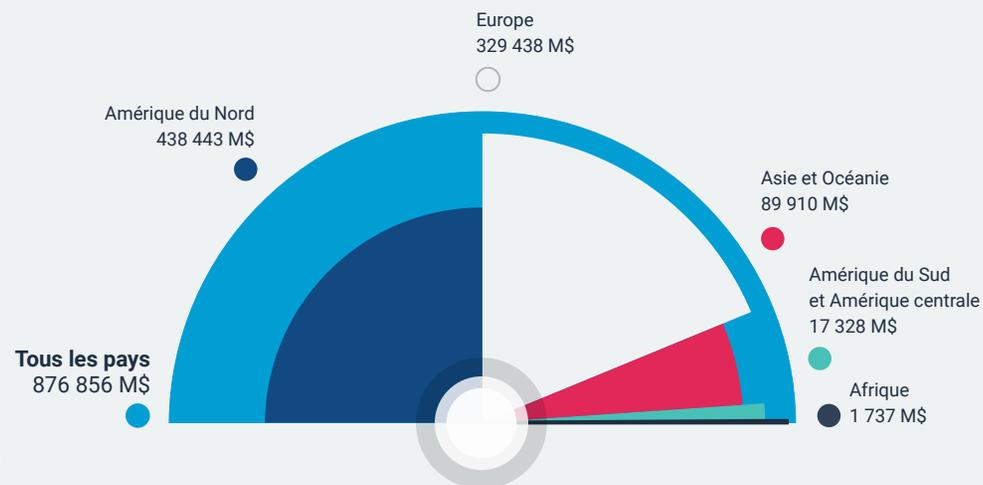
Tour  
d'horizon



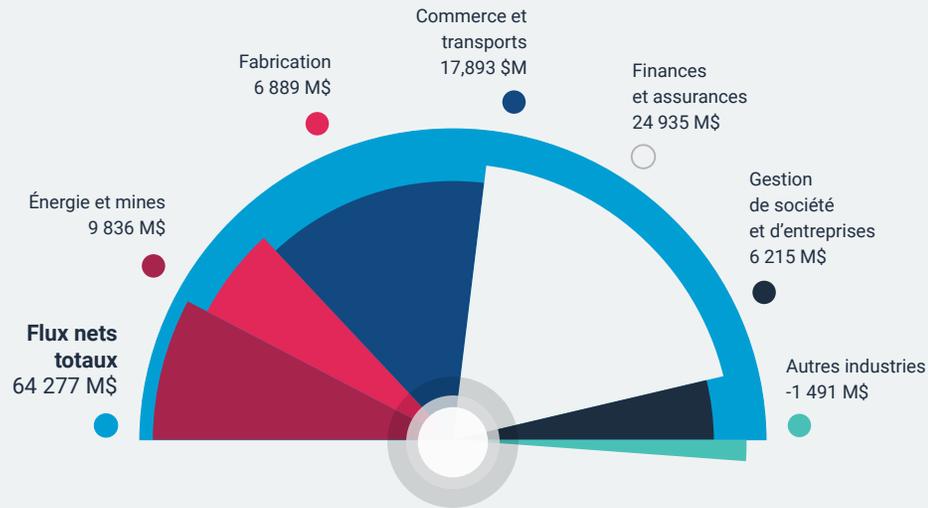
Flux d'IED par industrie, 2018



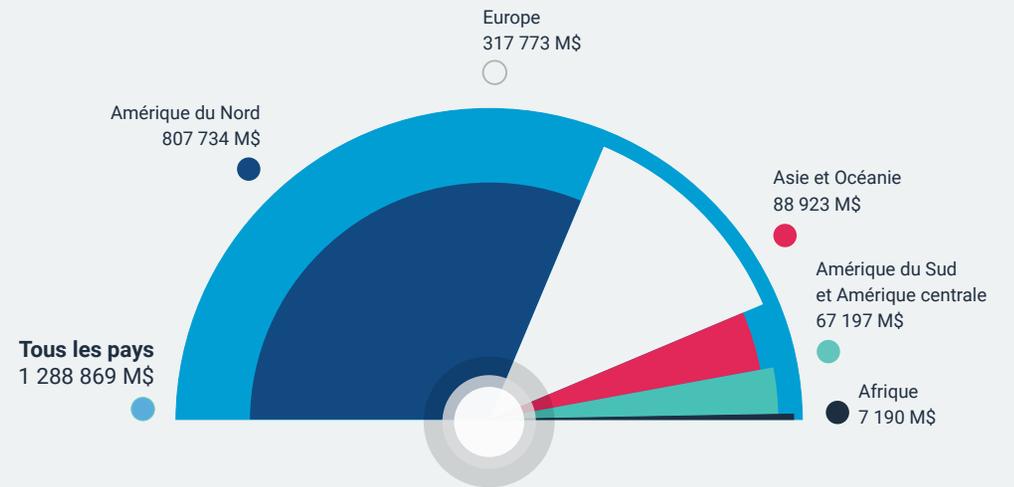
Stock d'IED par région, 2018



Flux d'IDCE par industrie, 2018

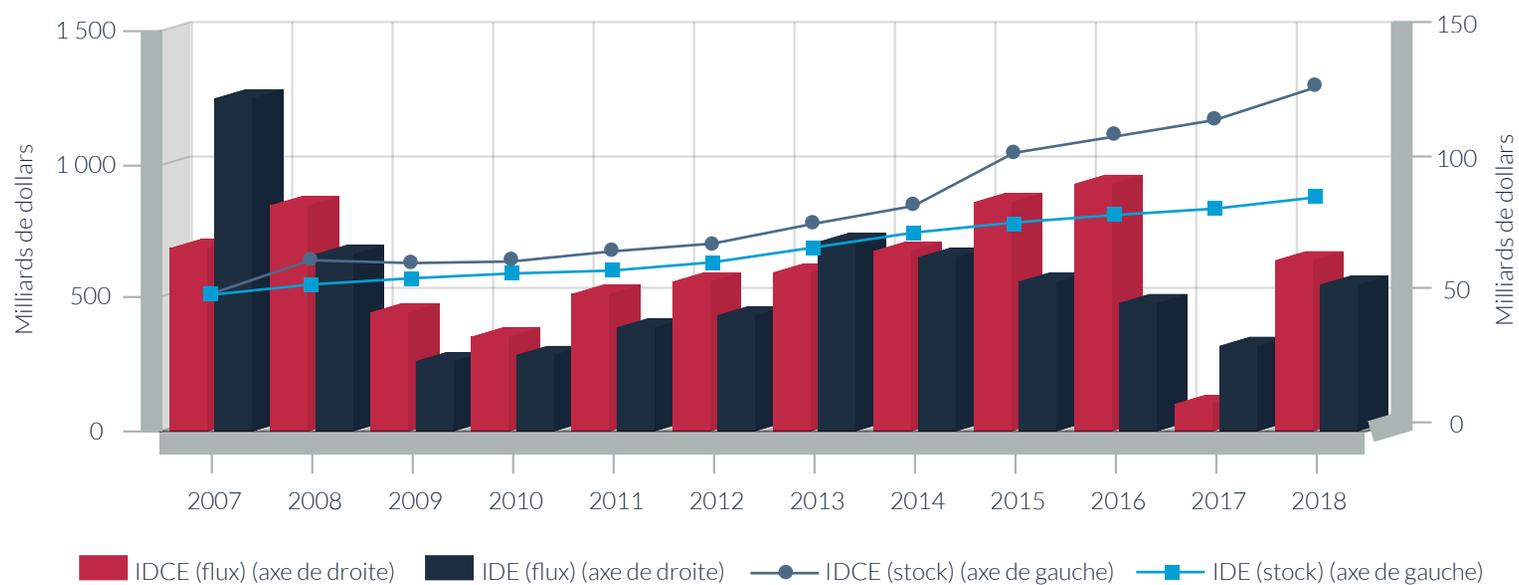


CDIA Stock d'IDCE par région, 2018



## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Figure 16 : Stocks et flux d'investissement étranger direct entrant et sortant, 2007-2018



Source : Statistique Canada, tableaux 36-10-0025-01 et 36-10-0008-01; consultée le 24 juin 2019

### IED entrant au Canada

En 2018, les entrées totales d'IED au Canada ont augmenté de **70 %** pour s'établir à **55 milliards** de dollars, ce qui est diamétralement opposé à la tendance observée dans la plupart des autres économies développées. Cette forte avancée est due à une augmentation de **24 milliards** de dollars (**+262 %**) de l'IED provenant de sources autres que les États-Unis, principalement de pays européens comme la Suisse et les Pays-Bas, tandis que les entrées d'IED provenant des États-Unis fléchissaient de **6,8 %**. Le gain le plus important se situe du côté des fusions et acquisitions (FA), poste devenu positif en 2018 avec une augmentation nette de près de **20 milliards** de dollars. Les bénéfices réinvestis ont aussi

augmenté, de **3,0 milliards** de dollars, tandis que les autres entrées d'IED ont légèrement diminué.

Par secteur, les fortes entrées d'investissement dans le secteur manufacturier canadien (**+45 %**) ont compensé les baisses survenues dans le secteur du commerce et des transports (**-41 %**) et celui des finances et des assurances (**-13 %**). En outre, les investissements dans les autres industries ont presque doublé. Après deux désinvestissements importants totalisant **9,3 milliards** de dollars en 2017, les entrées dans le secteur pétrolier canadien sont redevenues positives en 2018, à hauteur de **5,8 milliards** de dollars.



## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Tableau 16 : Entrées d'investissement étranger direct au Canada

Type d'entrées d'IED	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Variation (%)	Variation (M\$)
<b>En provenance du monde</b>				
Total des flux nets	32 226	54 736	69,9	22 510
Fusions et acquisitions	-4 892	15 029	s.o.	19 921
Bénéfices réinvestis	23 055	26 069	13,1	3 014
Autres flux	14 062	13 638	-3,0	-424
<b>Des États-Unis</b>				
Total des flux nets	23 055	21 495	-6,8	-1 560
Fusions et acquisitions	-4 315	4 314	s.o.	8 629
Bénéfices réinvestis	14 736	13 776	-6,5	-960
Autres flux	12 633	3 406	-73,0	-9 227
<b>Du reste du monde</b>				
Total des flux nets	9 171	33 240	262,4	24 069
Fusions et acquisitions	-576	10 715	s.o.	11 291
Bénéfices réinvestis	8 317	12 294	47,8	3 977
Autres flux	1 430	10 232	615,5	8 802
<b>Secteurs des entrées d'IED en provenance du monde</b>				
Énergie et extraction minière	-9 333	5 776	s.o.	15 109
Fabrication	12 222	17 719	45,0	5 497
Commerce et transports	12 856	7 632	-40,6	-5 224
Finances et assurances	4 891	4 261	-12,9	-630
Gestion de sociétés et d'entreprises	3 280	3 208	-2,2	-72
Autres industries	8 312	16 140	94,2	7 828

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0025-01; consultée le 24 juin 2019

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

---

Les avoirs cumulés en investissement direct (stock) des investisseurs étrangers au Canada ont augmenté de **42 milliards** de dollars, soit **5,0 %**, pour atteindre **877 milliards** de dollars en 2018. Le stock d'IED ayant progressé un peu plus rapidement que le PIB nominal du Canada (**+3,6 %**) en 2018, le ratio du stock d'IED au PIB est passé de **39 %** en 2017 à **40 %** en 2018.

À l'échelle régionale, toutes les régions sauf l'Afrique ont vu leur stock d'IED au Canada augmenter en 2018. Le stock d'IED provenant de l'Amérique du Nord, soit des États-Unis, du Mexique et des Caraïbes, était en hausse de **5,2 %** par rapport à l'année précédente et représentait exactement la moitié du stock total d'IED au Canada. Les États-Unis demeurent, de loin, le principal investisseur étranger au Canada, avec un stock d'IED totalisant **406 milliards** de dollars en 2018.

Le stock d'IED entrant en provenance de l'Europe (**4,9 %**) et de l'Asie et de l'Océanie (**4,2 %**) a connu une expansion légèrement plus lente. En revanche, les stocks d'IED provenant d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale ont enregistré la progression régionale la plus rapide en 2018, soit à un rythme de **10 %**, pour atteindre **17 milliards** de dollars, presque entièrement grâce aux investissements brésiliens. Cependant, l'investissement en provenance d'Afrique a régressé de **12 %**.



## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Tableau 17 : Stock d'investissement étranger direct au Canada, par région

	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Part, 2017 (%)	Part, 2018 (%)	Variation (%)
<b>Ensemble des pays</b>	834 757	876 856	100,0	100,0	5,0
<b>Amérique du Nord</b>	416 758	438 443	49,9	50,0	5,2
États-Unis	386 869	406 051	46,3	46,3	5,0
Bermudes	15 520	16 604	1,9	1,9	7,0
Îles Caïmans	8 002	8 912	1,0	1,0	11,4
Îles Vierges britanniques	3 011	2 928	0,4	0,3	-2,8
Mexique	2 696	2 730	0,3	0,3	1,3
<b>Europe</b>	314 006	329 438	37,6	37,6	4,9
Pays-Bas	101 861	106 706	12,2	12,2	4,8
Luxembourg	54 627	55 828	6,5	6,4	2,2
Royaume-Uni	46 988	50 353	5,6	5,7	7,2
Suisse	44 010	46 147	5,3	5,3	4,9
Allemagne	16 617	17 008	2,0	1,9	2,4
France	11 545	13 509	1,4	1,5	17,0
Irlande	7 100	8 094	0,9	0,9	14,0
Belgique	7 669	8 015	0,9	0,9	4,5
<b>Asie et Océanie</b>	86 269	89 910	10,3	10,3	4,2
Japon	28 162	28 871	3,4	3,3	2,5
Hong Kong, RAS de	20 075	21 802	2,4	2,5	8,6
Chine	16 226	16 959	1,9	1,9	4,5
Australie	9 296	9 682	1,1	1,1	4,2
Émirats Arabes Unis	3 156	3 441	0,4	0,4	9,0
Inde	2 723	2 561	0,3	0,3	-5,9
Corée du Sud	2 561	2 398	0,3	0,3	-6,4
Koweït	2 180	2 158	0,3	0,2	-1,0
<b>Amérique centrale et Amérique du Sud</b>	15 749	17 328	1,9	2,0	10,0
Brésil	13 185	14 628	1,6	1,7	10,9
Afrique	1 975	1 737	0,2	0,2	-12,1

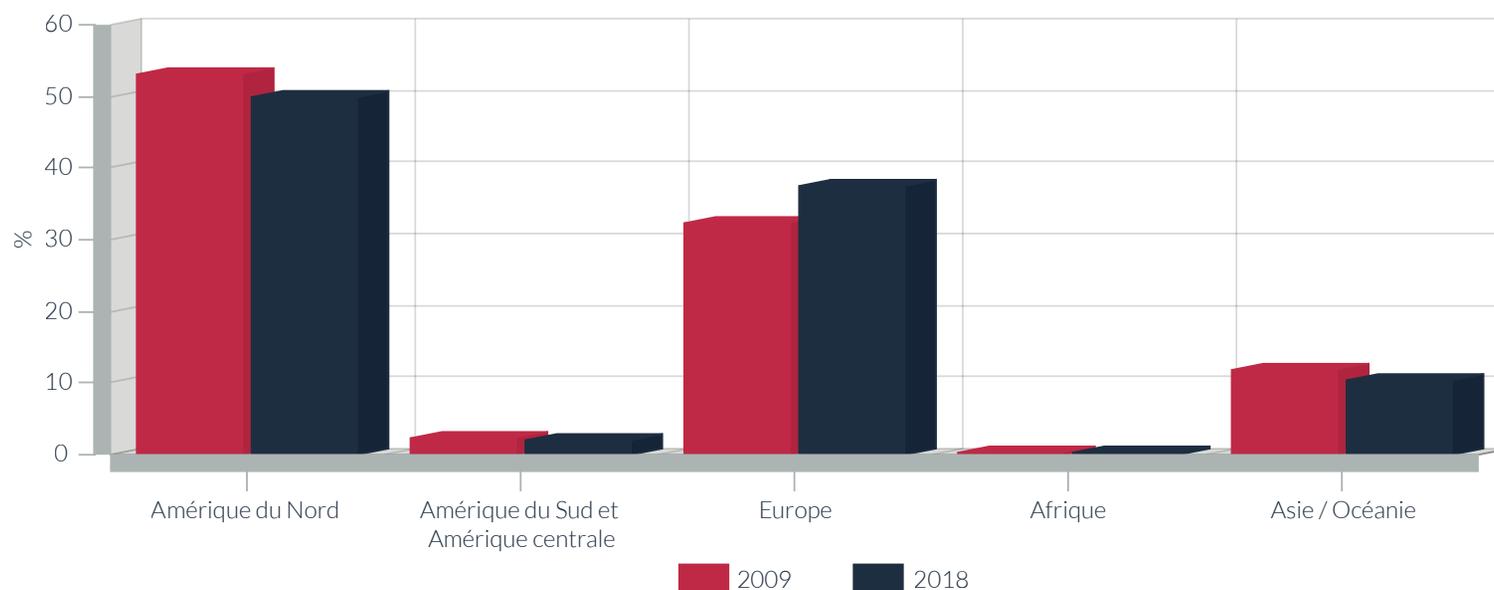
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0008-01; consultée le 24 juin 2019

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Par rapport à il y a dix ans, la répartition des investisseurs étrangers est légèrement plus diversifiée mais toujours dominée par l'Amérique du Nord et l'Europe. La part des stocks d'IED détenue par l'Amérique du Nord a diminué de **3,1 points de pourcentage**, en raison principalement de la

baisse de la part des investisseurs américains, de **52 %** en 2009 à **46 %** en 2018, tandis que la part de l'Europe a progressé de **5,2 points de pourcentage** dû à l'augmentation des investissements néerlandais et luxembourgeois.

Figure 17 : Répartition du stock d'IED au Canada par région, 2009 et 2018



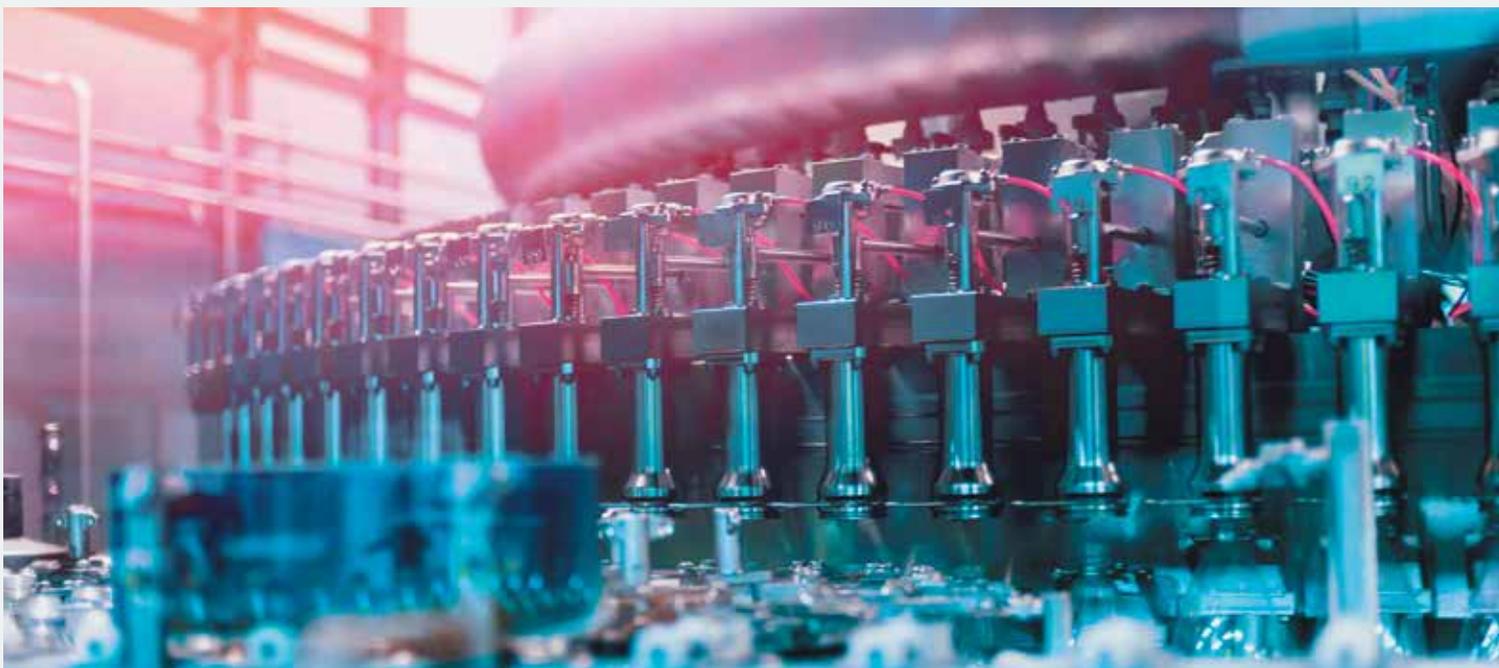
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0008-01; consultée le 24 juin 2019

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

---

Au niveau sectoriel, plus de **40 %** de l'augmentation globale du stock d'IED entrant au Canada en 2018 provenait de l'industrie manufacturière, qui a ajouté **17 milliards** de dollars (**+9,4 %**) pour atteindre **202 milliards** de dollars et a renforcé son emprise sur la première place avec une part de **23 %** du stock total d'IED en 2018. L'investissement dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a atteint des niveaux sans précédent l'an dernier, se multipliant par 26 pour passer de **182 millions** de dollars en 2017 à **4,7 milliards** en 2018. La croissance de l'IED dans le secteur des finances et des assurances, qui représentait environ le quart de l'expansion totale du stock d'IED en 2017, a vu sa contribution tomber à **7,5 %** en 2018.

Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est caractérisé par un coefficient élevé de R-D et constitue un important moteur de la croissance de la productivité. Bien que le stock d'IED dans le secteur des TIC au Canada ait progressé de **21 %** pour atteindre **16 milliards** de dollars en 2018, sa part du stock total d'IED est en régression depuis le début des années 2000, alors qu'elle est passée d'un sommet de **9,7 %** en 2000 à seulement **1,8 %** en 2018.



## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

**Tableau 18** : Stock d'investissement étranger direct au Canada, par industrie

	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Part, 2017 (%)	Part, 2018 (%)	Variation (%)
<b>Total, ensemble des industries</b>	834 757	876 856	100,0	100,0	5,0
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse</b>	182	4 698	0,0	0,5	2 481,3
<b>Extraction minière, pétrolière et gazière</b>	173 700	175 543	20,8	20,0	1,1
<b>Services publics</b>	1 510	1 356	0,2	0,2	-10,2
<b>Construction</b>	3 566	4 300	0,4	0,5	20,6
<b>Fabrication</b>	184 915	202 352	22,2	23,1	9,4
<b>Commerce de gros</b>	72 166	78 084	8,6	8,9	8,2
<b>Commerce de détail</b>	34 253	33 979	4,1	3,9	-0,8
<b>Transport et entreposage</b>	13 702	14 219	1,6	1,6	3,8
<b>Industries culturelles et de l'information</b>	3 928	5 728	0,5	0,7	45,8
<b>Finances et assurances</b>	132 096	135 250	15,8	15,4	2,4
<b>Immobilier, location et crédit-bail</b>	12 820	15 032	1,5	1,7	17,3
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques</b>	18 042	19 031	2,2	2,2	5,5
<b>Gestion de sociétés et d'entreprises</b>	172 286	174 756	20,6	19,9	1,4
<b>Services d'hébergement et de restauration</b>	3 964	4 343	0,5	0,5	9,6
<b>Autres industries</b>	7 627	8 186	0,9	0,9	7,3
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)<sup>13</sup></b>	13 275	16 060	1,6	1,8	21,0

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0009-01; consultée le 24 juin 2019

<sup>13</sup> Comprend les codes SCIAN 3341 à 3344, 4173, 5112, 5171, 5172, 5174, 5179, 5182, 5415 et 8112.

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

### IED par pays investisseur ultime

En conformité avec les normes internationales, les statistiques sur les pays d'origine de l'IED ont habituellement été compilées par pays investisseur immédiat (PII), soit le dernier pays par lequel l'IED a transité avant d'entrer dans l'économie nationale. Bien que cette mesure soit appropriée pour évaluer les flux d'investissement direct et les fonds correspondants échangés entre pays, elle ne donne pas d'indication sur le pays d'origine réel de l'IED où se trouve l'investisseur final. Mesurer l'IED en fonction du pays investisseur ultime (PIU) vise à remédier à ce problème.

La part des États-Unis dans l'IED canadien mesurée selon le PIU est de **51 %**, ce qui est supérieur à sa part de **46 %** de l'IED mesurée selon le PII. Le Royaume-Uni, le Japon, la Suisse et le Brésil complètent la liste des cinq premiers au classement des PIU, tous ces pays se classant mieux en fonction du PIU que du PII. Par ailleurs, trois des cinq premiers pays au classement des PII, dont les Pays-Bas et le Luxembourg, occupent une place moins importante dans l'IED canadien selon le classement des PIU. Sous le classement des PIU, la Chine représentait **3,3 %** de l'IED canadien (6<sup>e</sup> rang), alors que sous le classement des PII, elle n'en représentait que **1,9 %** (9<sup>e</sup> rang).

**Tableau 19 :** IED au Canada par pays investisseur ultime (PIU) par rapport au pays investisseur immédiat (PII), 2017

Rang (PIU)	Pays	Part (%)	Rang (PII)	Pays	Part (%)
1	États-Unis	51,2	1	États-Unis	46,3
2	Royaume-Uni	6,3	2	Pays-Bas	12,2
3	Japon	4,7	3	Luxembourg	6,5
4	Suisse	3,5	4	Royaume-Uni	5,6
5	Brésil	3,3	5	Suisse	5,3
6	Chine	3,3	6	Japon	3,4
7	Allemagne	3,2	7	Hong Kong, RAS de	2,4
8	Luxembourg	2,7	8	Allemagne	2,0
9	Pays-Bas	2,4	9	Chine	1,9
10	France	2,1	10	Bermudes	1,9

Source : Statistique Canada, tableaux 36-10-0433-01 et 36-10-0008-01; consultée le 20 juin 2019

## Investissement direct du Canada à l'étranger

En 2018, l'IED présentait un tableau entièrement différent de celui des entrées. L'IDCE a reculé de **38 %** pour s'établir à **64 milliards** de dollars, sous l'effet d'une baisse de **48 %**, soit **31 milliards** de dollars, des FA ainsi que de désinvestissements atteignant plus de **15 milliards** de dollars dans les autres postes.

La baisse de l'IDCE s'explique principalement par un repli de l'investissement aux États-Unis, en baisse de **60 %**, à **33 milliards** de dollars, attribuable au premier chef à un recul des FA (**-77 %**). Par contre, les flux d'IDCE vers le reste du monde ont augmenté de **48 %**, ou **10 milliards** de dollars (un gain presque entièrement imputable à l'augmentation des FA). En conséquence, la part de l'IDCE aux États-Unis ne représentait que **51 %** des sorties totales d'IDCE en 2018, contre près de **80 %** en 2017.

Par secteur, contrairement à l'année précédente, les investisseurs canadiens ont détourné l'investissement de tous les secteurs au profit du secteur de l'énergie et de l'extraction minière et celui de la fabrication, y ajoutant **13 milliards** de dollars et **10 milliards** de dollars, respectivement. Le commerce et les transports n'occupent plus le premier rang parmi les investisseurs canadiens, les flux d'investissement dans ce secteur ayant diminué de **68 %**, à **18 milliards** de dollars, en 2018. En conséquence, le secteur des finances et des assurances a ravi la première place puisque les flux d'IDCE y ont diminué relativement moins, soit de **12 %**, à **25 milliards** de dollars.

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Tableau 20 : Flux d'investissement direct du Canada à l'étranger

	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Variation (%)	Variation (M\$)
<b>Vers le monde</b>				
Total des flux nets	103 591	64 277	-38,0	-39 314
Fusions et acquisitions	64 846	33 654	-48,1	-31 192
Bénéfices réinvestis	39 312	45 980	17,0	6 668
Autres flux	-568	-15 358	s.o.	-14 790
<b>Aux États Unis</b>				
Total des flux nets	82 492	32 944	-60,1	-49 548
Fusions et acquisitions	58 657	13 638	-76,7	-45 019
Bénéfices réinvestis	16 630	22 368	34,5	5 738
Autres flux	7 205	-3 061	s.o.	-10 266
<b>Vers le Reste du monde</b>				
Total des flux nets	21 099	31 331	48,5	10 232
Fusions et acquisitions	6 188	20 018	223,5	13 830
Bénéfices réinvestis	22 682	23 611	4,1	929
Autres flux	-7 774	-12 297	s.o.	-4 523
<b>Secteurs des sorties d'IDCE</b>				
Énergie et extraction minière	-3 014	9 836	s.o.	12 850
Fabrication	-3 558	6 889	s.o.	10 447
Commerce et transport	56 571	17 893	-68,4	-38 678
Finances et assurances	28 310	24 935	-11,9	-3 375
Gestion de sociétés et d'entreprises	9 439	6 215	-34,2	-3 224
Autres industries	15 842	-1 491	s.o.	-17 333

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0025-01; consultée le 24 juin 2019

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

---

Le stock d'IDCE a augmenté pour la neuvième année d'affilée. Après un gain de **5,6 %** l'an dernier, les investisseurs canadiens ont ajouté **122 milliards** de dollars (**+10 %**) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger, qui a atteint un niveau record de **1 289 milliards** de dollars en 2018, les stocks d'IDCE en Amérique du Nord et en Europe affichant une croissance à deux chiffres.

Par pays, les États-Unis demeurent la première destination des investisseurs canadiens, avec un stock d'IDCE de **595 milliards** de dollars, soit **46 %** du stock total d'IDCE à la fin de 2018. Le Royaume-Uni représente toujours la seconde destination en importance de l'IDCE, le stock de ce pays ayant gagné **12 %** pour atteindre **109 milliards** de dollars. Le Luxembourg, la Barbade et les Bermudes viennent compléter le tableau des cinq premières destinations. Le stock d'investissement canadien en Asie et en Océanie a augmenté relativement moins vite, avec une hausse de **4,3 %**, pour atteindre **89 milliards** de dollars en 2018. L'IDCE en Australie s'est légèrement contracté, mais le stock d'investissement dans les autres principales destinations asiatiques a augmenté plus rapidement que la moyenne de **10 %**, la Chine, la RAS de Hong Kong et le Japon enregistrant tous des taux de croissance à deux chiffres. En revanche, les investisseurs canadiens ont réduit leurs investissements en Amérique du Sud et en Amérique centrale ainsi qu'en Afrique, soit de **1,0 %** et **1,5 %**, respectivement.

Les investisseurs canadiens ont accru leurs avoirs en investissement direct à l'étranger dans tous les secteurs, à l'exception du secteur de l'information et de la culture (recul de **6,2 milliards** de dollars, à **38 milliards** de dollars). L'IDCE dans le secteur des finances et des assurances a dominé le tableau avec une hausse de **53 milliards** de dollars (**+13 %**), atteignant **471 milliards** de dollars, la moitié de l'augmentation étant survenue aux États-Unis. Ce secteur représentait **37 %** du stock total d'IDCE en 2018. Le stock d'IDCE du secteur du transport et de l'entreposage a enregistré la deuxième croissance en importance, avec un gain de **18 milliards** de dollars, à **84 milliards** de dollars, en 2018. Les autres secteurs qui ont connu une croissance significative de leur stock d'IDCE sont la gestion de sociétés et d'entreprises (**+11 %**), l'extraction minière, pétrolière et gazière (**+5,4 %**) et la fabrication (**+11 %**).

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Tableau 21 : Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger, par région

	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Part 2017 (%)	Part 2018 (%)	Variation (%)
<b>Ensemble des pays</b>	1 167 243	1 288 869	100,0	100,0	10,4
<b>Amérique du Nord</b>	719 020	807 734	61,6	62,7	12,3
États-Unis	524 976	594 994	45,0	46,2	13,3
Barbade	56 027	64 824	4,8	5,0	15,7
Bermudes	45 461	47 007	3,9	3,6	3,4
Îles Caïmans	40 245	39 624	3,4	3,1	-1,5
Bahamas	24 131	27 096	2,1	2,1	12,3
Mexique	19 534	22 495	1,7	1,7	15,2
Îles Vierges britanniques	6 415	9 617	0,5	0,7	49,9
<b>Europe</b>	287 802	317 773	24,7	24,7	10,4
Royaume-Uni	97 611	109 331	8,4	8,5	12,0
Luxembourg	81 692	90 069	7,0	7,0	10,3
Pays-Bas	34 647	36 475	3,0	2,8	5,3
Allemagne	9 162	10 481	0,8	0,8	14,4
Irlande	9 200	9 969	0,8	0,8	8,4
France	6 743	7 395	0,6	0,6	9,7
<b>Asie et Océanie</b>	85 232	88 923	7,3	6,9	4,3
Australie	31 926	31 205	2,7	2,4	-2,3
Chine	11 182	12 736	1,0	1,0	13,9
Hong Kong, RAS de	7 839	9 053	0,7	0,7	15,5
Japon	6 546	7 560	0,6	0,6	15,5
<b>Amérique centrale et Amérique du Sud</b>	67 889	67 197	5,8	5,2	-1,0
Chili	22 728	21 501	1,9	1,7	-5,4
Brésil	14 006	14 119	1,2	1,1	0,8
Pérou	13 566	14 246	1,2	1,1	5,0
<b>Afrique</b>	7 300	7 190	0,6	0,6	-1,5

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0008-01; consultée le 24 juin 2019

## 2.3 Performance de l'investissement étranger direct du Canada

Tableau 22 : Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger, par industrie

	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Part, 2017 (%)	Part, 2018 (%)	Variation (%)
<b>Total, ensemble des industries</b>	1 167 243	1 288 869	100,0	100,0	10,4
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse</b>	2 140	2 412	0,2	0,2	12,7
<b>Extraction minière, pétrolière et gazière</b>	184 758	194 727	15,8	15,1	5,4
<b>Services publics</b>	38 042	44 551	3,3	3,5	17,1
<b>Construction</b>	2 218	3 153	0,2	0,2	42,2
<b>Fabrication</b>	93 444	103 271	8,0	8,0	10,5
<b>Commerce de gros</b>	23 279	25 316	2,0	2,0	8,8
<b>Commerce de détail</b>	12 752	13 060	1,1	1,0	2,4
<b>Transport et entreposage</b>	66 816	84 460	5,7	6,6	26,4
<b>Industries culturelles et de l'information</b>	44 201	37 989	3,8	2,9	-14,1
<b>Finances et assurances</b>	418 743	471 318	35,9	36,6	12,6
<b>Immobilier, location et crédit-bail</b>	72 251	77 803	6,2	6,0	7,7
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques</b>	26 416	29 763	2,3	2,3	12,7
<b>Gestion de sociétés et d'entreprises</b>	154 172	171 311	13,2	13,3	11,1
<b>Services d'hébergement et de restauration</b>	3 343	3 595	0,3	0,3	7,5
<b>Autres industries</b>	24 668	26 141	2,1	2,0	6,0
<b>Technologies de l'information et des communications (TIC)</b>	17 774	18 975	1,5	1,5	6,8

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0009-01; consultée le 24 juin 2019





Diversifier les exportations canadiennes

## Introduction

Le Canada est une nation commerçante : en 2018, les exportations et les importations de biens et de services du Canada ont atteint **1,5 billion** de dollars, plaçant la part du commerce dans l'économie à **66 %**. L'économie canadienne, et par extension les Canadiens, profitent de ces échanges commerciaux de plusieurs manières, la croissance du commerce étant liée à la hausse des revenus et du niveau de vie des Canadiens (Cameron, 2012). Cependant, la part élevée du commerce dans l'économie canadienne accroît également l'exposition du Canada aux chocs externes. Cette exposition peut être atténuée par la diversification des échanges commerciaux.

La diversification des échanges comporte plusieurs dimensions, les plus évidentes étant la diversification géographique et la diversification au niveau des produits, et habituellement davantage pour les exportations que pour les importations

d'un pays. La diversification géographique a trait à la dispersion des marchés de destination des exportations d'un pays, tandis que la diversification au niveau des produits a trait à la gamme des produits exportés. Parmi les autres dimensions, il y a la diversification régionale (p. ex. la dispersion interprovinciale des exportateurs canadiens), le type d'exportateurs (petites, moyennes et grandes entreprises) et la diversité au niveau de la propriété ou du contrôle des entreprises exportatrices, la propriété par des femmes et la propriété autochtone étant deux types de propriété sous cette dimension de la diversification. La présente section du rapport sur le « Commerce international » présente les résultats de la recherche du Bureau de l'économiste en chef (ci-après, recherche du BEC). Elle montre que les deux premières dimensions (géographique et au niveau des produits) sont importantes pour réduire la vulnérabilité du Canada aux chocs externes, mais ne sont pas les seules dimensions de la diversification du commerce.



## Que signifie la diversification du commerce

Tour  
d'horizon



### Dimensions de la diversification du commerce



### Importance de la diversification

Diversification géographique et par produit :

- protection contre le risque
- permet aux entreprises canadiennes de saisir des occasions dans les marchés en croissance rapide



### Diversification de la propriété

Répartit les gains du commerce partout au Canada parmi tous les Canadiens





### Cible pour 2025

Hausser de **50 %**  
les exportations  
du Canada outre-mer  
d'ici 2025

## Les exportations canadiennes sont géographiquement concentrées

- Légende pour l'IHH :**
-  Diversifié : IHH < 0,15
  -  Modéré : IHH entre 0,15 et 0,25
  -  Concentré : IHH ≥ 0,25



## Pourquoi la diversification des exportations est-elle importante?

La diversification des échanges commerciaux, ou plus précisément la diversification des exportations, est importante parce qu'elle contribue à atténuer l'exposition d'un pays aux chocs provenant de l'étranger. De plus, elle permet aux exportateurs canadiens de tirer parti des possibilités offertes par les marchés nouveaux et en expansion. La manière exacte dont cela se produit dépend de la dimension de la diversification dont il est question.

La **diversification géographique** des exportations aide à limiter les risques liés à un marché d'exportation particulier. Ces risques peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter, les risques politiques tels que les politiques commerciales protectionnistes, les chocs économiques propres à un pays, ainsi que la volatilité des taux de change<sup>14</sup>. Il importe de noter que, comme pour le recours à la diversification en vue de limiter le risque inhérent à des investissements de portefeuille, la diversification n'atténuera que les risques non systémiques. Dans le cas de la diversification géographique des exportations, le fait de répartir les exportations parmi un large éventail de marchés limitera le risque auquel est exposé un pays exportateur face à des événements ou des actions spécifiques sur des marchés individuels; cela ne contribuera pas à atténuer

les risques systémiques, c'est-à-dire les risques qui touchent plusieurs marchés simultanément. Ainsi, lors de la crise économique et financière mondiale de 2007-2009, la grande majorité des pays développés ont vu leur économie se contracter, ce qui a réduit leur demande d'importations. Par suite de la crise, les exportations de biens et de services canadiens ont connu un recul important, chutant de **21 %** entre 2008 et 2009. La baisse des exportations canadiennes correspondait à la tendance globale à la baisse des échanges commerciaux à l'époque<sup>15</sup>, et une plus grande diversification géographique des exportations canadiennes n'aurait probablement guère permis d'atténuer la vulnérabilité du Canada à ce risque systémique.

Une plus grande diversification géographique des exportations peut également être bénéfique pour l'économie canadienne, car elle permet aux exportateurs canadiens de ne pas rater les occasions qu'offrent les économies émergentes à croissance rapide et d'éviter que les exportations canadiennes ne soient trop orientées vers les économies développées à croissance plus lente. L'accès à de nouveaux marchés en croissance rapide engendre également un effet de rétroaction qui contribue à diversifier davantage les exportations canadiennes. La

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

---

recherche du BEC montre qu'entrer plus tôt sur les marchés en forte croissance donne une impulsion supplémentaire aux exportations vers ces marchés. Cette recherche est discutée plus en détail dans la deuxième partie de ce chapitre.

La **diversification des produits** peut aussi aider à réduire les risques de chocs externes. Dans ce cas, l'exportation d'une gamme plus large de produits limite l'exposition du pays exportateur aux risques de fluctuations des prix et aux chocs liés à la demande ou à l'offre de produits ou de services particuliers<sup>16</sup>. Encore une fois, il faut noter que cette diversification protège uniquement contre les risques non systémiques, c'est-à-dire les risques de choc négatif sur un panier précis ou limité de produits exportés.

Une gamme diversifiée de produits et de services d'exportation protège également le pays exportateur contre un problème souvent appelé « maladie hollandaise ». Ce problème se pose lorsqu'un seul produit représente une part élevée des exportations d'un pays. Une forte hausse de la demande extérieure pour ce produit peut entraîner une appréciation de la valeur de la monnaie du pays, rendant les importations relativement moins chères et les exportations plus coûteuses, ce qui réduit la compétitivité des autres industries de l'économie et concentre davantage celle-ci sur le produit d'exportation dominant.

Un dernier avantage de la diversification des produits, qui s'apparente aussi à la diversification géographique, est qu'elle permet un meilleur accès aux marchés nouveaux et en croissance rapide mais, dans ce cas, les marchés de produits

plutôt que les marchés géographiques. La plus vaste gamme de produits exportés par un pays permettra de tirer parti des secteurs de produits à croissance plus rapide.

La diversification au niveau de la **répartition régionale des exportateurs, des types d'exportateurs et de la propriété des entreprises exportatrices** est importante parce que ces dimensions de la diversification contribuent à répartir les gains tirés du commerce à travers tout le Canada et parmi les Canadiens. Ainsi, on a observé que les entreprises exportatrices étaient plus productives et payaient en moyenne des salaires plus élevés que les entreprises non exportatrices (Cameron, 2012). Le fait que les entreprises exportatrices soient réparties à travers les régions et les collectivités canadiennes garantira que les retombées et les occasions économiques seront réparties plus également dans tout le pays. En outre, la réduction des obstacles à l'exportation pour les petites et moyennes entreprises les aidera à se développer et à prospérer, alors que le soutien à l'exportation des entreprises appartenant à des femmes ou à des Autochtones donnera un caractère plus inclusif aux gains tirés du commerce.

---

14 La capacité de la diversification géographique à atténuer ces types de risques est également soulignée dans Statistique Canada, 2018.

15 Selon les statistiques commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les exportations mondiales de marchandises ont chuté de 22 % et les importations de 23 % de 2008 à 2009.

16 La diversification des produits comme mesure d'atténuation de ces risques est également soulignée dans Statistique Canada, 2018.

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

Ces différentes dimensions de la diversification n'existent pas isolément mais se recoupent : elles sont liées les unes aux autres et renforcent mutuellement leurs avantages. Par exemple, si un pays imposait un droit de douane sur une exportation canadienne particulière, les dommages d'une telle mesure pourraient être atténués à la fois par la diversification géographique et la diversification au niveau des produits. Cela dit, il ne sera peut-être pas toujours possible d'en arriver à une diversification parfaite; chaque pays possède des avantages

comparatifs dans la production de certains produits et services, et il est souvent économiquement efficace de se spécialiser dans la production de certains biens et services tout en important ceux pour lesquels d'autres pays disposent eux-mêmes d'avantages comparatifs. De plus, certaines régions du Canada se spécialiseront dans certains secteurs et la demande pour les produits de ces secteurs pourrait être plus forte sur certains marchés que sur d'autres.

#### Encadré 1 : Indice de Herfindahl-Hirschman (IHH)

$$IHH^t = \sum_{i=1}^N S_i^2$$

Où  $S_i$  est la part des exportations nominales au temps  $t$  et où  $i$  peut être le marché ou le produit.

Cet indice produit un score de zéro à un. Plus l'indice se rapproche de un, plus forte est la concentration du commerce canadien. Par exemple, si le Canada ne commercerait qu'avec un seul pays, la part des exportations allant vers ce pays serait de 1 et l'indice serait égal à 1.0. Par contre, si le commerce du Canada était réparti également entre 100 pays différents, l'indice serait égal à 0,01.

Statistique Canada fournit les lignes directrices internationalement acceptées suivantes :

- Produits et marchés d'exportation diversifiés :  $IHH < 0,15$
- Produits ou marchés modérément concentrés :  $0,15 \leq IHH < 0,25$
- Produits ou marchés fortement concentrés :  $IHH \geq 0,25$

## Les exportations canadiennes sont-elles diversifiées?

Les avantages de la diversification ayant été établis, une question importante à se poser est la suivante : Quelle est la diversité des exportations canadiennes? Cette question est pertinente à toutes les dimensions de la diversification, mais par souci de simplicité nous examinerons d'abord les notions bien établies de diversification géographique et de diversification des produits, pour revenir ensuite aux autres dimensions de la diversification dans la troisième partie de ce chapitre.

Afin d'évaluer le niveau de diversification des échanges commerciaux du Canada, il faut disposer d'une mesure appropriée. Il existe de nombreuses façons de mesurer la diversification, mais l'indice de Herfindahl-Hirschman (IHH) est le plus couramment utilisé. Statistique Canada, les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) utilisent cette mesure de la diversification. L'encadré 1 donne plus de détails sur l'IHH.

Cette mesure nous permet d'observer que, géographiquement, les exportations de marchandises canadiennes sont fortement concentrées (avec un IHH de **0,57** en 2018). Scarffe (2019a) constate que les exportations canadiennes sont les

quatrième plus concentrées par destination sur 113 pays<sup>17</sup>. L'IHH montre qu'en 2017, seuls le Koweït, les Bermudes et le Mexique affichaient une concentration géographique des exportations supérieure à celle du Canada<sup>18</sup>. En outre, par rapport aux pays où l'on pourrait s'attendre à trouver des problèmes de dépendance similaires à ceux de la RAS de Hong Kong qui a une dépendance envers la Chine, et la Nouvelle-Zélande qui a une dépendance envers l'Australie, les exportations du Canada sont beaucoup plus concentrées (Scarffe, 2019b).

---

17 Si l'analyse des IHH est appliquée aux régions géographiques (Europe, Amérique du Nord, etc.) plutôt qu'aux pays, le Canada obtient un meilleur classement. Même s'il demeure haut placé sur la liste, le Canada se compare à d'autres pays comme la Suède (dont les exportations sont concentrées sur l'Europe) et Hong Kong (dont les exportations sont concentrées sur l'Asie de l'Est et l'Asie-Pacifique).

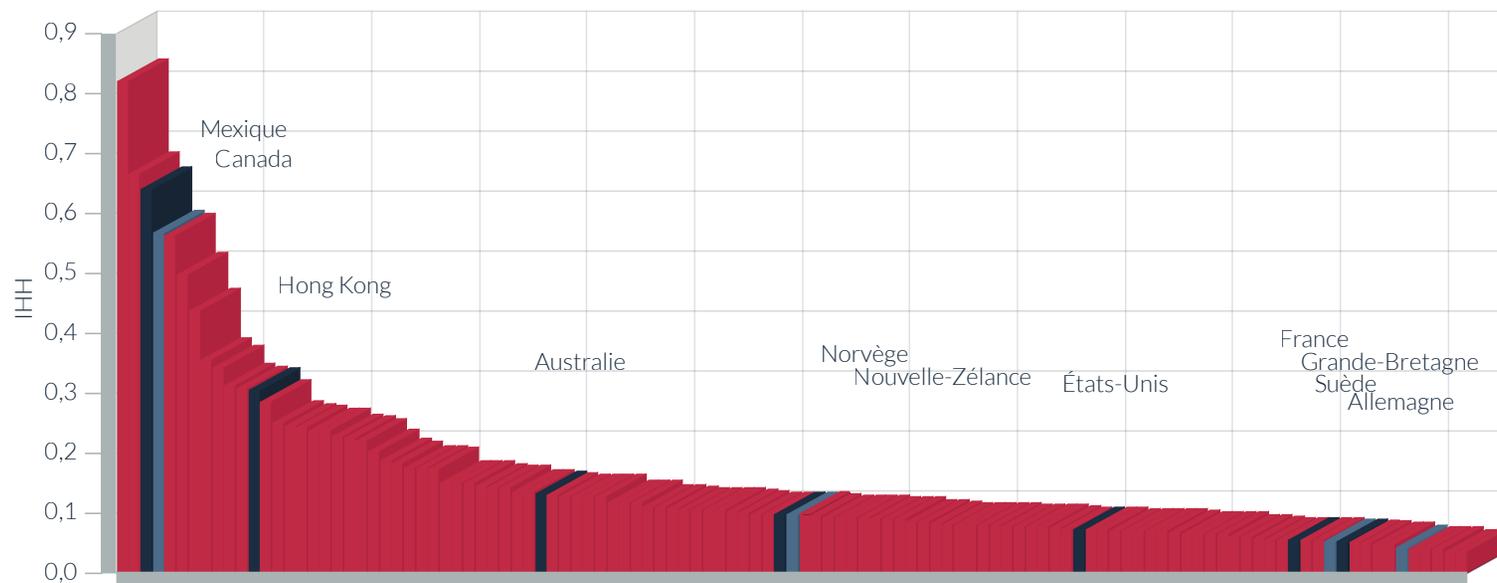
18 Une comparaison entre pays requiert que tous les pays aient déclaré leurs exportations. Bien que le Canada dispose de données sur les exportations pour 2018, tous les pays n'avaient pas encore communiqué leurs données sur les exportations pour 2018 au moment de l'analyse. Par conséquent, les données de 2017 ont été utilisées aux fins de comparaison.

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

La concentration géographique des exportations canadiennes ne saurait étonner compte tenu de la taille des exportations destinées aux États-Unis (Scarffe, 2019a). En fait, l'IHH suit de très près la part des États-Unis dans les exportations canadiennes – avec une corrélation de **0,9997**. L'IHH augmente (plus grande concentration) lorsque la part des États-Unis dans les exportations canadiennes s'élève, et il diminue (plus

grande diversification) lorsque la part des États-Unis fléchit. En 2018, la part des États-Unis dans les exportations de marchandises canadiennes atteignait **75 %**. Bien qu'en baisse par rapport au niveau de **87 %** observé en 2002, ce taux est similaire à celui du début des années 90 (la part des États-Unis dans les exportations canadiennes était de **75 %** en 1990).

Figure 18 : Concentration géographique des exportations (mesurée selon l'IHH)



Données : Comtrade, ONU.

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

---

Si l'on exclut les États-Unis du calcul géographique de l'IHH, nous constatons que le Canada obtient un bien meilleur score, soit **0,07**, ce qui signifie qu'hors du marché américain, les exportations canadiennes sont diversifiées. Par conséquent, pour que le Canada améliore la diversité géographique de ses exportations, celles-ci doivent être moins concentrées sur les États-Unis. Cependant, la concentration des exportations canadiennes vers les États-Unis est conforme à la théorie économique. Le modèle de gravité du commerce nous indique que la taille économique et la proximité géographique sont les plus importants déterminants de la structure des échanges bilatéraux. Le fait d'avoir une culture similaire (par exemple partager une langue), une frontière terrestre commune et un accord de libre-échange attire davantage les exportations canadiennes vers les États-Unis. Autre élément important, il n'y a pas de solution alternative à proximité pour les exportations canadiennes étant donné que les États-Unis sont le seul pays limitrophe du Canada par voie terrestre. Le pays dont la situation ressemble le plus à celle du Canada, en termes de déterminants du modèle de gravité, est le Mexique – l'un des rares pays ayant un IHH supérieur à celui du Canada. Ainsi, comme pour le Mexique, il est naturel que les exportations canadiennes se concentrent sur la grande économie située à proximité de la frontière canadienne. La diversification des exportations canadiennes nécessitera donc des efforts additionnels et concertés pour contrebalancer les facteurs économiques qui attirent les exportations canadiennes vers les États-Unis.

Au niveau des produits de la classification HS2<sup>19</sup>, on constate que les exportations canadiennes sont assez diversifiées, avec un score IHH de **0,09** en 2018. Celui-ci a peu évolué au cours des 28 dernières années, oscillant entre **0,07** et **0,12** depuis 1990 et demeurant toujours sous le seuil de **0,15**; les exportations canadiennes sont donc considérées comme étant diversifiées par produit.

La diversité des exportations canadiennes au niveau des produits n'était peut-être pas un résultat attendu intuitivement, puisque le Canada est reconnu pour ses exportations d'énergie et d'automobiles. Ces deux secteurs sont essentiels à l'économie canadienne, mais en raison de la taille des exportations totales du Canada, ils ne représentent qu'une part relativement modeste des exportations. En 2018, leurs parts respectives des exportations étaient de **22 %** et **14 %**<sup>20</sup>. Mais l'impact des États-Unis sur les exportations canadiennes ressort clairement, le Canada expédiant vers ce pays environ **90 %** de ses exportations des secteurs de l'automobile et de l'énergie. Encore une fois, cela souligne la façon dont les dimensions de la diversification géographique et de la diversification des produits se recourent.

---

19 Le commerce des marchandises du Canada est le plus souvent présenté à l'aide du Système harmonisé (SH) de classification du commerce, un système international de codification des produits échangés.

20 La part de l'énergie dans les exportations canadiennes a augmenté de 13 % en 2000 à 27 % en 2014; elle est ensuite retombée à 16 % en 2016 avant de remonter à 22 % en 2018. Le secteur de l'automobile a vu sa part des exportations canadiennes diminuer de façon constante, passant de 24 % en 1999 à 13 % actuellement, bien qu'il y ait eu une légère hausse par rapport au niveau de 11 % observé en 2009.

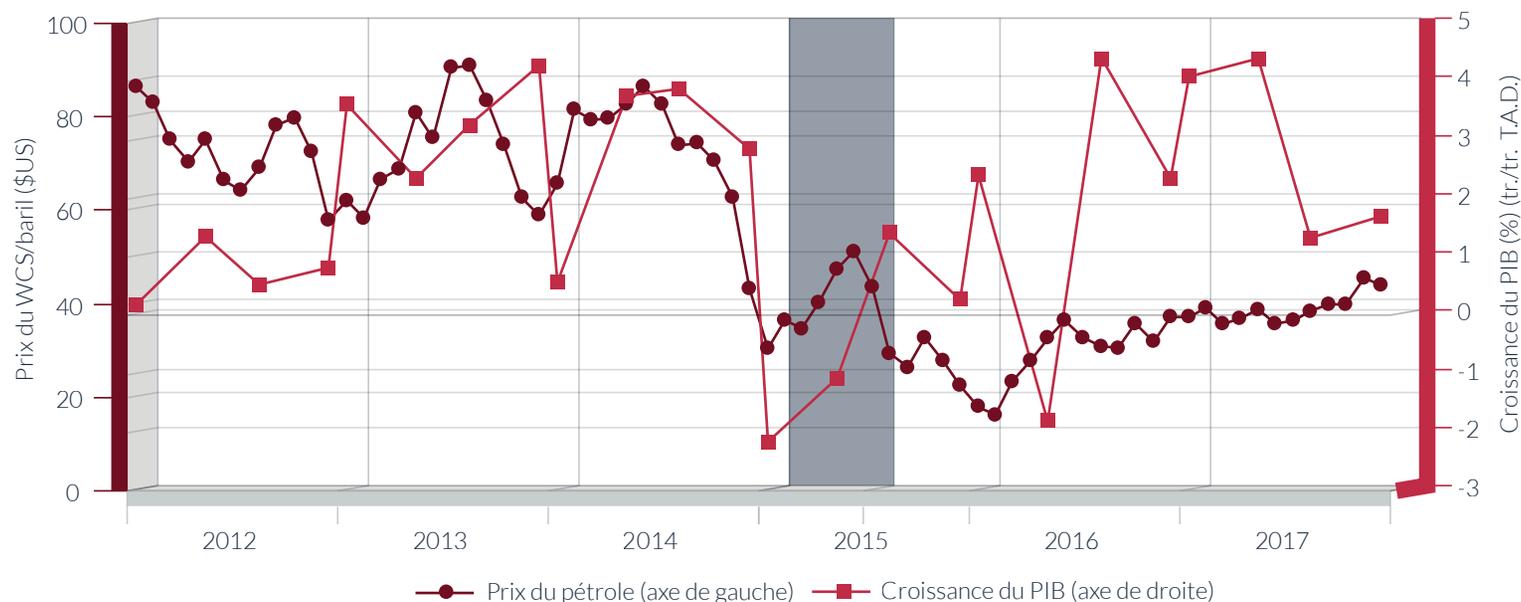
### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

Le fait que l'IHH indique que les exportations canadiennes sont diversifiées au niveau des produits ne signifie pas que le Canada est à l'abri de chocs propres à une industrie. Le prix du pétrole brut Western Canada Select est passé de **86,56 \$US**/baril en juin 2014 à **16,30 \$US**/baril en février 2016, provoquant une récession superficielle qui a duré deux trimestres et a amené la Banque du Canada à réduire les taux d'intérêt à deux reprises au début de 2015<sup>21</sup>. Cependant, la

diversité des produits exportés par le Canada a fait en sorte que le choc des prix pétroliers n'a entraîné qu'une légère contraction de l'économie. L'économie canadienne a pu s'ajuster et renouer avec la croissance même si le prix du pétrole est demeuré faible.

<sup>21</sup> Les prix du pétrole proviennent du site Web du gouvernement de l'Alberta.

Figure 19 : Prix du pétrole et croissance du PIB



Données : Gouvernement de l'Alberta, Statistique Canada.

## Objectif du Canada pour 2025

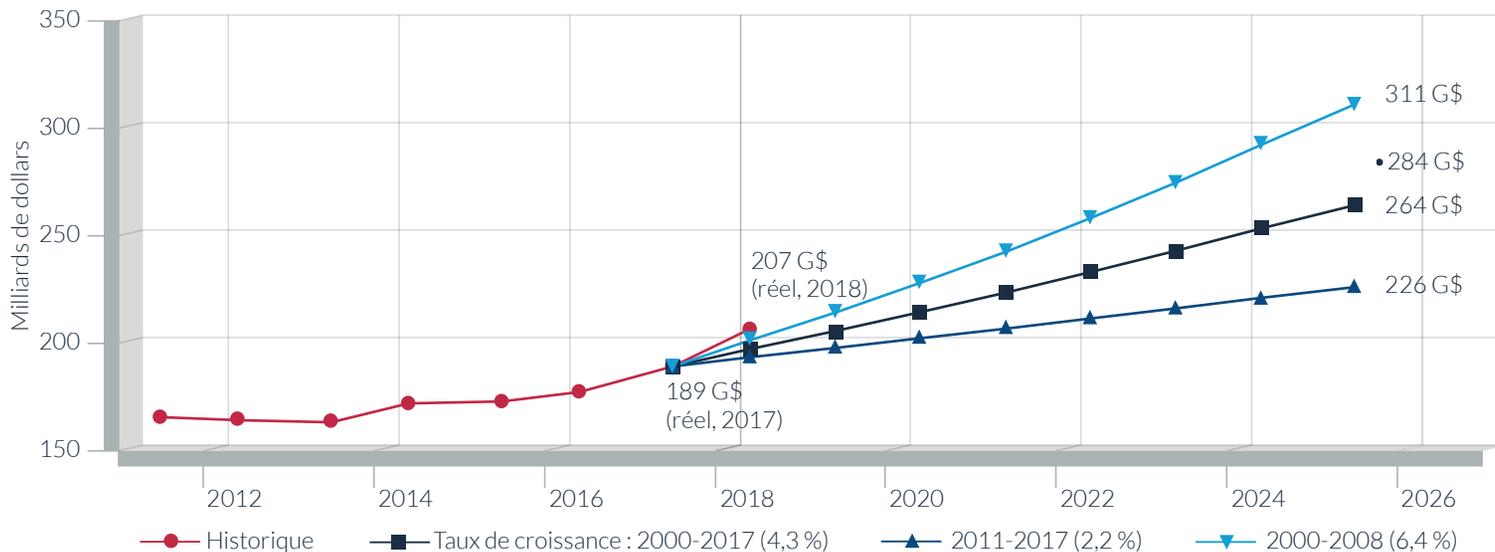
Le gouvernement canadien a reconnu la nécessité de diversifier davantage les exportations canadiennes. Dans l'*Énoncé économique de l'automne 2018* (EEA) du gouvernement du Canada, celui-ci a lancé une stratégie de diversification des exportations visant à accroître de **50 %** le potentiel d'exportation outre-mer<sup>22</sup> du Canada d'ici 2025. Tel qu'indiqué dans l'EEA, « La Stratégie de diversification des exportations investira **1,1 milliard** de dollars au cours des six prochaines années, et ce à compter de 2018-2019, pour aider les entreprises canadiennes à accéder à de

nouveaux marchés. La stratégie mettra l'accent sur trois volets principaux : investir dans les infrastructures pour appuyer le commerce, fournir aux entreprises canadiennes les ressources nécessaires pour réaliser leurs plans d'exportation et accroître les services commerciaux pour les exportateurs canadiens. »<sup>23</sup>

22 Outre-mer signifie autre que les États-Unis.

23 <sup>23</sup> *Énoncé économique de l'automne 2018*, ministère des Finances du Canada.

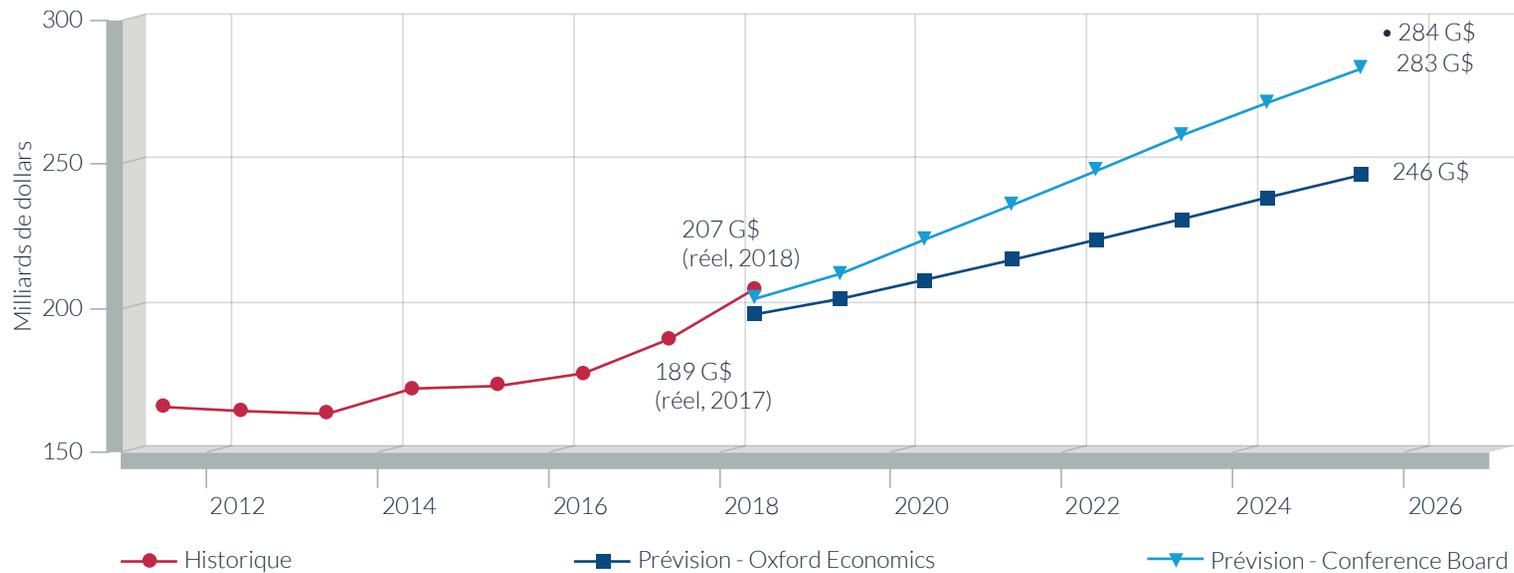
**Figure 20 :** Croissance des exportations canadiennes de biens et de services outre-mer, basée sur la croissance historique



Données : Statistique Canada, Tableau 36-10-0014-01.

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

Figure 21 : Scénarios de prévision de la croissance des exportations canadiennes de biens et de services outre-mer



Données : Statistique Canada, Tableau 36-10-0014-01, Oxford Economics, prévision mondiale, novembre 2018, Conference Board du Canada, prévision, mars 2018.

Pour atteindre cet objectif, les exportations canadiennes de biens et services outre-mer doivent atteindre **284 milliards** de dollars d'ici 2025, nécessitant un taux de croissance annuel moyen de **5,2 %** à partir de 2017<sup>24</sup>. Tran (2019a) a examiné à la fois la croissance historique et les principales prévisions pour évaluer la possibilité d'atteindre l'objectif fixé dans *l'Énoncé économique de l'automne 2018*.

Étant donné que cette analyse a été entreprise avant que les données de 2018 ne soient disponibles, elle prend en compte la croissance historique jusqu'en 2017 et la prolonge pour la période de 2017 à 2025. La figure 20 illustre trois scénarios de croissance historique étendue utilisant différentes périodes de croissance historique. Entre 2000 et 2017, les exportations canadiennes de biens et services outre-mer ont augmenté de **4,3 %** par an. Si cette tendance de la croissance se poursuivait jusqu'en 2025, les exportations canadiennes outre-mer atteindraient **264 milliards** de dollars, soit **20 milliards** de dollars de moins que l'objectif de **284 milliards** de dollars. Toutefois, au cours de la période ayant précédé la crise financière mondiale (2000-2008), les exportations du Canada outre-mer ont augmenté de **6,4 %** par année; si nous appliquons ce taux de croissance jusqu'à 2025, les exportations canadiennes vers les marchés d'outre-mer s'établiraient à **311 milliards** de dollars, soit **27,2 milliards** de dollars de plus que la cible fixée. Au cours des dernières années (2011-2017), les exportations canadiennes vers les marchés d'outre-mer n'ont progressé que de **2,2 %** par an; en projetant ce taux de croissance jusqu'à 2025, les exportations outre-mer du Canada atteindraient **226 milliards** de dollars, soit **58 milliards** de dollars de moins que l'objectif visé.

Aux fins de cette analyse du BEC, les prévisions indépendantes des exportations de biens et de services canadiens provenant de deux organismes économiques de premier plan, Oxford Economics et le Conference Board du Canada, ont également été utilisées. Les deux organismes prévoient que la conjoncture économique mondiale entre 2017 et 2025 soutiendra davantage les exportations canadiennes que celle qui a prévalu de 2011 à 2017. Selon Oxford Economics, les exportations canadiennes outre-mer devraient atteindre **246 milliards** de dollars d'ici 2025, soit une croissance de **3,3 %** par an<sup>25</sup>. Cela représente **38 milliards** de dollars de moins que l'objectif de **284 milliards** de dollars fixé pour 2025 (voir la figure 21). Selon les prévisions du Conference Board du Canada, les exportations canadiennes outre-mer devraient augmenter de **5,2 %** par an pour atteindre **283 milliards** de dollars d'ici 2025, soit tout juste sous la cible visée.

---

24 2017 est l'année de référence pour ce calcul parce que c'est la dernière année pour laquelle des données couvrant une année complète étaient disponibles au moment de l'annonce.

25 Prévisions de novembre 2018. Oxford Economics présente des prévisions des exportations nominales de biens et de services canadiens vers le monde. Pour estimer la valeur des exportations à destination des États-Unis et des marchés d'outre-mer, les parts de 2017 ont été appliquées à la croissance totale des exportations. Diverses autres parts historiques ont également été utilisées, mais toutes ont produit des résultats semblables à ceux obtenus avec les parts de 2017. Cette méthode sous-estimerait potentiellement la croissance des exportations vers les marchés d'outre-mer pour lesquels on peut s'attendre à voir la part augmenter.

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

---

Alors que la conjoncture économique mondiale devrait être plus favorable entre 2017 et 2025 qu'au cours du passé récent, les prévisions sont assujetties à certains risques. Premièrement, l'écart entre la croissance du PIB nominal au États-Unis et la croissance du PIB nominal des marchés d'outre-mer sera un facteur déterminant de la croissance des exportations vers ces derniers. Si la croissance sur les marchés d'outre-mer demeure inférieure à celle des États-Unis, les entreprises canadiennes seront davantage attirées par le marché américain, ce qui se traduira par une sous-performance des exportations vers les marchés d'outre-mer. Autrement dit, meilleure est la performance économique des États-Unis, plus il est difficile pour le Canada de diversifier ses exportations. Deuxièmement, il y a les risques géopolitiques et le fait qu'une économie développée comme celle des États-Unis a tendance à poser des risques géopolitiques moindres en raison de la présence d'un système juridique et financier solide, d'institutions démocratiques et d'une économie de marché, sans compter ses liens historiques étroits avec le Canada. L'inverse s'observe sur certains marchés d'outre-mer émergents. Enfin, il y a des risques de perturbation du commerce associés à la montée des sentiments hostiles au commerce, qui a suscité des tensions entre les principales économies du monde, dont plusieurs figurent parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada. Il est difficile de prédire le résultat de ces tensions commerciales. Les conséquences négatives potentielles incluent des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, des baisses éventuelles du revenu et de la demande mondiale et la création de blocs commerciaux concurrentiels, qui nuiraient aux

exportations canadiennes. En revanche, résoudre les problèmes qui ont abouti à la montée des tensions pourrait renforcer les relations commerciales et favoriser les échanges commerciaux dans le monde.

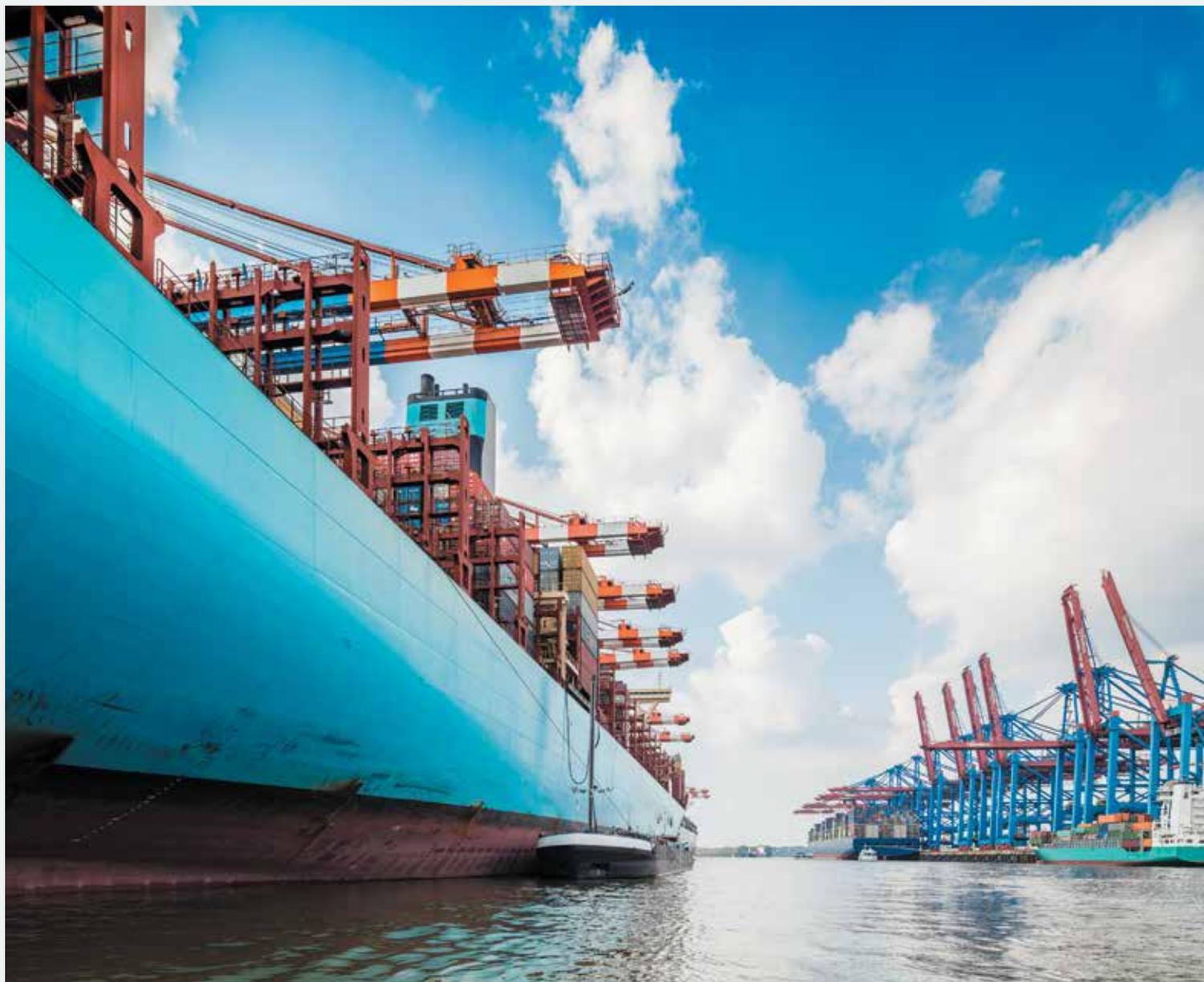
#### Chapitre 3.1 Principaux points à retenir :

- La diversification du commerce comporte plusieurs dimensions. Celles-ci incluent, mais sans s'y limiter, la diversification géographique, la diversité des produits, la répartition régionale des exportateurs, le type d'exportateur et la propriété.
- Le Canada a une marge de diversification, en particulier sous la dimension géographique, où les exportations canadiennes sont actuellement considérées comme étant concentrées.
- Le gouvernement canadien a fait de la diversification du commerce un objectif et s'est fixé comme cible d'accroître de 50 % les exportations vers les marchés d'outre-mer d'ici 2025.

### 3.1 Que signifie la diversification du commerce

---

107



## Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

### Tour d'horizon



#### Chemin vers la diversification

#### 1. Abaisser les barrières tarifaires grâce à des ALÉ

Les ALÉ peuvent réduire les droits de douane, les quotas et les barrières non tarifaires.

#### 2. Entrer tôt sur les marchés en forte croissance

Les marchés émergents et les économies en développement ont crû à un taux annuel de **9,1 %** entre 2000 et 2018, soit beaucoup plus rapidement que les économies avancées.

#### 3. Diversification par le biais des États-Unis

La plupart des exportateurs pénètrent de nouveaux marchés après avoir exporté d'abord aux États-Unis.

#### 4. Commerce numérique

Entre 2006 et 2016, les exportations de services facilités par les TIC ont crû de **67 %**.

#### 5. Appuyer les PME

En 2017, les PME comptaient pour **99,8 %** des employeurs canadiens, mais seulement **11,7 %** exportaient.

6. Villes



**TOP 40**

En 2030, 16 villes aux États-Unis et 8 en Chine devraient figurer parmi les 40 villes offrant les occasions les plus intéressantes aux entreprises canadiennes.

19<sup>e</sup>, Seattle



12<sup>e</sup>, San Francisco

32<sup>e</sup>, Minneapolis



34<sup>e</sup>, Détroit



17<sup>e</sup>, Philadelphie



6<sup>e</sup>, Chicago



14<sup>e</sup>, Boston



1<sup>re</sup>, New York



33<sup>e</sup>, San Jose



18<sup>e</sup>, Atlanta



13<sup>e</sup>, Washington



9<sup>e</sup>, Dallas



4<sup>e</sup>, Los Angeles-Long Beach



28<sup>e</sup>, Phoenix



10<sup>e</sup>, Houston



22<sup>e</sup>, Miami

38<sup>e</sup>, Chengdu



5<sup>e</sup>, Beijing



36<sup>e</sup>, Tianjin

16<sup>e</sup>, Chongqing



15<sup>e</sup>, Shenzhen



7<sup>e</sup>, Shanghai



26<sup>e</sup>, Guangzhou



11<sup>e</sup>, RAS de Hong Kong

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

Les pays ne commercent pas, ce sont les entreprises et les personnes de ces pays qui le font. Ce que le gouvernement canadien peut faire, c'est de tenter de créer un environnement qui permet aux entreprises canadiennes de s'implanter sur les marchés mondiaux et de tirer parti des possibilités qu'ils offrent. Le gouvernement du Canada peut également contribuer à réduire les frictions commerciales (coûts), par exemple en négociant des réductions tarifaires et en harmonisant les normes dans les accords commerciaux, en fournissant aux exportateurs des renseignements sur les marchés ou en offrant un régime d'assurance à l'exportation. Le gouvernement peut aussi aider à réduire les obstacles auxquels se heurtent les exportateurs canadiens et fournir un soutien et des outils pour aider les entreprises canadiennes qui veulent prendre de l'expansion sur les marchés étrangers. La section qui suit explore quelques moyens possibles de diversifier davantage les exportations canadiennes.

## Réduire les obstacles au commerce par des accords de libre-échange

Selon Affaires mondiales Canada, « Les ALE ouvrent les marchés aux entreprises canadiennes en réduisant les barrières commerciales, telles que les tarifs douaniers, les quotas ou les barrières non-tarifaires. Ils créent des conditions de concurrence plus prévisibles, plus équitables et plus transparentes pour les entreprises actives sur les marchés étrangers. Les ALE du Canada couvrent pratiquement tous les échanges commerciaux entre les parties liées par l'accord. De nombreux ALE du Canada vont au-delà des accords de commerce traditionnels pour englober des domaines tels que les services, la propriété intellectuelle et les investissements. »<sup>26</sup>

---

26  [Affaires mondiales Canada](#).

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

Avec la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et la ratification de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), le Canada aura conclu 14 ALE avec 51 pays; les partenaires de ces ALE représentaient 62 % du PIB mondial en 2018. En réduisant les obstacles au commerce, ces accords de libre-échange peuvent aider à diversifier les exportations canadiennes et à développer le commerce avec les marchés d'outre-mer. Deux récents rapports d'analyse du BEC ont examiné les avantages des ALE pour les exportateurs canadiens; le premier rapport analyse les avantages de l'AECG, tandis que le second examine les avantages de l'Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC)<sup>27</sup>.

L'AECG est entré en vigueur le 21 septembre 2017. À l'époque, l'AECG était de loin l'accord commercial le plus ambitieux conclu par le Canada depuis l'ALENA, en raison de l'importance de l'UE comme partenaire commercial du Canada (l'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada après les États-Unis) et de la portée de cet accord, qui fixe de nouvelles normes pour les échanges de biens et de services, les obstacles non tarifaires, l'investissement et les marchés publics, ainsi que dans d'autres domaines tels que l'emploi et l'environnement.

Boileau (2018) a analysé la performance des exportations de marchandises canadiennes vers l'UE au cours des douze premiers mois suivant l'entrée en vigueur de l'AECG<sup>28</sup>. L'analyse a révélé que les exportations canadiennes ont augmenté de

3,8 % (par rapport à la période de 12 mois précédente) et qu'en excluant les pierres et métaux précieux (SH 71), les exportations canadiennes avaient augmenté de 13 %. Toutefois, dans certains secteurs, les exportations canadiennes vers l'UE ont enregistré des gains beaucoup plus importants, les cinq premiers étant l'aluminium (280 %), les véhicules et pièces d'automobiles (81 %), les produits chimiques inorganiques (73 %), les combustibles minéraux et le pétrole (63 %) et divers métaux de base (56 %)<sup>29</sup>.

---

27 Au moment de la rédaction du présent rapport, le Bureau de l'économiste en chef n'avait pas encore entrepris l'analyse des avantages du PTPGP. Puisque cet accord n'est en vigueur que depuis le 30 décembre 2018, nous ne disposons pas encore de données suffisantes pour faire une analyse significative de l'impact du PTPGP sur les échanges commerciaux du Canada.

28 D'octobre 2017 à septembre 2018.

29 Ce sont les exportations dont la croissance est la plus rapide au niveau SH 2. Les exportations d'une valeur inférieure à 150 millions de dollars entre octobre 2017 et septembre 2018 ont été exclues.

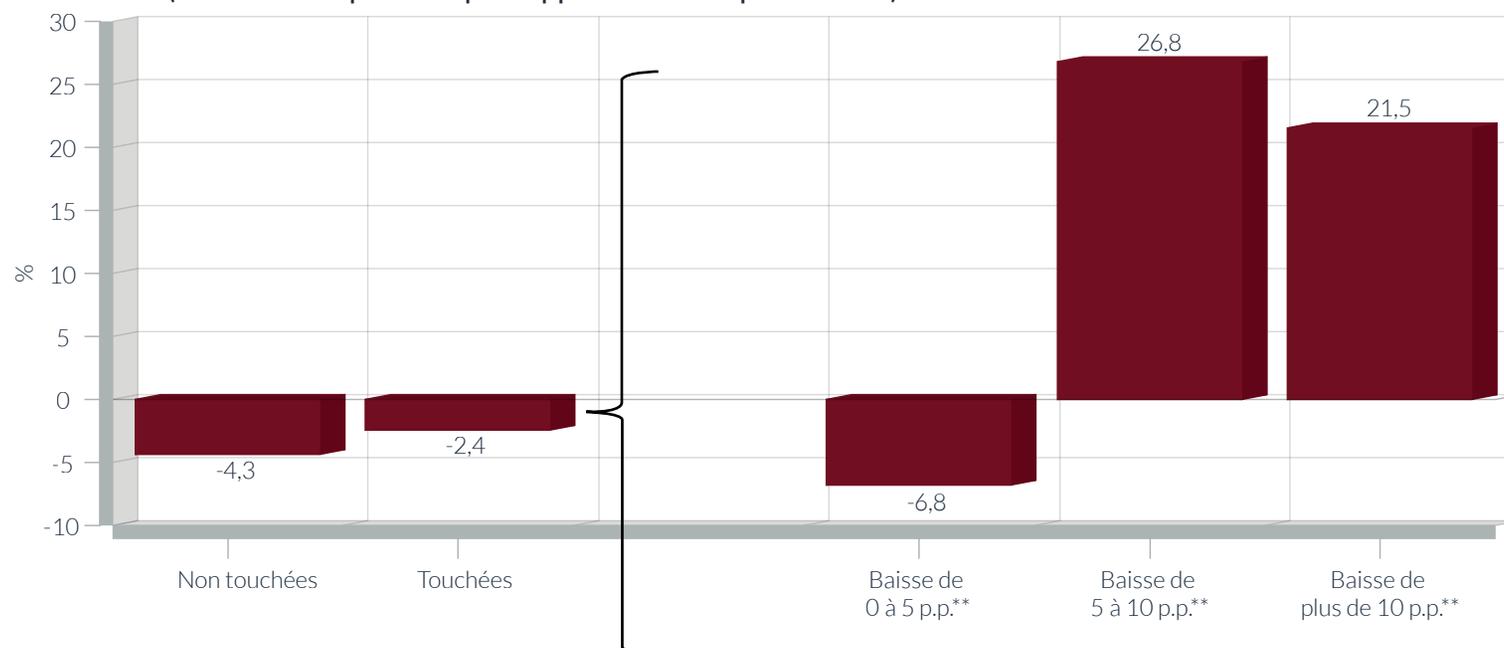
### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

L'analyse a également porté sur l'impact de la suppression ou de la réduction des droits de douane sur les exportations de marchandises canadiennes vers l'UE<sup>30</sup>. L'analyse révèle que les produits qui ont connu les plus fortes baisses de droits tarifaires par suite de l'AECG ont enregistré les gains commerciaux les plus importants. Sur la même période de 12 mois, les exportations de produits du Canada vers l'UE ayant profité d'une baisse tarifaire de plus de **5 points** de pourcentage (p.p.)

ont augmenté de **25 %**, en comparaison des exportations de produits n'ayant pas connu de réduction tarifaire, qui ont reculé de **4,3 %**.

<sup>30</sup> Les hausses des exportations ont été calculées à l'aide des données d'Eurostat sur les importations de l'UE.

**Figure 22 :** Croissance des exportations canadiennes vers l'UE selon le niveau de réduction tarifaire\* (oct. 2017 - sept. 2018 par rapport à l'année précédente)



Données : Eurostat, calculs du Bureau de l'économiste en chef.

\* Les hausses des exportations ont été calculées à l'aide des données d'Eurostat sur les importations de l'UE. / \*\* Point(s) de pourcentage.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

Un examen plus attentif des produits touchés (ceux ayant bénéficié d'une baisse ou d'une suppression des droits tarifaires) révèle que les produits ayant connu une baisse tarifaire de **5 à 10 p.p.** ont vu les exportations canadiennes vers l'UE augmenter de **27 %**, tandis que ceux ayant connu une baisse tarifaire de plus de **10 p.p.** ont vu leurs exportations progresser de **22 %**. Les exportations de produits ayant connu une baisse de **0 à 5 p.p.** ont fléchi de **6,8 %**. Le rapport de 2018 publié sur le site Web d'Affaires mondiales Canada renferme plus de détails sur les produits qui ont dominé les gains dans ces catégories.

Bien que les avantages de l'AECG soient déjà évidents, l'accord n'est en vigueur que depuis octobre 2017, et il faut souvent un certain temps avant que les avantages découlant d'un ALE se concrétisent. L'ALECC, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, offre une plus longue période pour évaluer les avantages d'un ALE.

Michaelyshyn et Yu (2019) ont analysé les effets de l'ALECC sur les exportations et les importations canadiennes à destination ou en provenance de la Corée du Sud au cours des quatre années d'application de l'accord (2015 à 2018). L'analyse révèle que les exportations totales de marchandises du Canada vers la

Corée du Sud sont passées de **6,0 milliards** de dollars en 2014, année précédant l'entrée en vigueur de l'ALECC, à **7,5 milliards** de dollars en 2018, soit une augmentation de **25 %**, après avoir surmonté des baisses initiales en 2015 et 2016<sup>31</sup>. Les importations canadiennes en provenance de la Corée sont passées de **7,2 milliards** de dollars à **9,4 milliards** de dollars sur la même période, une hausse de **30 %**.

En examinant l'impact des réductions tarifaires, l'étude a permis de constater que les exportations vers la Corée de tous les produits touchés ont augmenté de **36 %** après l'ALECC (entre 2015 et 2018), comparativement à une croissance de **22 %** au cours de la période précédant l'accord (entre 2012 et 2014). Les produits ayant connu les réductions tarifaires les plus importantes sont ceux qui ont enregistré la plus forte croissance après l'ALECC. On peut le constater pour les produits ayant bénéficié de réductions tarifaires de plus de **10 p.p.** Les exportations canadiennes de ces produits vers la Corée ont augmenté de **46 %** après l'ALECC, comparativement à **3,4 %** avant l'entrée en vigueur de l'accord.

---

31 Les hausses des exportations ont été calculées à l'aide des données sur les importations coréennes produites par le ministère de la Stratégie et des Finances de la Corée.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

**Tableau 23 :** Croissance du commerce entre le Canada et la Corée selon le niveau de réduction tarifaire

<b>Croissance des exportations canadiennes de marchandises en Corée</b>				
<b>Réduction tarifaire (points de pourcentage)</b>	<b>Entre 2012 et 2014</b>		<b>Entre 2015 et 2018</b>	
	<b>\$ millions</b>	<b>%</b>	<b>\$ millions</b>	<b>%</b>
<b>0,1 à 5</b>	160,6	22,0	608,9	100,9
<b>5,1 à 10</b>	194,7	26,7	-54,2	-5,4
<b>+ de 10</b>	7,1	3,4	110,0	46,2
<b>Tous les produits touchés</b>	362,4	21,7	664,7	35,9
<b>Tous les produits non touchés</b>	392,4	11,0	1 718,0	53,3
<b>Ensemble des produits</b>	754,8	14,4	2 382,7	47,0

<b>Croissance des importations canadiennes de marchandises en provenance de la Corée</b>				
<b>Réduction tarifaire (points de pourcentage)</b>	<b>Entre 2012 et 2014</b>		<b>Entre 2015 et 2018</b>	
	<b>\$ millions</b>	<b>%</b>	<b>\$ millions</b>	<b>%</b>
<b>0,1 à 5</b>	65,0	24,3	187,3	45,6
<b>5,1 à 10</b>	400,4	14,6	350,5	10,2
<b>+ de 10</b>	2,7	7,0	7,5	14,8
<b>Tous les produits touchés</b>	468,1	15,3	545,3	14,0
<b>Tous les produits non touchés</b>	410,7	12,4	646,8	14,9
<b>Ensemble des produits</b>	878,8	13,8	1 192,2	14,5

Données : Statistique Canada et ministère de la Stratégie et des Finances de la Corée.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

Un examen des importations canadiennes en provenance de la Corée montre que les produits touchés et les produits non touchés par des baisses tarifaires ont connu une croissance similaire après l'entrée en vigueur de l'ALECC. Il y a eu une forte augmentation de la croissance des importations des produits ayant bénéficié de réductions tarifaires de l'ordre de **0,1 à 5 p.p.** Les importations de ces produits ont progressé de **46 %** durant la période postérieure à l'ALECC, comparativement à **24 %** avant l'accord.

Les deux analyses du BEC indiquent que les accords de libre-échange sont un moyen efficace de réduire les obstacles empêchant les exportateurs canadiens d'accéder aux marchés étrangers. Les exportations canadiennes ont augmenté au cours des périodes postérieures à l'application des ALE, en particulier pour les produits visés par une forte baisse tarifaire. Bien que le Canada compte déjà un large éventail de partenaires d'ALE, la conclusion d'autres accords de libre-échange avec de nouveaux pays et le renforcement des accords de libre-échange existants sont des moyens dont dispose le Canada pour diversifier davantage ses échanges commerciaux.

Affaires mondiales Canada s'emploie activement à promouvoir l'AECG, l'ALECC et les autres accords de libre-échange conclus par le Canada afin de s'assurer que les exportateurs canadiens sont informés des avantages de ces accords et du traitement de leurs produits et services aux termes de ceux-ci. Les entreprises canadiennes sont invitées à consulter le site Web d'Affaires mondiales Canada pour découvrir comment elles peuvent tirer parti de [l'AECG](#), de [l'ALECC](#), du [PTPGP](#) et des nombreux autres [accords de libre-échange du Canada](#).



## Entrer tôt sur les marchés en croissance rapide

La taille économique d'un pays joue un rôle important dans sa demande d'importations. Ainsi, la croissance de ses importations est alimentée par la croissance de son PIB. Mais tous les pays ne croissent pas au même rythme. Les données sur le PIB<sup>32</sup> indiquent que la production mondiale a augmenté à un taux annuel moyen de **5,2 %** entre 2000 et 2018. Cependant, on observait une grande disparité entre la croissance des économies avancées, affichant un taux moyen de **3,7 %** sur cette période, et celle des économies de marché émergentes et des économies en développement<sup>33</sup>, dont la croissance a progressé à un taux beaucoup plus rapide de **9,1 %**. Les deux plus grands marchés émergents, la Chine et l'Inde, ont enregistré une croissance annuelle moyenne du PIB réel de **9,1 %** et de **7,3 %**, respectivement. À l'opposé, les États-Unis, principal partenaire commercial du Canada, ont enregistré une croissance annuelle moyenne de **1,9 %** au cours de la même période. On peut penser que ces marchés en croissance plus rapide, comme la Chine et l'Inde, offrent au Canada une excellente occasion de diversifier davantage ses exportations et de tirer parti de l'expansion du PIB et de la demande d'importations dans ces économies. Alors que la théorie économique suggère que les exportations canadiennes graviteront naturellement vers les grands marchés, Scarffe (2019c) se demande s'il est avantageux ou non de commercer avec des économies en croissance rapide. Plus précisément, le Canada a-t-il intérêt à faire un effort stratégique pour accroître ses exportations

vers ces économies, et est-il préférable d'accéder à ces marchés aux premiers stades de leur croissance?

L'étude utilise comme cadre un modèle de gravité et ses résultats préliminaires indiquent qu'il est avantageux d'exporter vers des économies en croissance rapide. Ainsi, sur une période de cinq ans, l'étude montre qu'une hausse de **1 p.p.** du taux de croissance du marché d'importation entraînait une augmentation de **0,11 %** du niveau des exportations canadiennes, et un gain supplémentaire de **0,16 %** lorsque le Canada était présent sur ce marché avant qu'il soit en croissance<sup>34</sup>. S'appuyant sur ces résultats, l'étude conclut que, compte tenu de la forte corrélation entre la croissance des marchés d'importation et la croissance du PIB, le Canada devrait continuer à encourager les entreprises à faire du commerce avec les marchés émergents en croissance rapide.

Aider les entreprises exportatrices canadiennes à entrer et à évoluer sur les marchés émergents en croissance rapide, notamment aux premiers stades de leur croissance, semble être une autre stratégie susceptible d'aider le Canada à diversifier davantage ses exportations.

32 Fonds monétaire international, base de données de *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019.

33 Les « économies avancées » et les « marchés émergents et économies en développement » sont des groupes de pays définis par le Fonds monétaire international. Une liste des pays de chaque groupe est disponible à l'adresse : [site Web WEO du FMI](#).

34 Calculs faits au niveau des produits de la classification SH4.

## Diversifier par le biais des États-Unis

Cependant, encourager les exportateurs canadiens à s'implanter sur de nouveaux marchés en croissance rapide n'est pas une affaire simple. Une étude réalisée par Yu (2019) au niveau des entreprises révèle des profils particuliers quant à la façon dont les entreprises canadiennes se mettent à exporter et au parcours qu'elles empruntent pour desservir de nouveaux marchés. Tout d'abord, **70 %** des exportateurs ne desservent qu'un seul marché, habituellement les États-Unis. Puis, **20 %** seulement exportent vers deux à cinq marchés, et **9,3 %** expédient leurs produits vers six marchés ou plus<sup>35</sup>. Ces résultats corroborent ceux de la recherche effectuée par Export et développement Canada (EDC), qui indiquent que la plupart des exportateurs canadiens vendent quelques produits sélectionnés sur un seul marché d'exportation (voir l'encadré « Observations d'Exportation et développement Canada, Tendances et avantages de la diversification des exportations canadiennes »).

Chaque année, environ **20 %** des exportateurs canadiens cessent d'exporter et un nombre un peu plus élevé commencent à exporter pour la première fois. Environ **80 %** des nouveaux exportateurs sont des petites et moyennes entreprises (PME) qui exportent vers un seul marché et près de **70 %** des nouveaux exportateurs choisissent les États-Unis comme première destination à l'exportation. Les taux de survie de ces nouveaux exportateurs sont faibles et près de la moitié cessent d'exporter après la première année. Seulement **30 %** des nouveaux exportateurs sont encore actifs sur le marché d'exportation quatre ans plus tard, en moyenne. Les taux de survie sont encore plus bas parmi les exportateurs qui vendent leurs produits dans des régions plus éloignées<sup>36</sup>. Cependant, pour les exportateurs qui ont réussi à s'implanter, les exportations ont progressé rapidement (voir la figure 23).

---

35 Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100 %.

36 Le taux de survie moyen des exportateurs vers les États-Unis était de 5,5 ans, contre 4,9 ans pour l'Asie et 4,6 ans pour l'Amérique latine.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

Figure 23 : Exportations moyennes des entreprises après l'entrée initiale



Données : Statistique Canada, calculs du Bureau de l'économiste en chef.

Les exportateurs qui survivent à leur première année ont tendance à se diversifier vers d'autres marchés que les États-Unis. Chaque année, **20 %** de tous les exportateurs pénètrent de nouveaux marchés. La stratégie de diversification des exportateurs canadiens prend principalement la forme d'une succession de mouvements avec le même produit, d'abord sur le marché américain, puis en prenant de l'expansion soit en Europe et en Asie.

Cette recherche fait ressortir que les États-Unis constituent un important premier marché d'exportation pour la plupart des PME, ainsi qu'un banc d'essai pour plusieurs qui se diversifient subséquemment sur les marchés d'outre-mer.

## Observations d'Exportation et Développement Canada sur la diversification

### Tendances et avantages de la diversification des exportations canadiennes

Une étude effectuée par EDC\* constate que la plupart des exportateurs canadiens de marchandises (89 %) vendent leurs produits sur cinq marchés ou moins, habituellement les États-Unis. De même, la plupart des entreprises exportent uniquement quelques produits, et 75 % des exportateurs exportent cinq produits ou moins. Cependant, en termes de

**Tableau A :** Exportateurs canadiens et exportations canadiennes de marchandises, selon le nombre de marchés et de produits (pourcentages des totaux)

Nombre d'exportateurs				
Nombre de produits exportés	Nombre de marchés d'exportation			Total
	1 à 5	6 à 10	11 et plus	
1 à 5	72 %	2 %	1 %	75 %
6 à 10	10 %	2 %	1 %	13 %
11 et plus	6 %	2 %	4 %	12 %
<b>Total</b>	<b>89 %</b>	<b>6 %</b>	<b>6 %</b>	<b>100 %</b>

Valeurs à l'exportation				
Nombre de produits exportés	Nombre de marchés d'exportation			Total
	1 à 5	6 à 10	11 et plus	
1 à 5	13 %	1 %	2 %	16 %
6 à 10	8 %	2 %	3 %	13 %
11 et plus	17 %	11 %	42 %	71 %
<b>Total</b>	<b>38 %</b>	<b>14 %</b>	<b>47 %</b>	<b>100 %</b>

Sources : Statistiques Canada et Service économique, EDC

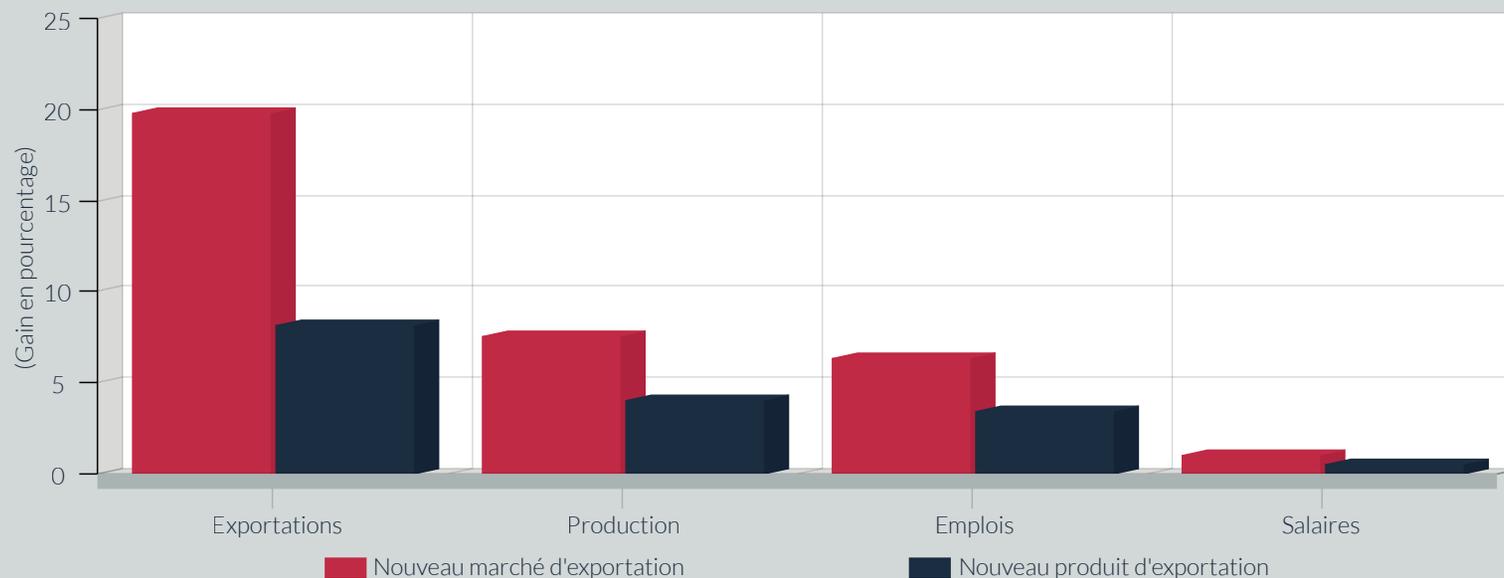
Note : Les moyennes annuelles sont fondées sur des données au niveau de l'entreprise pour 2010-2015.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

valeur, la tendance des exportations canadiennes de marchandises est passablement différente : en valeur, la plus grande partie des exportations de marchandises (42 %) sont le fait d'un sous-groupe plus restreint d'entreprises (4 %) qui exportent de nombreux produits (11 et plus) vers plusieurs marchés d'exportation (11 et plus).

L'étude d'EDC fait aussi ressortir que les exportateurs capables de rejoindre de nouveaux marchés et d'exporter plus de produits ont une meilleure performance comme entreprise. Outre des exportations accrues, ils ont aussi une plus grande production, emploient plus de travailleurs et versent des salaires plus élevés que les entreprises de taille similaire, dans des industries similaires, qui exportent vers moins de marchés ou qui exportent moins de produits.

**Figure A :** Bénéfices de la diversification – une performance supérieure pour les firmes exportant plus de produits vers plus de marchés (gains en pourcentage)



Sources : Statistiques Canada et Service économique, EDC

Note : Les résultats de régression neutralisent l'effet de l'année, de l'industrie et de l'emploi, et sont fondés sur des données annuelles pour 2010-2015.

\* Tapp, Stephen, et Yan, Beiling (2019). « Patterns and Benefits of Canadian Export Diversification », Exportation et développement Canada (EDC), Service de la recherche et de l'analyse (travail en cours).

## Commerce numérique et diversification

S'il est important d'examiner l'évolution passée et actuelle de la manière dont les exportateurs canadiens accèdent aux marchés, il faut également garder à l'esprit que la façon dont les entreprises canadiennes exportent et rejoignent des marchés étrangers ne cesse de changer et d'évoluer. Cela est peut-être plus vrai aujourd'hui que jamais auparavant. L'accès à Internet, les technologies numériques et la circulation des données au sein de l'économie et au-delà des frontières transforment la nature, les structures et les acteurs de l'économie en général, avec des conséquences notables sur le commerce international des biens et des services.

Des recherches menées par Tran (2019b) ont mis en évidence deux effets majeurs de la technologie et de la numérisation sur le commerce international : 1) les technologies numériques habilitent le commerce international en facilitant les transactions et en abaissant les coûts; 2) l'Internet est également un mode de livraison pour le commerce international.



### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

#### Les technologies qui facilitent le commerce numérique

Les technologies numériques facilitent les échanges commerciaux en réduisant les délais et les coûts, tout en simplifiant le processus de passation d'une commande. Dans l'optique de la réduction des délais et des coûts, les technologies numériques ont amélioré le transport et la logistique, raccourcissant effectivement les distances. De plus, les nouvelles technologies favorisent une planification plus efficace des itinéraires et permettent aux exportateurs d'y apporter des ajustements en temps réel. Elles permettent également d'optimiser les réseaux d'entreposage et de distribution. Les technologies numériques facilitent par ailleurs les mouvements transfrontières. L'échange de données informatisé (EDI) permet aux exportateurs et aux importateurs de soumettre électroniquement des documents à la frontière, tandis que le guichet unique électronique leur permet de soumettre les documents à un seul point plutôt qu'à plusieurs, réduisant ainsi les délais et les coûts. En outre, les technologies numériques fournissent une information accrue et de meilleure qualité à la fois aux vendeurs (exportateurs) et aux acheteurs (importateurs). L'Internet abaisse le coût des opérations de recherche, de vérification, de suivi et de traduction de cette information, ce qui

peut potentiellement renforcer la confiance dans les transactions transfrontières. Enfin, les avancées au niveau des technologies financières – les *fintech*<sup>37</sup> – facilitent les paiements transfrontaliers, en les rendant moins chers et plus sûrs. Parallèlement aux économies de temps et de coût, l'Internet facilite le processus de passation des commandes en donnant aux consommateurs la possibilité de commander des biens et des services partout dans le monde, directement auprès d'un producteur ou via une plate-forme numérique.

---

37 Les technologies employées et appliquées dans le secteur des services financiers.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

L'effet habilitant des technologies numériques pourrait profiter au commerce de certains produits plus que d'autres, en modifiant la composition du commerce canadien et, éventuellement, la diversification des produits échangés. L'Organisation mondiale du commerce reconnaît trois types de biens susceptibles de profiter davantage de l'effet d'habilitation du numérique : les produits sensibles au temps, les produits qui nécessitent une certification poussée et les produits à forte intensité contractuelle. Parmi les produits sensibles au temps, il y a les biens intermédiaires qui se trouvent dans les systèmes de livraison juste à temps, les denrées périssables et les fournitures médicales d'urgence. Le commerce transfrontalier de ces types de produits profite du fait que l'on peut acheminer les biens plus efficacement, prévoir leur arrivée et même intégrer l'intelligence artificielle dans le réseau complexe de production et de distribution. Les produits nécessitant une certification bénéficient de la réduction des asymétries d'information et des coûts de recherche. L'Internet des objets, les capteurs et la technologie des chaînes de blocs peuvent rendre le processus de production et de certification plus transparent, et les produits à forte intensité contractuelle peuvent utiliser les technologies numériques pour renforcer la confiance (p. ex. grâce à des systèmes de notation et d'appariement), réduisant le besoin de recourir à des intermédiaires pour accroître la confiance. Les contrats utilisant la technologie des chaînes de blocs peuvent également renforcer la confiance et réduire la paperasse inefficace.

En dépit des promesses habilitantes d'Internet et des technologies numériques, il est essentiel de rattraper le retard au niveau des mesures pour faire progresser notre compréhension du commerce numérique. Les mesures actuelles sont affaiblies par des données manquantes, des données mal attribuées ou l'incapacité de saisir certains aspects du commerce numérique. À titre d'exemple, les mesures actuelles consignent tous les biens qui traversent une frontière, mais elles ne permettent pas de savoir si le bien a été commandé par voie numérique ou non. Du côté des services, un problème similaire se pose, outre le fait que certaines données liées aux services sont actuellement absentes du tableau. Ainsi, un Canadien fournissant des services de traduction à des étrangers par Internet peut ne pas être inclus dans les statistiques actuelles du commerce des services, car celles-ci mettent l'accent sur les transactions entre entreprises.

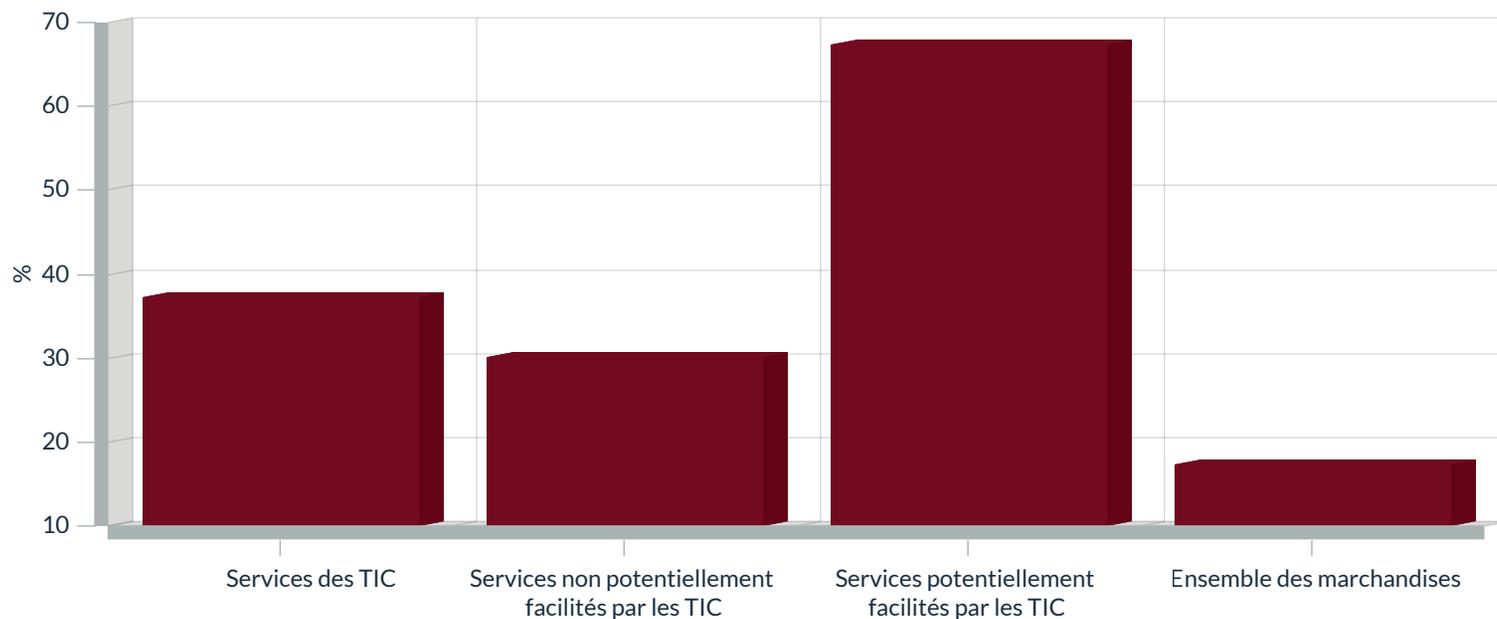
### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

#### Internet comme facilitateur du commerce

L'Internet est de plus en plus utilisé comme mode de livraison transfrontière de biens et de services numériques. En raison des problèmes de données susmentionnés, nous n'avons pas une image précise du commerce des biens livrés sous forme

numérique, mais certaines données illustratives montrent comment les technologies de l'information et des communications (TIC) peuvent promouvoir une expansion du commerce des services.

Figure 24 : Croissance des exportations canadiennes, 2006-2016



Données : Statistique Canada.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

Rostami (2018) définit trois catégories d'exportations de services : les services de TIC, les services potentiellement facilités par les TIC, et les services non potentiellement facilités par les TIC<sup>38</sup>. La première catégorie comprend les services de télécommunications, les services informatiques et les redevances d'utilisation de la propriété intellectuelle liée aux logiciels. La seconde comprend les services pouvant éventuellement être fournis à distance sur un réseau de TIC (p. ex. les assurances, les services financiers, les services d'information, les services de gestion, la publicité et les services connexes, les services de télécommunications et la R-D, pour n'en nommer que quelques-uns). La troisième catégorie englobe les services qui ne seront vraisemblablement pas exportés sur Internet (p. ex. les services d'entretien et de réparation, les services postaux et de messagerie, les services de construction, les commissions non financières, la location de matériel).

Le rapport illustre l'impact de la numérisation sur les exportations canadiennes. Entre 2006 et 2016, les exportations canadiennes de services potentiellement facilités par les TIC ont augmenté de **67 %**, contre **37 %** pour les exportations de services de TIC, **30 %** pour les exportations de services non potentiellement facilités par les TIC et **17 %** pour les exportations totales de marchandises.

Tant les technologies numériques qu'Internet favorisent les échanges internationaux et de nombreux services (et même certains biens) sont exportés au-delà des frontières via Internet. Cela a pour effet d'atténuer l'effet de la distance sur le commerce et, dans certains cas, de faciliter l'accès aux

marchés éloignés pour les exportateurs. Devant ce constat, il est raisonnable de considérer le commerce numérique comme un outil utile de diversification et d'expansion des exportations vers les marchés d'outre-mer. Encourager les exportateurs canadiens à adopter les technologies numériques et veiller à ce que tous les Canadiens aient accès aux technologies nouvelles et émergentes peut constituer un moyen de diversification supplémentaire. Certaines données initiales montrent que les exportateurs canadiens sont plus susceptibles d'adopter des technologies que les entreprises non exportatrices (bien que l'impact de la taille sur l'adoption de la technologie et le statut à l'exportation requièrent une analyse plus approfondie)<sup>39</sup>; selon Bédard-Maltais (2018), les entreprises qui sont à l'avant-garde sur le plan numérique ont une probabilité **70 %** plus élevée d'exporter.

---

38 Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et Statistique Canada, ce sont « les services pouvant être fournis à distance sur des réseaux de TIC, mais pouvant aussi l'être par d'autres moyens ».

39 Ainsi, l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* indique que les PME exportatrices ont une propension plus élevée que les entreprises non exportatrices à utiliser l'infonuagique (51 % contre 26 %), l'analyse des données (37 % contre 19 %), la gestion de la relation client (27 % contre 15 %), la planification des ressources de l'entreprise (15 % contre 6,4 %) et les interfaces de programmation d'applications (22 % contre 7,8 %).

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

## PME et diversification des exportations

Sekkel (2019) a récemment réalisé une étude sur la participation des PME au commerce international. En utilisant l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* comme principale source de données, le rapport a

révélé que malgré leur grande importance sur le marché intérieur, les PME canadiennes participent peu à l'exportation.

Figure 25 : PME exportatrices canadiennes

Figure 25-A :  
Proportion des PME canadiennes qui exportent

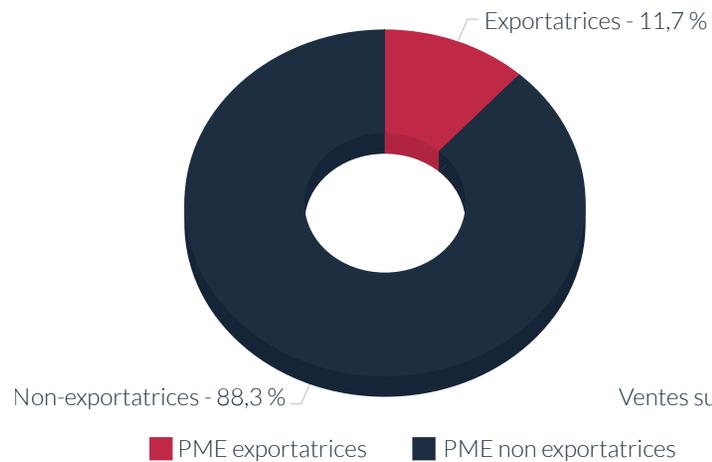
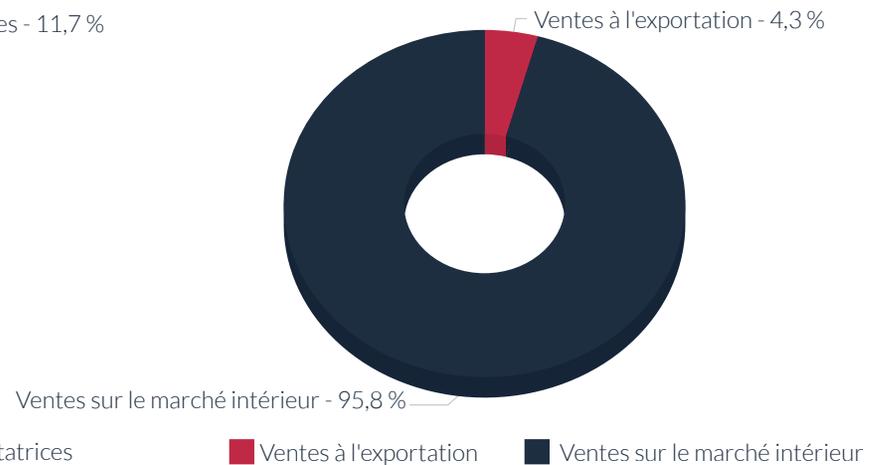


Figure 25-B :  
Part des exportations dans les ventes totales des PME canadiennes



### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

---

Les PME représentent la majorité des entreprises canadiennes et apportent une contribution substantielle à l'économie. En 2017, il y avait environ **1,2 million** de PME au Canada, soit plus de **99 %** de toutes les entreprises offrant de l'emploi<sup>40</sup>. Les PME étaient à l'origine de **89 %** de tous les emplois du secteur privé en 2017 et représentaient environ **50 %** du PIB entre 2012 et 2014. L'importance des PME dans l'économie en général n'est pas unique au Canada. À l'échelle mondiale, les PME représentent **95 %** de l'ensemble des entreprises, environ **50 %** du PIB et quelque **60 %** des emplois (OMC, 2016).

La participation significative des PME à l'ensemble de l'économie ne se reflète cependant pas dans les exportations. En 2017, seulement **12 %** des PME, soit **85 631 entreprises**, ont exporté des biens et des services hors du Canada<sup>41</sup>. Cette participation relativement faible des PME au commerce international s'observe également dans les autres économies de l'OCDE, où la participation des PME se situe entre **10 et 25 %** (OCDE, 2018)<sup>42</sup>. Non seulement la proportion de PME exportatrices est faible, mais l'intensité des exportations des PME l'est également<sup>43</sup>. En moyenne, **4 %** des ventes des PME représentaient des exportations de biens et de services.

L'étude a aussi mis en relief divers défis et obstacles liés aux activités internationales que les entreprises plus petites et moins productives sont moins en mesure de surmonter que les grandes entreprises. Alors que les accords commerciaux peuvent être surtout efficaces pour réduire les droits tarifaires et les coûts associés aux obstacles non tarifaires, les coûts fixes tels que la publicité et les réseaux de distribution des produits touchent les petites entreprises de manière disproportionnée (OCDE, 2018).

---

40 Ne comprend pas le travail indépendant ou les entreprises qui n'ont aucun employé.

41 Parmi les différents secteurs, la proportion de PME exportatrices varie de 35 % dans le secteur manufacturier à 20 % dans les services professionnels et à 2 % dans le secteur de la construction.

42 Il n'existe pas de définition internationale uniforme des PME. Au Canada, les PME sont définies comme étant les entreprises comptant entre 1 et 499 employés, tandis qu'en Europe, les PME sont généralement les entreprises qui comptent entre 1 et 249 employés.

43 Défini ici comme la part moyenne en pourcentage des ventes à l'exportation des PME par rapport aux ventes totales des PME.

Les écrits sur le commerce international montrent que, même si les entreprises de plus grande taille et plus productives ont une probabilité plus élevée d'exporter (Bernard et coll., 2007), on observe aussi des preuves des retombées positives de la participation aux marchés mondiaux, où les exportateurs peuvent améliorer la productivité et l'innovation grâce à l'apprentissage pratique. Bien qu'il y ait une grande hétérogénéité parmi les PME et que les occasions de pénétrer les marchés mondiaux ne soient pas perçues de manière égale d'un secteur à l'autre, l'internationalisation des PME en tant qu'objectif de la politique pourrait engendrer d'importants avantages pour l'économie.

Encourager les PME à exporter pourrait également aider le Canada à atteindre son objectif d'augmenter de **50 %** ses exportations à l'étranger d'ici 2025. Bien que, comme l'a montré Yu (2019), la plupart des nouveaux exportateurs commenceront à exporter d'abord vers les États-Unis et que beaucoup ne survivront pas après un an sur le marché d'exportation, certains réussiront et prendront de l'expansion pour atteindre d'autres marchés étrangers. Le grand nombre de PME au sein de l'économie canadienne représente une source inexploitée d'exportateurs. Alors que certaines, de par leur nature, peuvent desservir uniquement le marché intérieur (p. ex. les restaurants et les salons de coiffure), d'autres pourraient être des exportateurs prospères en attente de la bonne occasion. Les programmes gouvernementaux qui visent à aider et soutenir ces PME pourraient constituer une solution supplémentaire pour diversifier les exportations canadiennes, non seulement sur le plan géographique et celui des produits, mais aussi pour répartir les gains tirés de l'exportation dans l'ensemble du pays et parmi tous les Canadiens.

## Des villes et non des pays

En ce qui concerne la dimension géographique de la diversification des exportations, l'analyse a jusqu'à présent porté sur le niveau national comme marché de destination des exportations canadiennes, qui est la référence commune pour établir la diversification géographique et la base de suivi habituelle des statistiques du commerce international<sup>44</sup>. Néanmoins, Vesselovsky (2019) fait valoir que d'ici 2030, les villes seront les moteurs de la croissance et de l'innovation.

Dans l'optique de soutenir la stratégie de diversification du Canada, l'étude a évalué l'emplacement futur des opportunités économiques pour les entreprises canadiennes à l'échelle de la ville, partout dans le monde. L'analyse prend en compte la croissance économique future de quelque 780 villes et leurs liens économiques actuels avec le Canada.

---

44 Bien que les données sur le commerce soient disponibles aux niveaux des provinces et des États au Canada et aux États-Unis, il est difficile d'obtenir des données sur le commerce au niveau infranational pour la plupart des pays, et les données au niveau des villes sont plutôt rares.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?

L'étude révèle qu'en 2030, les 40 villes les plus importantes dans le monde du point de vue du Canada seront dominées par l'influence des États-Unis et de la Chine, qui devraient abriter respectivement **40 %** et **20 %** de ces villes. Au niveau régional, l'Asie et l'Océanie devraient représenter **45 %** des 40 premières villes, ne laissant que **15 %** hors des États-Unis et de la région Asie-Océanie. Si l'on considère les 100 principales villes du monde, le nombre de villes que l'on retrouve aux États-Unis et en Chine devrait être à peu près égal et représenter un peu plus de la moitié du total. Au niveau régional, l'Asie et l'Océanie devraient représenter près de la moitié des 100 premières villes. La figure 26 fait voir la liste des 40 principales villes en importance pour le Canada en 2030.

Cette analyse au niveau des villes permet de tirer trois conclusions importantes sur la stratégie de diversification des exportations du Canada. Premièrement, même en 2030, les États-Unis demeurent importants pour le Canada, puisque 16 des 40 principales villes sont situées dans ce pays. Deuxièmement, les marchés émergents sont bien représentés dans les 40 premières villes, notamment la Chine, où se trouvent plusieurs grandes villes en croissance rapide qui représenteront des marchés importants pour les biens et services canadiens. La troisième observation est que la diversification ne concerne pas uniquement les marchés émergents. Le Canada peut aussi se diversifier en accroissant encore ses exportations vers certains marchés développés d'outre-mer : le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Australie comptent tous de grandes villes qui seront vraisemblablement importantes pour le Canada dans l'avenir.

#### Chapitre 3.2 Principaux points à retenir :

Les solutions possibles pour accroître la diversification des exportations canadiennes englobent les suivantes :

- Réduire les obstacles au commerce grâce à des accords de libre-échange;
- Entrer tôt sur les marchés en croissance rapide;
- Diversifier les exportations via les États-Unis;
- Encourager les exportateurs canadiens à adopter les technologies numériques;
- Soutenir les PME exportatrices;
- Mettre l'accent sur les villes comme moteurs de la croissance économique.

Figure 26 : Les 40 villes les plus importantes pour le Canada en 2030



L'étude a fait ressortir qu'en 2030, les 40 villes les plus importantes dans le monde dans la perspective du Canada seront dominées par l'influence des États-Unis et de la Chine.

### 3.2 Que pouvons-nous faire pour diversifier davantage les exportations canadiennes?



## Nouvelles dimensions de la diversification des exportations

Tour  
d'horizon



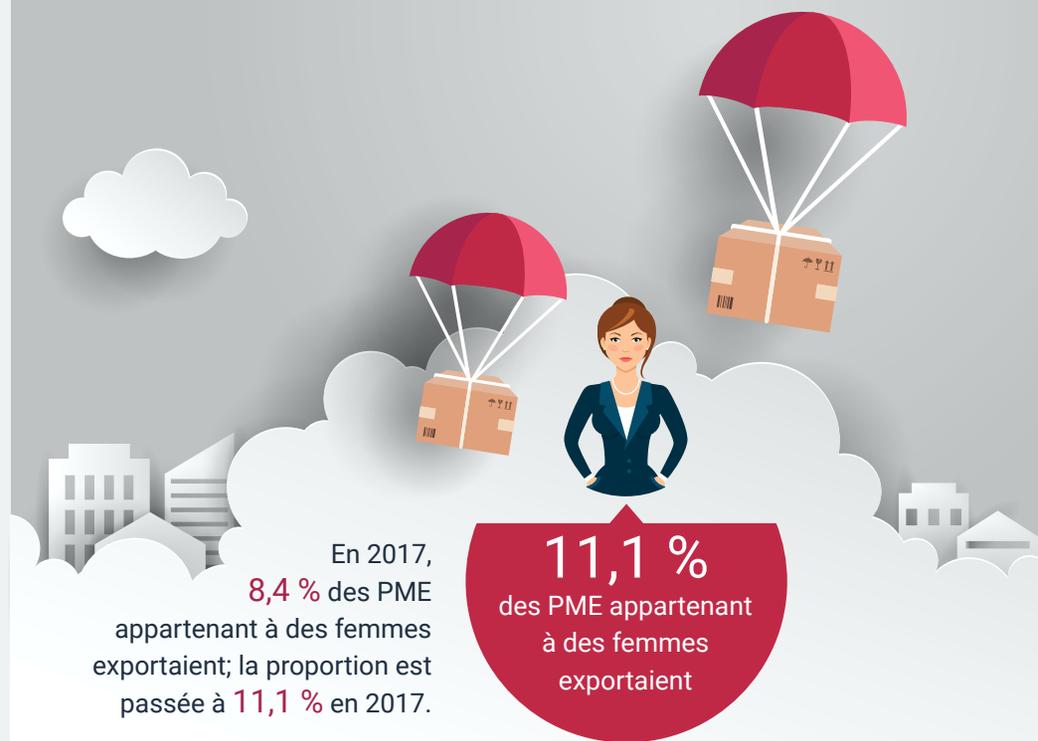
### Exportatrices

La proportion des PME exportatrices appartenant à des femmes au Canada a doublé entre 2011 et 2017, passant de **7,4 %** de l'ensemble des PME exportatrices en 2011 à **14,8 %** en 2017.



En 2017, **8,4 %** des PME exportaient; la proportion est passée à **11,1 %** en 2017.

**11,1 %**  
des PME appartenant  
à des femmes  
exportaient





### Entreprises exportatrices appartenant à des Autochtones

**10,5 %**  
des PME appartenant à des hommes et des femmes exportent

24,4 % des PME appartenant à des Autochtones exportent, contre 11,8 % de l'ensemble des PME canadiennes

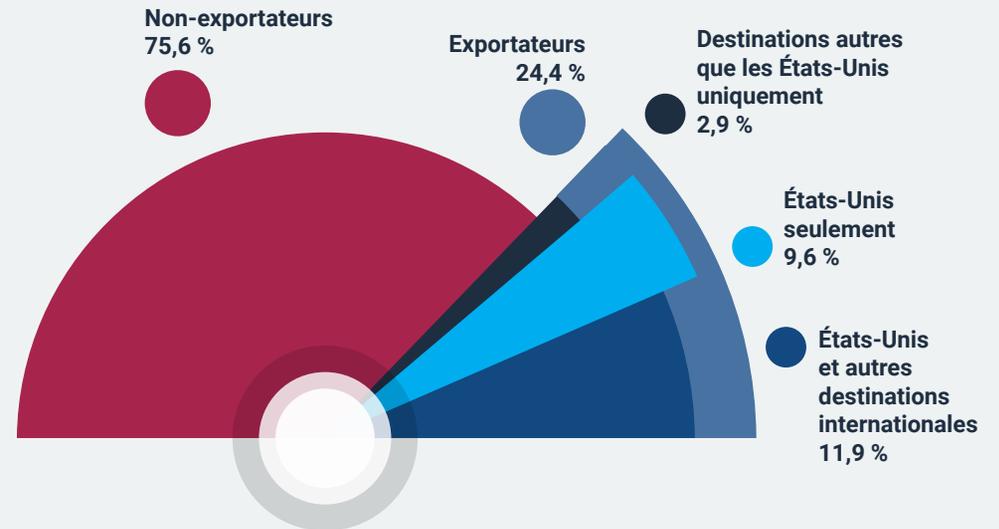


**12,2 %**  
des PME appartenant à des hommes exportent



**24,4 %**  
des PME appartenant à des Autochtones exportent

### Ventilation des entreprises exportatrices appartenant à des Autochtones par marché de destination, 2014



Tel qu'indiqué au début de ce chapitre, la diversification géographique et la diversification au niveau des produits ne sont pas les seules dimensions de la diversification. La diversification de la propriété des entreprises exportatrices en est une autre. Bien que la diversification géographique et la diversification au niveau des produits atténuent les risques et favorisent l'accès aux marchés en forte croissance, la diversification de la propriété présente l'avantage de répartir les gains tirés de l'exportation partout au Canada et parmi tous les Canadiens. Deux études du BEC traitent de la propriété des entreprises exportatrices. La première porte sur les petites et moyennes entreprises exportatrices appartenant à des femmes, tandis que la seconde, un projet de recherche conjoint avec le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA), examine les entreprises exportatrices appartenant à des Autochtones.

## Entreprises exportatrices appartenant à des femmes

Bélanger Baur (2019a) a analysé les caractéristiques des PME exportatrices canadiennes et leur performance en matière d'internationalisation sous l'angle du sexe majoritaire des propriétaires de l'entreprise à l'aide de données tirées de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2017, de Statistique Canada. Il a observé que la proportion de PME exportatrices appartenant à des femmes au Canada avait doublé de 2011 à 2017, passant de **7,4 %** de l'ensemble des PME exportatrices en 2011 à **15 %** en 2017.

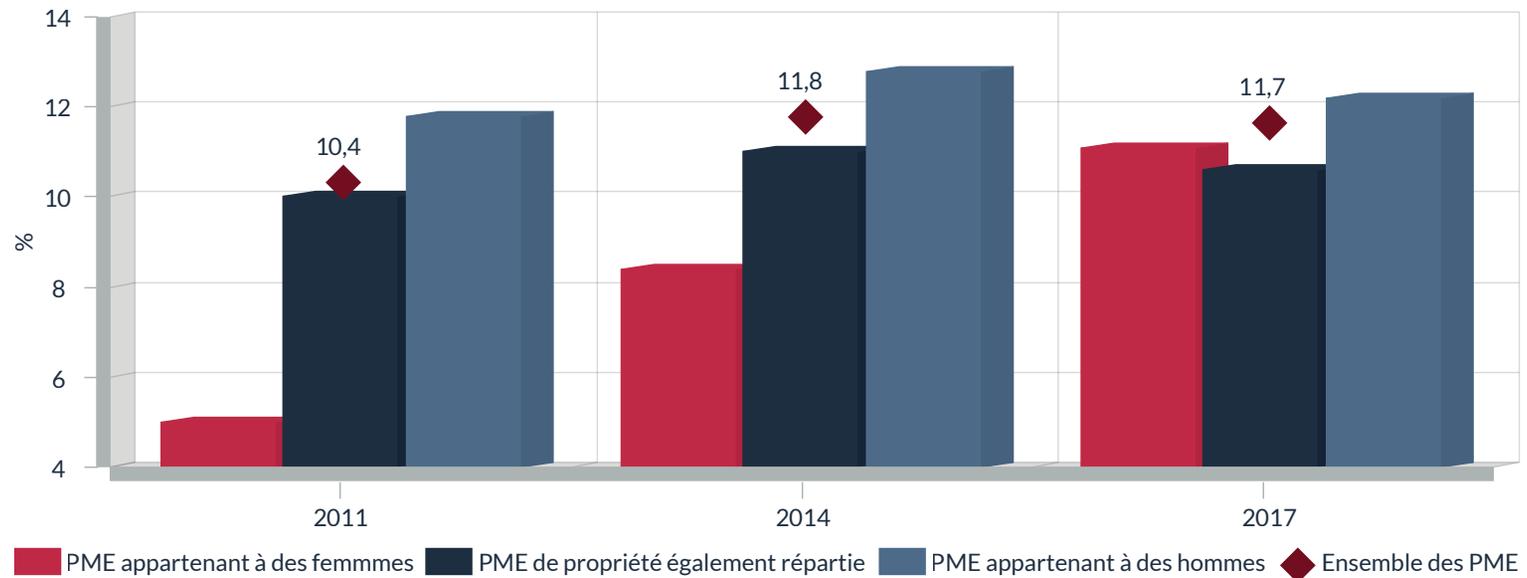
L'étude indique également qu'entre 2014 et 2015 – et sans que leur part de l'ensemble des PME canadiennes n'augmente –, les PME appartenant à des femmes ont accru leur propension à exporter, au point où elles ne sont plus sous-représentées parmi les PME exportatrices. En 2014, **8,4 %** des PME appartenant à des femmes exportaient; en 2017, cette proportion atteignait **11 %**. À titre de comparaison, **12 %** des PME appartenant à des hommes et **11 %** des PME appartenant à parts égales à des hommes et des femmes ont exporté en 2017.

### 3.3 Nouvelles dimensions de la diversification des exportations

L'étude a également examiné les obstacles rencontrés par les PME exportatrices lorsqu'elles tentent de vendre des biens et services à l'étranger. Les résultats montrent que, même si l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises n'inclut pas d'obstacles à l'exportation liés spécifiquement au genre, des profils distincts sont perceptibles pour chaque genre. Environ 11 % des PME appartenant à des femmes ont indiqué que les obstacles administratifs

intérieurs constituaient une barrière importante à l'expansion des exportations, contre 10 % des PME appartenant à des hommes et 7,6 % des PME à propriété égale hommes-femmes. Ainsi, certaines politiques nationales pourraient servir à aplanir les obstacles à l'exportation pour les PME appartenant à des femmes. En outre, la proportion des PME appartenant à des hommes ayant déclaré que les obstacles administratifs à l'étranger constituaient une entrave majeure à

Figure 27 : Propension à l'exportation (%) des PME selon le genre majoritaire des propriétaires, 2011-2017



Note : La propension à l'exportation est le pourcentage des entreprises qui exportent.

Données : Statistique Canada, Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2011, 2014 et 2017.

### 3.3 Nouvelles dimensions de la diversification des exportations

---

l'exportation était inférieure à celle des PME appartenant à des femmes ou à celle des PME dont la propriété est partagée également entre hommes et femmes. Ces obstacles administratifs rencontrés à l'extérieur du Canada peuvent prendre diverses formes, notamment des problèmes de logistique et des obstacles à la frontière, que les PME appartenant à des femmes ont indiqué être des obstacles importants à l'exportation à un taux nettement supérieur à celui observé chez les deux autres groupes de PME. L'étude évoque que les programmes fédéraux visant à favoriser l'internationalisation des PME appartenant à des femmes pourraient s'intéresser aux exigences frontalières pour les entreprises exportatrices et apporter un soutien supplémentaire au niveau des problèmes de logistique.

Fait intéressant, revenant à la diversification géographique des exportations, l'étude a constaté qu'une proportion sensiblement plus élevée de PME appartenant à des femmes exportent vers l'Europe (y compris le Royaume-Uni), l'Inde et le reste du monde (destinations non répertoriées spécifiquement)<sup>45</sup> par rapport aux PME détenues par des hommes et aux PME détenues à parts égales par des hommes et des femmes. Ainsi, les PME appartenant à des femmes contribuent davantage à la stratégie de diversification du gouvernement du Canada<sup>46</sup>.

---

45 L'enquête répertorie les États-Unis, l'Europe, le Royaume-Uni, l'Asie, l'Inde, le Mexique, la Chine, l'Amérique latine, le Japon et le Brésil comme destinations à l'exportation. Le reste du monde englobe tous les autres marchés non répertoriés.

46 À noter que cela ne concerne que la proportion (part) des PME appartenant à des femmes. Cela ne signifie pas que le nombre absolu de PME appartenant à des femmes exportant dans ces régions est supérieur au nombre de PME appartenant à des hommes ou de PME à propriété égale hommes-femmes qui exportent dans ces régions.



## Entreprises exportatrices appartenant à des Autochtones

Une étude conjointe du Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada et du Conseil canadien pour le commerce autochtone (Bélanger Baur, 2019b) a examiné de plus près les PME appartenant à des Autochtones et leur propension à exporter.

L'étude a utilisé des données produites par le CCCA à partir du registre de l'organisation, qui compte **10 000 entreprises** de propriété autochtone afin de créer un échantillon de 1 101 entrepreneurs autochtones, dont près de 650 PME appartenant à des Autochtones. À l'aide de cet ensemble de données unique, l'auteure a constaté qu'un pourcentage élevé de PME de propriété autochtone vendaient des produits et services à l'étranger (**24 %**), comparativement aux PME canadiennes appartenant à des non-Autochtones (**12 %**) et aux PME d'autres économies développées<sup>47</sup>. L'auteure note plus loin que sur la base de ces résultats, les PME autochtones démontrent une forte capacité à accéder à des marchés plus vastes en comparaison des PME canadiennes non autochtones.

Étant donné que, selon *L'Encyclopédie Canadienne*, les communautés autochtones ne comptent généralement pas plus de 1 000 personnes, nous pensons que les stratégies commerciales autochtones peuvent prévoir une pénétration précoce des marchés non locaux et que les coûts supplémentaires de vente

à la grandeur de la province et à l'échelle nationale sont relativement faibles par rapport à la vente aux communautés et aux villes avoisinantes. Ainsi, les PME appartenant à des groupes autochtones, notamment celles appartenant à des Premières nations, bénéficieraient de gains de productivité provenant d'économies d'échelle et d'une spécialisation des produits car elles sont obligées de devenir plus efficaces et de surmonter les défis liés à l'éloignement, à la logistique et à la connectivité à un stade précoce.

---

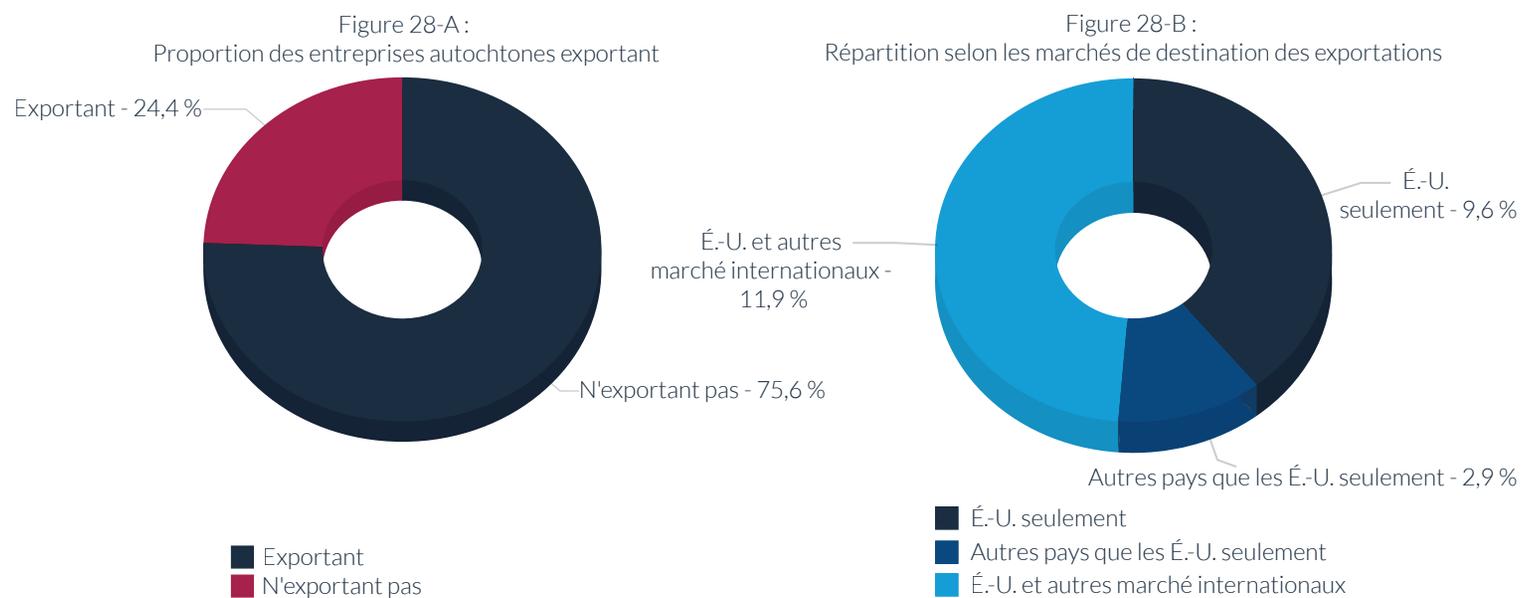
47 Ainsi, les PME européennes comptant entre 0 et 250 employés ont une propension à exporter hors UE de 9,7 % selon l'*European Competitiveness Report 2014 – Helping firms grow*. Voir chapitre 3 [factsheet](#)

### 3.3 Nouvelles dimensions de la diversification des exportations

L'auteure a également examiné les destinations à l'exportation des entreprises appartenant à des Autochtones et constaté que le marché de destination le plus populaire des ces entreprises, comme dans le cas des autres entreprises exportatrices canadiennes, était les États-Unis; **22 %** des PME de propriété autochtone vendent des biens ou des services à

notre voisin du Sud. Près de la moitié d'entre elles vendent exclusivement aux États-Unis, tandis que **55 %** vendent à la fois aux États-Unis et sur d'autres marchés internationaux. Une modeste proportion des PME appartenant à des Autochtones, soit **2,9 %**, vend à l'international mais sans exporter aux États-Unis.

**Figure 28 : Activités d'exportation des entreprises appartenant à des Autochtones, 2014**



Données : Calculs du Bureau de l'économiste en chef à l'aide de données du Conseil canadien pour le commerce autochtone.

On trouvera dans [l'étude](#) plus de détails sur les caractéristiques des PME appartenant à des Autochtones, y compris les types d'industries où elles sont présentes, dans quelle mesure elles diffèrent d'une région à l'autre au Canada, et leur répartition par groupe identitaire (Premières nations, Métis, Inuits). L'étude énumère également les obstacles à la croissance des PME de propriété autochtone, notamment l'accès au financement, les problèmes de connectivité et la façon dont ces entreprises utilisent les médias sociaux. Cette étude est la première du genre à appuyer le développement et l'expansion de PME appartenant à des Autochtones dans le système de commerce mondial. Même si elle note que les entreprises de propriété autochtone ont déjà une forte propension à exporter, elle souligne également que leurs exportations sont axées sur les États-Unis. À l'instar des exportations canadiennes en général, les exportations autochtones pourraient bénéficier d'une diversification géographique; en retour, la présence d'une solide communauté d'exportation autochtone à travers le Canada aiderait à mieux répartir les avantages du commerce partout au pays et entre tous les Canadiens.

#### Chapitre 3.3 Principaux points à retenir :

- La diversification de la propriété des entreprises exportatrices est une autre dimension de la diversification du commerce.
- Bien que la diversification géographique et la diversification au niveau des produits atténuent les risques et favorisent l'accès aux marchés en croissance rapide, la diversification de la propriété a l'avantage de répartir les gains tirés de l'exportation partout au pays et parmi tous les Canadiens.
- La proportion de PME exportatrices appartenant à des femmes au Canada a doublé de 2011 à 2017, passant de 7,4 % de l'ensemble des PME exportatrices en 2011 à 15 % en 2017.
- Un pourcentage élevé de PME autochtones au Canada exportent des biens et des services (24 %), comparativement aux PME non autochtones (12 %).

## Conclusion

Ce chapitre a scruté divers aspects de la diversification des échanges, notamment la diversification géographique et la diversification au niveau des produits, ainsi que des aspects moins traditionnels de la diversification, tels que la propriété des entreprises exportatrices. Ces dimensions de la diversification sont ressorties comme étant importantes pour atténuer les risques, permettre l'accès à des marchés en croissance rapide et aider à mieux répartir les gains du commerce.

Bien que les exportations canadiennes témoignent d'une certaine diversité au niveau des produits, elles sont concentrées géographiquement. C'est le motif à la base de l'objectif que s'est fixé le Canada d'augmenter de **50 %** ses exportations vers les marchés d'outre-mer d'ici 2025.

Pour ce qui est de l'atteinte de l'objectif visé pour 2025, la deuxième partie du chapitre examine divers moyens qui permettraient d'accroître la diversité géographique des exportations canadiennes, notamment : conclure des accords de libre-échange pour permettre aux exportateurs canadiens d'avoir un meilleur accès aux marchés étrangers; entrer tôt sur les marchés en croissance rapide; se servir du marché américain comme tremplin vers les marchés étrangers; exploiter les technologies numériques; accroître la participation des PME au commerce international; et mettre l'accent sur l'expansion future des villes pour repérer de nouvelles occasions d'exportation. Toutes ces avenues semblent utiles pour renforcer la diversité des exportations canadiennes et elles devraient être

davantage prises en compte dans la stratégie de diversification du commerce du gouvernement du Canada

Enfin, la troisième partie de ce chapitre examine une nouvelle dimension de la diversification des échanges liée à la propriété des entreprises exportatrices, résumant les constatations de deux rapports traitant des entreprises exportatrices appartenant à des femmes et de celles appartenant à des Autochtones. Dans les deux cas, les études constituent un bon point de départ pour préciser les caractéristiques de ces entreprises exportatrices, et ce qui pourrait être fait pour aider les entreprises appartenant à des femmes et celles de propriété autochtone au Canada à avoir un meilleur accès aux marchés mondiaux. Cette dimension de la diversification du commerce est particulièrement importante car elle joue un rôle essentiel dans la répartition des gains tirés de l'exportation à la grandeur de l'économie canadienne, en veillant à ce que les fruits du commerce ne soient pas concentrés parmi certains groupes ou certaines régions du Canada, mais soient répartis également dans tout le pays.

## Bibliographie

- Affaires mondiales et commerce international Canada (2012). « Le commerce international et ses avantages pour le Canada », *Le commerce international du Canada : Le point sur le commerce et l'investissement–2012*, Affaires étrangères et Commerce international Canada, p. 115-134. [https://www.international.gc.ca/economist-economiste/assets/pdfs/performance/SoT\\_2012/SoT\\_2012\\_Fra.pdf](https://www.international.gc.ca/economist-economiste/assets/pdfs/performance/SoT_2012/SoT_2012_Fra.pdf)
- Bédard-Maltais, Pierre-Olivier (2018). « Digitize Now: How to Make the Digital Shift in Your Business », Banque de développement du Canada. [https://www.bdc.ca/en/about/sme\\_research/pages/digitize-now.aspx](https://www.bdc.ca/en/about/sme_research/pages/digitize-now.aspx)
- Bélanger Baur, Audrey (2019a). « Women-owned Small and Medium Enterprise Exporters in Canada », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- (2019b). « Indigenous-owned Exporting Small and Medium Enterprises in Canada », Affaires mondiales Canada et Le Conseil canadien pour le commerce autochtone. [https://www.ccab.com/research/ccab-collaboration-series/indigenous\\_export/](https://www.ccab.com/research/ccab-collaboration-series/indigenous_export/)
- Bernard, Andrew B., J. Bradford Jensen, Stephen J. Redding et Peter K. Schott (2007). « Firms in International Trade », *US Census Bureau Center for Economic Studies*, n° CES-WP-07-14. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1015617>
- Boileau, David (2018). « Évolution du commerce des marchandises du Canada avec l'UE dans le cadre de l'AECG », Affaires mondiales Canada. [https://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/merchandise\\_performance\\_eu-evolution\\_marchandise\\_ue.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/merchandise_performance_eu-evolution_marchandise_ue.aspx?lang=fra)
- Commission européenne (2014). « Drivers of SME Internationalisation », *European Competitiveness Report 2014*, p. 75-114. <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/d7f09bc3-e57c-42de-ba70-9d06cedfa2d1>

- Michaelyshyn, Katerina et Emily Yu (2019). « Merchandise Trade Performance since the Canada-Korea Free Trade Agreement Entered into Force in 2015 », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- Organisation de coopération et de développement économiques (2018). « Favoriser une plus grande participation des PME à une économie mondialement intégrée », papier de discussion. <https://www.oecd.org/cfe/smes/ministerial/documents/2018-Conference-Ministerielle-PME-Session-Pleniere-3.pdf>
- [https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/world\\_trade\\_report16\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/world_trade_report16_f.pdf) Organisation mondiale du commerce (2016). *Rapport sur le commerce mondial 2016 – Égaliser les conditions du commerce pour les PME*. [https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/world\\_trade\\_report16\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/world_trade_report16_f.pdf)
- Rostami, Mitra (2018). « Commerce international du Canada en services des technologies de l'information et des communications (TIC) et en services fondés sur les TIC », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens*, Avis et consultations n° 13-605-X, Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/13-605-X>
- Scarffe, Colin (2019a). « Benefits from Fast Growing Export Relationships », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- (2019b). « Canada's Geographic Export Diversity », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- (2019c). « Les exportations du Canada doivent être diversifiées plus que jamais », *CanadExport*, Affaires mondiales Canada. <https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/canadexport/0003441.aspx?lang=fra>
- Sekkel, Julia (2019). « Characteristics of SME Exporters in Canada », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- Statistique Canada (2018). « Mesure de la diversification des exportations canadiennes », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens*, Avis et consultations n° 13-605-X. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-605-x/2017001/article/54890-fra.htm>
- Tran, Tuan (2019a). « Growing Canada's Exports to Overseas Markets by 50 Percent », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- (2019b). « Research on the Digital Economy at Global Affairs Canada », présentation à l'atelier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sur le commerce numérique tenu à Santiago (Chili) le 6 mars.
- Vesselovsky, Mykyta (2019). « Cities of the Future: Urban Opportunities for Canadian Businesses », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.
- Yu, Emily (2019). « Size and Pattern of Exporter Trade Diversification », Affaires mondiales Canada, document de travail du Bureau de l'économiste en chef.



